



**CONCESSION DE TRAVAUX ET DE SERVICES POUR LE FINANCEMENT, LA
CONSTRUCTION, LA MAINTENANCE ET L'EXPLOITATION DE BOUCLES LOCALES
OPTIQUES DE DESSERTES A L'USAGER FINAL SUR LE TERRITOIRE DE MAYOTTE**

Rapport relatif au choix du délégataire et à l'économie générale de la
convention conformément aux articles L.1411-5 et L.1411-7 du code général
des collectivités territoriales

SOMMAIRE

1. RAPPEL DE LA PROCEDURE.....	3
1.1 RAPPEL DES CARACTERISTIQUES ET DES ENJEUX DU PROJET	3
1.2 DEROULEMENT DE LA PROCEDURE.....	4
1.3 OBJECTIF DU PRESENT DOCUMENT.....	5
2. ANALYSE DES OFFRES	7
2.1 CRITERE N°1 : VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE (35 %)	7
2.2 CRITERE N°2 : EQUILIBRE ECONOMIQUE (PONDERATION : 30 %).....	25
2.3 CRITERE N°3 : ENGAGEMENTS CONTRACTUELS, DISPOSITIFS DE SUIVI ET DE CONTROLE PAR L'AUTORITE CONCEDANTE (PONDERATION : 20 %)	49
2.4 CRITERE N°4 : RISQUES ASSUMES PAR LE DELEGATAIRE (15%)	64
3. SYNTHESE DE L'ANALYSE.....	87
4. PHASE DE NEGOCIATION EXCLUSIVE ENTRE LE DEPARTEMENT ET LE DELEGATAIRE PRESSENTI ..	89
5. PRESENTATION DE L'ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT	90
5.1 OBJET DU SERVICE PUBLIC DELEGUE	90
5.2 LA COUVERTURE DU TERRITOIRE	92
5.3 LA CONCEPTION, LA REALISATION ET L'EXPLOITATION DU RESEAU	93
5.4 LES ASPECTS FINANCIERS ET PATRIMONIAUX DE LA CONVENTION	94
5.5 LE CONTROLE DU DELEGATAIRE PAR LE DEPARTEMENT	97
6. CONCLUSION.....	101

1. RAPPEL DE LA PROCEDURE

1.1 Rappel des caractéristiques et des enjeux du projet

Le Département de Mayotte a décidé de déployer le très haut débit en fibre optique sur 100% de son territoire et a, pour cela, retenu le montage de la délégation de service public concessive, tel que cela est exposé au point 1.2 du présent document.

Le service public délégué a pour fondement l'article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales (ci-après « CGCT ») qui donne compétence aux collectivités territoriales en matière d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques en vue de les mettre à la disposition des opérateurs et des utilisateurs de réseaux indépendants, qui constitueront ses seuls et uniques usagers, à l'exclusion des clients finals.

Les objectifs du Département conduisent à retenir une durée de concession de 30 ans, courant à compter de sa date d'entrée en vigueur, soit à la date de sa notification, en fonction notamment de la durée d'amortissement des investissements et de l'économie générale de la convention du futur Délégué, conformément aux dispositions des articles L.3114-7, R.3114-1 et R.3114-2 du CCP.

En cours de consultation, pour tenir compte des problématiques de financement du projet par le Département, il a été décidé de décomposer les modalités d'exécution des Missions en trois tranches.

Cela a été précisé dans la version modifiée du cahier des charges et du règlement de consultation des entreprises envoyée aux Candidats le 28 novembre 2023.

Les quatre Missions du Délégué sont les suivantes :

- le Délégué a en charge, dans le cadre de la Mission n°1, le financement, la conception, la réalisation des travaux et l'exploitation de la collecte des NRO ;
- dans le cadre d'une Mission n°2, le Délégué a en charge le déploiement, le financement, la conception, la réalisation des travaux et l'exploitation de Boucles locales optiques mutualisées ;
- dans le cadre d'une Mission n°3, le Délégué a en charge la reprise en affermage des ouvrages établis sous la maîtrise d'ouvrage du Département ;
- dans le cadre de la Mission n°4, le Délégué a en charge le financement, la conception, la réalisation des travaux et l'exploitation de la sécurisation du réseau de collecte.

Au titre de la Tranche Ferme (ci-après TF), le Concessionnaire réalisera un programme de travaux cohérent avec les attendus de ces 4 Missions dans la limite d'un besoin de financement public de 15M€.

Au titre d'une première Tranche optionnelle (ci-après TO1), le Concessionnaire étendra son programme de travaux, toujours en cohérence avec les 4 Missions précitées, dans la limite d'un apport de financement public supplémentaire de 45M€ (soit 60M€ de participation publique au total).

Enfin, au titre d'une seconde Tranche optionnelle (ci-après TO2), le Concessionnaire aura la charge de la finalisation des travaux, en cohérence avec les attendus des 4 Missions précitées, afin d'assurer une couverture à 100% en FttH du territoire départemental en contrepartie d'un financement public complémentaire, le cas échéant.

Ces Tranches seront affermies à la seule discrétion du Concédant.

En cas de non-affermissement de tout ou partie de ces Tranches, aucune indemnité ne sera

versée au Concessionnaire.

1.2 Déroulement de la procédure

Les étapes de la procédure sont jalonnées par les dates suivantes :

- Date de publication de l'avis de concession au BOAMP : le 14 mars 2022 au BOAMP (n°22-36110) ;
- Date de publication de l'avis de concession au JOUE : le 18 mars 2022 (N°2022/S 055-145175) ;
- Date de publication de l'avis de concession sur la plateforme « Marchés sécurisés » le 15 mars 2022 ;
- Date limite initiale de réception des candidatures et des offres : 30 juin 2022 à 12 heures ;
- Date limite de remise des éléments complémentaires : 5 avril 2023 à 12 heures ;
Modification de la date limite de remise des éléments complémentaires (à la demande d'un candidat) : 14 avril 2023 à 12 heures.

Phase des offres initiales

Dans le délai imparti, deux (2) dossiers de candidatures ont été reçus puis ouverts par la Commission de délégation de service public (CDSP) lors de la séance du 17 novembre 2022

Le tableau ci-dessous a été établi à partir du procès-verbal d'ouverture des plis, les deux (2) entreprises suivantes, par ordre d'arrivée des plis, ont remis une candidature :

Numéro d'ordre d'arrivée	Mode de transmission du pli	Nom du candidat	Observations
1	Transmission électronique	Réunicable	Candidature individuelle
2	Transmission électronique	Orange Concessions	Candidature individuelle

Pour rappel, les plis devaient contenir les candidatures et les offres.

La CDSP s'est réunie le 18 avril 2023 pour établir la liste des candidats admis à déposer une offre initiale conformément à l'article L.1411-5 du CGCT.

La CDSP a analysé les deux (2) candidatures. Elle a fait le constat que les deux (2) candidats ont remis les documents demandés dans le Règlement de consultation sous certaines réserves. Par courrier en date du 29 mars 2023, les documents manquants ont été demandés aux candidats et ont été transmis par ces derniers dans les délais imposés. Les deux candidatures étaient donc complètes.

La CDSP a donc décidé d'arrêter la liste suivante des candidats admis à présenter une offre initiale :

- Réunicable ;
- Orange Concessions.

La date limite de remise des offres initiales était fixée le 30 juin 2022 à 12 heures.

Par la suite, la CDSP s'est réunie le 18 avril 2023 pour ouvrir les offres initiales.

Après examen du registre comportant la date limite de réception des offres initiales, la CDSP a

constaté que deux (2) plis ont été réceptionnés avant l'heure limite de réception des offres initiales :

- Réunicable ;
- Orange Concessions.

Aucun pli n'est arrivé hors délai.

A la suite de l'analyse des offres initiales, des auditions se sont ainsi tenues aux dates suivantes :

- le 24 août 2023 ;
- le 19 octobre 2023 ;
- le 18 janvier 2024.

A l'issue de la dernière audition, il a été demandé aux candidats de remettre une offre finale le 31 janvier 2024, au vu de la dernière version du dossier de consultation envoyée aux candidats le 28 novembre 2023.

Les deux candidats ont alors remis leurs offres finales dans le délai susvisé ainsi qu'un projet de convention amandé.

A la suite de l'analyse des offres finales, par courrier en date du 11 avril 2024, conformément à l'article 3.2.6. du Règlement de consultation, le Président du Département a décidé d'engager le processus de négociation exclusive avec Réunicable.

Le candidat Orange Concessions a été informé de la suspension des discussions avec lui par un courrier du Président en date du 11 avril 2024.

Les discussions avec le candidat Réunicable se sont alors poursuivies pour parvenir au projet de convention annexé au présent rapport.

1.3 Objectif du présent document

Le présent rapport vise à :

- justifier du choix du délégataire pressenti, Réunicable, au vu des deux offres finales remises par les deux candidats qualifiés pour cette phase, à savoir Orange Concessions et Réunicable,
- présenter l'économie générale de la Convention négociée avec Réunicable par le Département.

Dans cette perspective, le contenu des offres finales de ces deux candidats au regard des exigences du Règlement de Consultation sera décrit et analysé, en application des critères de sélection énoncés dans le Règlement de consultation (2). Après une synthèse de cette analyse (3) et la présentation des avancées obtenues durant la phase de négociation exclusive avec Réunicable (4), le présent rapport viendra présenter l'économie générale de la convention négociée avec ce dernier (5).

Pour mémoires, les critères de sélection des offres figurant au Règlement de consultation, tels qu'ils résultent de sa version du 28 novembre 2023, étaient les suivants :

1. **Valeur technique de l'offre** (pondération : 35%) appréciée au regard des éléments suivants :
 - engagements pris et adéquation des moyens techniques et humains mobilisés au titre de l'exploitation technique et commerciale du Réseau (pondération sous-critère : 15 %).
 - qualité des solutions techniques proposées pour l'ensemble des Missions, dimensionnement technique du Réseau proposé et son potentiel d'adaptabilité et de pérennité dans le temps (pondération sous-critère : 10 %).

- cohérence de l'organisation et des moyens mobilisés pour respecter le calendrier de déploiement et engagements pris en termes d'insertion sociale (pondération sous-critère : 10 %).
- 2. Equilibre économique** (pondération : 30%) appréciés au regard des éléments suivants :
- la pertinence, la compétitivité et la cohérence du plan d'affaires prévisionnel (pondération sous-critère : 15%),
 - la valeur des flux financiers Délégrant-Délégataire de la tranche ferme et des tranches optionnelles analysées globalement (actualisés au taux de 3%) (pondération sous-critère : 15%) à savoir ;
 - o les redevances versées au Délégrant ;
 - o les participations publiques sollicitées pour le financement des ouvrages établis par le Délégataire, sous sa maîtrise d'ouvrage et constitutifs de biens de retour,
 - o le reversement, à l'issue de la Convention, des produits constatés d'avance (IRU, raccordements, etc.),
 - o l'indemnisation éventuelle des biens de retour en fin de Convention.
- 3. Engagements contractuels, dispositifs de suivi et de contrôle par l'autorité concédante** (pondération : 20%) appréciés au regard des éléments suivants :
- la structuration financière au regard notamment des moyens financiers mobilisés, du capital social, et la stabilité de l'actionnariat de la société ad hoc et la solidité des garanties financières (pondération sous-critère : 5%)
 - la gouvernance de la concession (relations entre la société ad hoc et ses actionnaires) (pondération sous-critère : 5%)
 - les modalités de suivi et de contrôle par l'Autorité concédante de l'exécution de la Convention et niveau des engagements contractuels (pondération sous-critère : 10%)
- 4. Risques assumés par le Délégataire** (pondération : 15%) appréciés au regard des éléments suivants :
- valeurs de résiliation de la Convention (pondération sous-critère : 7,5%)
 - modalité de mise en œuvre des mesures coercitives. Ce sous-critère permettra l'analyse des risques assumés par le délégataire au regard : (pondération sous-critère : 7,5%)
 - o des modalités de mise en œuvre des pénalités ;
 - o des modalités de mise en œuvre de l'exécution d'offre et de la mise en régie provisoire ;
 - o des modalités de mise en œuvre de la résiliation pour faute ;
 - o des modalités de mise en œuvre des garanties financières proposées ;
 - o de la prise en compte de la résilience des réseaux dans son interprétation de la force majeure et des causes exonératoires de sa responsabilité

Le présent rapport présentera, d'une part, le contenu des offres au regard des exigences du Règlement de Consultation, et d'autre part, analysera l'offre fournie par chaque candidat, en application des critères de jugements susvisés.

2. ANALYSE DES OFFRES

2.1 Critère n°1 : Valeur technique de l'offre (35 %)

La valeur technique de l'offre (pondération : 35 %) est appréciée au regard des éléments suivants, conformément au règlement de la consultation :

- engagements pris et adéquation des moyens techniques et humains mobilisés au titre de l'exploitation technique et commerciale du Réseau (pondération sous-critère : 15 %).
- qualité des solutions techniques proposée pour l'ensemble des Missions, dimensionnement technique du Réseau proposé et son potentiel d'adaptabilité et de pérennité dans le temps (pondération sous-critère : 10 %).
- cohérence de l'organisation et des moyens mobilisés pour respecter le calendrier de déploiement et engagements pris en termes d'insertion sociale (pondération sous-critère : 10 %).

Pour chaque sous-critère, les éléments d'appréciation ont été jugés qualitativement selon le barème suivant :

Appréciation	Pondération
Très satisfaisant	100%
Satisfaisant	80%
Moyennement satisfaisant	60%
Assez peu satisfaisant	40%
Peu satisfaisant	20%
Non satisfaisant	0

2.1.1 Engagements pris et adéquation des moyens techniques et humains mobilisés au titre de l'exploitation du réseau (pondération sous-critère : 15 %)

2.1.1.1 Eléments d'analyse

	Réunicable	Orange Concessions
Engagements en termes de qualité de service du Réseau	<p>Engagements moyennement satisfaisants : les engagements répondent globalement au pratique et attente du marché. Cependant, le candidat n'a pas détaillé ses engagements relatifs aux offres FttE contrairement à Orange Concessions.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le candidat s'engage sur un taux de disponibilité trimestriel ou annuel du réseau <i>a minima</i> égal à 99,7% sur la boucle locale optique passive, du NRO à la PTO. - Le candidat s'engage sur un délai de remise en service fixé à 10 jours maximum pour 90% des incidents signalés par un usager et 30 jours maximum pour 100% des incidents signalés par un usager. - Les commandes de raccordements finaux s'opèrent en mode STOC (contrat-type, contrôle via des photos demandées aux OC) et en mode Opérateur d'Immeuble (OI). REUNICABLE a défini une méthodologie pour la réalisation des raccordements finaux, précisée dans un cahier des charges fourni à l'ensemble des prestataires intervenant sur cette partie des travaux. - Sur le service entreprise, le candidat propose une GTR de 10h en HO pour les offres FTTH Pro. En revanche, des informations sur les GTR pour les offres FTTE ainsi que pour les GTI sont manquantes. 	<p>Engagements satisfaisants : les engagements sont relativement complets et permettent de garantir la capacité du candidat à assurer la qualité de service du réseau.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le candidat s'engage sur un taux de disponibilité annuel des services de 99,9% et un taux de disponibilité mensuel de 99,5% sur la boucle locale FTTH, du NRO à la PTO. - Le délai de raccordement standard client en mode OI est de l'ordre de 20 jours ouvrés maximum (si toutes les conditions sont réunies : acceptation du rendez-vous, absence de génie civil, disponibilité du chemin de câbles).⁷ - Les commandes de raccordements finaux s'opèrent en mode STOC (contrat-type, contrôle via des photos demandées aux OC) et en mode Opérateur d'Immeuble (OI). Le candidat détaille précisément les démarches associées à chacun des modes opératoires. - L'engagement de livraison de service (route optique FttH) est de l'ordre d'1 jour ouvré dans 95% des cas et au maximum de 5 jours. - Concernant les GTR sur l'architecture FTTH passive, le candidat s'engage à rétablir 90% des incidents signalés sur les accès FTTH sous 20 jours ouvrés et 100% des incidents signalés sur les accès FTTH sous 60 jours ouvrés. Sur l'architecture FTTE passive, le candidat s'engage à rétablir les accès sous 4 heures en heures ouvrées, à l'exception de Petite-Terre où aucun engagement de rétablissement n'est pris.

Engagements en termes d'investissement de vie du réseau	<p>Engagements satisfaisants : le candidat décrit de façon précise et détaillée les démarches d'intervention dans le cadre du raccordement, de la maintenance, de la densification et du dévoiement.</p> <p>Les investissements totaux en matière de vie du Réseau s'élèvent à 50,2 M€ sur 30 ans.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur 30 ans, les investissements en matière de GER, enfouissement et dévoiement s'élèvent en moyenne à environ 1 670 k€ / an soit 3,3% des investissements totaux annuels moyens de la DSP. - Le candidat décrit de manière détaillée la gestion de l'enfouissement et du dévoiement (type d'opérations et chronologie adoptée). - Le candidat s'engage à éviter la congestion et le défaut de ressources du réseau. Les procédures pour éviter les congestions sont précisées (mesure et analyse des indicateurs de performances, contrôle du taux d'utilisation/remplissage des capacités, analyse de l'état de charge du réseau grâce aux outils de monitoring, suivi des réserves capacitaires, suivi des stocks d'équipement, suivi des déploiements). - La réserve de capacité est prévue de façon à être suffisamment importante pour éviter les déploiements supplémentaires. Cependant cette réserve devra être régénérée en cas de densification importante à un endroit donné. - Le SI de gestion de réseau proposé par le candidat permet de faciliter la vie du réseau avec des modules de ticketing d'incident, d'intervention et d'alerte (état des objets, intervention, DICT). - L'entretien et le renouvellement des ouvrages n'incluent pas un réinvestissement contraint par une évolution de la réglementation ou des normes. Le GER comprend les 	<p>Engagements satisfaisants : le candidat décrit de façon précise et détaillée les démarches d'intervention dans le cadre du raccordement, de la maintenance, de la densification et du dévoiement.</p> <p>Les investissements totaux en matière de vie du Réseau s'élèvent à 55,8 M€ sur 30 ans.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les investissements en matière de GER, enfouissement et dévoiement s'élèvent en moyenne à 1 860k€ / an soit 3,3 % des investissements totaux annuels moyens de la DSP sur 30 ans. - Le candidat décrit la gestion de l'enfouissement et du dévoiement (prise en charge des coûts de modification du réseau et mise en place d'une procédure de détection des projets d'aménagement des collectivités locales). - Le candidat s'engage à mener une étude de dimensionnement chaque année afin d'évaluer la réserve capacitaire. Le candidat précise les règles de maintien de la réserve capacitaire, et le délai de production de raccordement des logements neufs. Le SI de gestion réseau proposé par le candidat permet le suivi en temps réel des taux d'occupation des ressources pour déclencher si nécessaire des opérations d'extension et de désaturation du réseau. - Le GER proposé par le candidat comprend les opérations permettant d'assurer la continuité de services (travaux de renouvellements des stations d'énergie en cas d'obsolescence du matériel, les travaux de réparation de la structure des éléments de Réseau et les travaux liés à l'obsolescence des matériels et aux dommages aux infrastructures non couverts par les assurances). - Le candidat propose une enveloppe de 28,7 M€ pour la densification du Réseau existant sur 30 ans. Cela représente 51,4% des investissements pour la vie du Réseau (sur 30 ans). Aussi, le candidat présente la démarche à adopter, notamment en collaboration avec le Délégrant et en cohérence avec les SCOT des communes.
---	---	--

	<p>entretiens qui peuvent s'inscrire en complément des plans de maintenance ou faire l'objet de programmes spécifiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le candidat propose une enveloppe de 39,3 M€ sur 30 ans pour la densification du Réseau existant, soit environ 78% des investissements pour la vie du Réseau sur 30 ans. Aussi, le candidat présente la démarche à adopter, notamment en collaboration avec les mairies et la base des permis de construire, afin de faire évoluer les hypothèses de densification du réseau. 	
Engagement en termes d'exploitation commerciale	<p>Approche très satisfaisante.</p> <p>Enveloppe dédiée à l'exploitation commerciale de 5,4 M€ sur 30 ans (incluant Commercialisation, promotion et communication et Facturation et recouvrement / Achat et logistique).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le plan de promotion proposé s'appuie sur la mise en œuvre d'un site web dédié au Réseau, l'animation du projet sur les réseaux sociaux et les autres outils web communautaires locaux, l'organisation de réunions d'informations à minima au sein de chaque commune concernée par les travaux de déploiement, et l'organisation de campagnes de promotion. - Le candidat procédera à l'enregistrement de la marque et du nom de domaine de la société dédiée. <ul style="list-style-type: none"> - L'organisation commerciale s'appuie sur les collaborateurs de la société dédiée, qui seront exclusivement dédiés au projet du département. Ces ressources humaines sont mises à disposition par Réunicable. Une cellule inter-opérateur située au Port à la Réunion sera créée par Réunicable. - <u>Catalogue de services</u> - Le catalogue de services est satisfaisant : toutes les ODR sont proposées. - Services proposés : services d'accès passifs aux lignes FTTH en cofinancement ou en location à la ligne ; hébergement aux PM ; raccordement au NRO ; activation de ligne et raccordement client final ; services d'accès passifs aux lignes FTTE ; services 	<p>Approche satisfaisante.</p> <p>Enveloppe dédiée à l'exploitation commerciale de 4.3 M€ sur 30 ans (incluant Commercialisation, promotion et communication).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le plan de promotion proposé auprès des Usagers, des administrés et des opérateurs, s'appuie sur la publication des intentions de déploiement et des informations préalables, l'animation et le pilotage local des Opérateurs Commerciaux (promotion du catalogue d'offres du Réseau), et la création et l'animation d'un site web dédié au Réseau. Les rôles et les responsabilités du Déléataire et du Déléant sont précisés en matière de communication. Aussi, le plan de communication est scindé selon le type de public ciblé : tous publics, élus locaux et leurs administrés, particuliers ou entreprises. Des actions de communication spécifiques sont adossées à chacune des cibles. Le plan de communication et de promotion est très détaillé. - Le candidat procédera à l'enregistrement de la marque et du nom de domaine de la société dédiée. Le candidat précise les conditions d'exploitation de la licence du nom de domaine et définit les responsabilités d'utilisation et de mise en œuvre de la marque et des droits exclusifs. - La Direction Commerciale Nationale dédiée à la relation avec les Opérateurs Commerciaux d'Orange Concessions sera mise à disposition du Déléataire. Elle accompagnera le Déléataire dans la contractualisation, le déploiement des infrastructures de collecte, l'animation commerciale et

	<p>d'hébergement.</p> <p>Le candidat introduit une prestation de service activée qui vienne enrichir le catalogue par rapport à celui proposé par Orange Concession et peut permettre de répondre de besoin de certains Usagers de taille modeste pour adresser les besoins du territoire.</p> <p><u>Tarifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Co-investissement : tarif <i>ab initio</i> applicable aux logements couverts de 200€/ligne ; tarif <i>ab initio</i> applicable aux logements raccordables de 332€/ligne. Le candidat indique qu'en cas de co-investissement <i>a posteriori</i>, la quote-part liée aux logements couverts ne varie pas. Seule varie la quote-part liée aux logements raccordables. - Service d'accès BLOM : tarif IRU <i>ab initio</i> de 532,00€/ligne ; location passive à la fibre (FtTH) : 12,80 €/ligne/mois ; location activée à la fibre (FtTH) : 17,30 €/ligne/mois. - Service de livraison NRO-SRO : location à la fibre de 4,20€/fibre/km/mois et en FAS : 1 780€/fibre ; location à la tête de réseau de 25,00€/fibre/km/mois et en FAS : 2 400€/fibre. - Hébergement au NRO : location d'emplacement de baie de 150€/emplacement/mois et en FAS : 1 500€/NRO. - Les services entreprises : tarif FON moyen de location de 0,60€/an/ml ; tarif GFU moyen de de location : 0,50€/an/ml ; tarif FfTE en location de 180€/mois/site ; tarif FtTH Pro en location de 34,80€/mois/site ; tarif FfTE activé : 340€/mois/site. - Service de raccordement final : location passive de 2,50 €/ligne/mois. 	<p>l'exploitation</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'organisation commerciale s'appuie sur la Société de Projet spécifiquement créée pour le RIP de Mayotte. Le Directeur Général d'Orange Concessions sera mis à disposition de la Société de Projet et assurera un rôle de management commercial. <p><u>Catalogue de services :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le catalogue de services est satisfaisant : toutes les ODR sont proposées de manière conforme aux lignes directrices de l'ARCEP. Cependant, contrairement à Réunionable, le catalogue se limite à des offres passives. - Services proposés : services d'accès passifs aux lignes FTTH en cofinancement ou en location à la ligne, accès aux PM, aux liens NRO-PM, raccordement client final ; services d'accès passifs aux lignes FfTE ; services d'hébergement ; offre de fibre optique de raccordement passif ; offre FOP (reprise de l'offre actuelle sur le réseau transféré en affermage). <p><u>Tarifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prix forfaitaire (€ / HT) / logement Couvert en euros courants de l'année d'installation du PM : 6,91€ par tranche de 5%. - Prix forfaitaire (€ / HT) / logement raccordable en euros courants de l'année d'installation du câblage de site : 18,77 par tranche de 5% pour le câblage de site sans câblage d'immeuble tiers et pour le câblage de site avec câblage d'immeuble tiers. - Accès à la ligne FtTH en location : 13,49 €/ligne/mois. - Frais d'accès actif au PM armoire de 2 419€/ligne/mois.
Adéquation des moyens techniques mobilisés au titre de l'exploitation du réseau	<p>Une adéquation des moyens techniques à l'exploitation du réseau satisfaisante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation du centre de supervision de Réunionable (NOC du Port à la Réunion). Ce NOC est également mis à disposition du réseau FtTH du département. - Le candidat fournit une description très détaillée du système d'informations, de l'extranet et de la gestion des 	<p>Une adéquation des moyens techniques à l'exploitation du réseau satisfaisante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La supervision et la maintenance du SI sont réalisés par le pôle national opérationnel d'Orange SA. - Le candidat fournit une description détaillée du système d'informations, de l'extranet et de la gestion des accès associée à ces solutions. De nombreux visuels et schémas

	<p>accès associée à ces solutions. De nombreux visuels et schémas sont intégrés au mémoire technique, permettant d'appréhender la mise en œuvre et les fonctionnalités des solutions proposées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le candidat précise le fonctionnement du NOC et présente une caractérisation des incidents par niveau de gravité. - Le guichet InterOp de Réunicable est présenté. Ce dernier est dédié au traitement des problématiques SI et raccordements liés à la mutualisation des réseaux, à communiquer avec les divers intervenants, à assurer la réserve suffisante de capacité et à récolter les signalements d'incidents des Usagers. - Le candidat réalise une description très précise des processus de maintenance préventive et curative (opérations menées par les sous-traitants ayant réalisé les déploiements, détail des prestations de maintenance préventive et curative, détail du contenu du dossier de travaux, gestion des tickets et réception des incidents, schéma explicatif des procédures, focus sur la maintenance prédictive, détail du processus d'intervention et du plan d'urgence). - Les moyens et matériels sollicités par les sous-traitants pour l'exécution des prestations sont détaillés et s'avèrent être en adéquation avec l'objet du marché. <p><i>Eléments manquants : stock de maintenance</i></p>	<p>sont intégrés au mémoire technique, permettant d'appréhender la mise en œuvre et les solutions proposées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une plateforme d'interopérabilité sera mise en place et permettra d'établir les relations avec les Usagers de la DSP (opérateurs de gros). - Le candidat réalise une description assez précise des processus de maintenance préventive et curative, notamment la réduction des perturbations. Le candidat présente l'application « Signal Réseaux » qui permettra de récolter via internet les dommages constatés sur les réseaux. - Le candidat décrit le lot de maintenance conclu avec le sous-traitant <p><i>Eléments manquants : stock de maintenance</i></p>
Adéquation des moyens humains mobilisés au titre de l'exploitation du réseau	<p>Une adéquation des moyens humains à l'exploitation du réseau satisfaisante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'organisation se base sur une équipe locale entièrement affectée à la Société de Projet, 5 sous-traitants (AXIANS, ATS, ECLIPSE-NEWCOM, SAT et SOGEA) disposant tous d'une agence locale à Mayotte ainsi que des équipes de Réunicable en support. - La répartition des rôles entre les équipes de Réunicable, la Société de projet et les sous-traitants est détaillée dans une matrice de responsabilité RACI, pour les APS, APD, 	<p>Une adéquation des moyens humains à l'exploitation du réseau satisfaisante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'organisation se base sur une société de projet composée de plusieurs personnes, certaines personnes étant dédiées à 100% au projet et d'autres étant à temps partiel. Le nombre de salariés ainsi que la gestion de leur charge varie selon les étapes du projet. Des sous-contrats lient la Société de Projet et Orange Concessions, qui met ses compétences à disposition de la Société de Projet. - Les moyens humains mobilisés pour les opérations de vie

	<p>les déploiements et les DOE. Tous les sous-traitants mobilisés sont présentés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 Directeur de Société, 1 Responsable des Opérations, 1 Chargé de travaux, 1 Chargé d'exploitation et 1 Assistant(e) Administratif(ve) seront présents localement dans la Société de Projet. 	<p>du Réseau ainsi que l'exploitation technique et maintenance sont précisés. Des équipes de la Direction Orange Réunion Mayotte (DORM) seront sollicitées et accompagneront un Correspondant Exploitation Réseau (CER) dédié au RIP FTTH de Mayotte.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour l'exploitation commerciale, des ressources de Orange Wholesale France (OWF) interviendront en appui de la Société de Projet. OWF est notamment en charge du dimensionnement et de la formation des équipes. 10% des effectifs de OWF sont dédiés à l'activité RIP d'Orange Concessions.
--	--	--

2.1.1.1 Suivi des évolutions par rapport à l'offre initiale

- **Réunicable**

- Augmentation de l'enveloppe pour les investissements de vie de réseau d'environ 20 millions d'€ sur la durée de la DSP par rapport à l'offre initiale.
- Renforcement de l'organisation des moyens humains : un sous-traitant a été ajouté : SAT (Société d'Aménagement et de Travaux), il sera mobilisé aussi bien pour la construction que l'exploitation et la maintenance
- Ajout au catalogue de services d'accès « activés » permettant l'offre une gamme de solutions adaptée à tous les opérateurs usagers pour les besoins « grand public » et « professionnels ».

- **Orange Concessions**

- Diminution de l'enveloppe pour les investissements de vie de réseau de 12 millions d'€ sur la durée de la DSP lié à l'optimisation du traitement de la densification du réseau.

2.1.1.2 Synthèse et proposition de notation

Envoyé en préfecture le 23/12/2024

Reçu en préfecture le 23/12/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20241219-DL1912240305-DE



	Réunicable	Orange Concessions
Notation sous critère (sur 15 points)	12	12
Commentaires	<p>L'offre du candidat est satisfaisante dans l'ensemble. Son approche aurait toutefois pu être davantage optimisée s'agissant des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">Engagements en termes de qualité de service du Réseau (précisions sur GTI/GTR) sur les offres FttE <p>Le candidat se distingue avec l'ajout au catalogue de prestation de service activé permettant d'étendre les solutions apportées aux Usagers du territoire.</p>	<p>L'offre du candidat est satisfaisante dans l'ensemble.</p> <p>Les engagements et les moyens apportés par le candidat sont conformes aux pratiques et aux attentes exprimés.</p>

2.1.2 Qualité des solutions techniques proposée pour l'ensemble des Missions, dimensionnement technique du réseau proposé et son potentiel d'adaptabilité et de pérennité dans le temps (pondération sous-critère : 10 %).

2.1.2.1 Qualité des solutions techniques proposée pour l'ensemble des missions

	Réunicable	Orange Concessions
Architecture, dimensionnement et qualité des ouvrages	Ingénierie satisfaisante	Ingénierie moyennement satisfaisante
	<p><u>Dimensionnement de la collecte et de l'activation</u></p> <p>Réunicable indique respecter les règles de déploiement des NRO à proximité des NRA. La sécurisation du réseau sera réalisée conformément au CCTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La collecte est sécurisée pour chaque tranche, - La sécurisation est effectuée : <ul style="list-style-type: none"> o Soit par déploiement anticipé du réseau de collecte d'une ZANRO dont le NRO, les SRO, les réseaux de transport et de distribution seront déployés lors d'une tranche optionnelle à venir o Soit par le déploiement d'un tronçon de collecte spécifique. <p>Le candidat a décrit précisément le bouclage de la collecte par tranche.</p> <p>Par ailleurs, deux câbles sous-marins seront posés lors des déploiements de la Tranche 2 pour assurer cette liaison et permettre aux opérateurs de disposer d'une liaison passive haut débit.</p> <p>Afin de stimuler la concurrence, le candidat indique proposer une offre d'accès FttH activée pour les opérateurs. Dans le cadre d'une offre activée, le candidat envisage de déployer des équipements de collecte dans chaque NRO. Cet hébergement sera prélevé sur l'hébergement prévu pour les opérateurs commerciaux.</p> <p>Les équipements de collecte seront raccordés au site central par une boucle en fibre optique qui devra raccorder l'ensemble de ces NRO. Cette boucle de fibre optique pourra être construite en utilisant la boucle existante départementale.</p> <p>Le mode de pose du linéaire a été récapitulé par le candidat sous le format suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aérien EDM : 479 075 ml ; 	<p><u>Dimensionnement de la collecte et de l'activation</u></p> <p>Selon Orange Concessions, la conception du réseau de collecte des NRO terrestre repose quasi-exclusivement sur la présence des liaisons type LFO entre les différents NRA de Mayotte.</p> <p>Dans le cas où l'hébergement en NRA n'est pas possible, une implantation en shelter à proximité du NRA est envisagée afin de rester éligible aux différentes offres d'Orange, notamment pour la collecte des NRO. Orange a réalisé une estimation du type de NRO en fonction de la place disponible et la pertinence des emplacements envisagées mais précise que ces emplacements ne peuvent être validés à ce stade de la procédure.</p> <p>Il n'y a donc pas besoin de déploiement de collecte patrimoniale, sauf pour le câble sous-marin.</p> <p>Orange concessions a mis en place un tableau de priorisation des infrastructures en fonction des différentes parties du réseau. Pour la collecte, voici la priorisation de Orange ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Priorité 1 : Fourreaux Collectivité ; - Priorité 2 : Fourreaux Orange ; - Priorité 3 : Infrastructure souterraine à crée ; - Les façades, infrastructures aériennes à créer, aérien Orange et aérien BT sont interdites. <p>En tranche optionnelle 1, Orange Concessions prévoit le déploiement de deux câbles sous-marins entre Petite-Terre et Grande-Terre pour sécuriser la connectivité de Petite-Terre. Orange Concessions prévoit 4M€ d'investissement pour les câbles sous-marins.</p> <p>Le Candidat n'a pas indiqué de précision en matière de dimensionnement de l'activation.</p>

- Aérien Mixte : 29 940 ml ;
- Aérien Orange : 94 758 ml ;
- Conduite : 554 489 ml ;
- Façade : 492 ml ;
- Génie civil : 299 673 ; dont 12 675 ml de génie civil mutualisé déjà comptabilisé

Dans chaque NRO, seront installés deux équipements actifs :

- Un OLT de collecte des abonnés
- Un switch/routeur pour le raccordement au backbone
- Sur certains sites, selon les besoins client, une carte d'accès Ethernet pourra être installée dans l'OLT afin de pouvoir offrir des offres Point à Point pour les entreprises

Dimensionnement du transport

Le candidat a indiqué que le réseau de transport est dimensionné à hauteur d'un minimum de 36 fibres.

Afin d'optimiser le nombre de sites techniques et d'uniformiser leur répartition sur le territoire de Mayotte, un zonage a été réalisé en fonction de la topologie des infrastructures existantes utilisables et en prenant en compte la contrainte de 1000 prises, au minimum et un plafond de 800 prises par SRO.

L'étude finale dimensionne les points techniques de la façon suivante :

- 15 NRO (dimensionnés pour regroupement un minimum de 1000 logements) ;
- 197 SRO ont été conservés dans l'étude finale
- La taille maximale des SRO est de 531 (< 800 prises, plafond indiqué dans le CCTP).

Le nombre de prises maximum des NRO est de 11 855, et le nombre maximum de prises par SRO est de 531.

Pour déterminer le mode de pose des réseaux et des segments fonctionnels tel que le transport, les experts SIG de Réunicable ont développé un script s'appuyant sur l'algorithme DJISTRA qui détermine le et crée le chemin le plus court entre 2 points. Le script priorise l'utilisation de conduites existantes et le réseau aérien. Néanmoins, une surcouche permet de créer en autonomie du Génie-Civil en absence de réseau existant, mais également si la création s'avère d'une section de Génie-Civil s'avère pertinente dans l'optimisation financière du déploiement.

De plus, Réunicable a réalisé une campagne d'audit afin de vérifier l'état

Dimensionnement du transport

Les règles de choix des parcours respecteront les critères suivants :

- Longueurs NRO/PTO ;
- Infrastructure souterraine uniquement ;
- Réutilisation maximale de l'infrastructure souterraine existante ;
- Choix de parcours de GC à créer faciles ;

Orange concessions a mis en place un tableau de priorisation des infrastructures en fonction des différentes parties du réseau. Pour le transport, voici la priorisation de Orange ;

- Priorité 1 : Fourreaux Collectivité ;
- Priorité 2 : Fourreaux Orange ;
- Priorité 3 : Infrastructure souterraine à créer ;
- Aérien Orange et Aérien BT dont à valider ;
- Les façade et infrastructure aériennes à créer sont interdites.

Le candidat prévoit 3.1 M€ d'investissement en tranche ferme, 9 M€ d'investissement en première tranche optionnelle et 37.8M€ en deuxième tranche optionnelle.

L'étude finale dimensionne les points techniques de la façon suivante :

- 16 NRO (rassemblera plusieurs SRO de façon à regrouper au moins 1000 locaux) ;
- 294 SRO (regroupera à minima 300 locaux) ;

Orange Concessions a indiqué que la concertation de la dernière offre, leur a permis d'anticiper de nouveaux logements / Entreprises dans les 24

	<p>des chambres déjà existantes. D8% des tronçons audités ne sont utilisable. Le réseau semble utilisable en l'état ou réparable trop difficulté. Réunicable prend en compte la présence de noue et d'eau dans les chambres auditées pour le futur déploiement.</p> <p>Le candidat a indiqué, que dans le but de positionner les PBO au plus près des adresses finales, un inventaire a été réalisé des points techniques susceptibles d'accueillir un boitier. Pour ce faire les infrastructures existantes suivantes ont été considérées comme de potentiels points techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chambre opérateur historique - Poteau opérateur historique, - Poteau réseau EDM <p>A ce stade, l'inventaire recense 23 828 potentiels points techniques pouvant recevoir l'installation de PBO.</p>	<p>mois à venir et de les prendre en compte dans la procédure de maintien de la réserve de capacité.</p> <p>Dans le cas d'une régularisation des logements dits « indignes », le dimensionnement réseau ab initio est prévu pour le déploiement de ces branches de réseau supplémentaires. Dans ce cas-là, le nombre de fibres non-exploitées peut grandement diminuer sur certains tronçons et une vérification de la capacité est nécessaire.</p> <p>Dans cette optique, et dans le respect de règles d'ingénierie, les règles de maintien de la réserve sont les suivantes pour le dimensionnement du transport :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Seuil de déclenchement : Commande par un usager d'un nouveau lien optique NRO-PM faisant passer le taux de disponibilité sur tout ou partie de l'axe de transport en dessous de 10%. - Niveau de régénération : création, sur le segment saturé, d'un lien optique avec une capacité de câble permettant de régénérer à minima 15% de surcapacité. - Délai maximal de régénération : 6 mois (sauf cas de nécessité de création d'infrastructures). <p>Par ailleurs, pour la réalisation des différentes parties du réseau (transport et distribution), Orange Concessions utilise uniquement des câbles de type G657 A2. La modularité des tubes est de 12 fibres.</p>
	<p><u>Dimensionnement de la desserte et traitement de l'isolé</u></p> <p>Le candidat a indiqué les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 63 000 Prises raccordables (le nombre de prise varie selon le document entre 63000 et 63408) . - Les PBO sont localisés à 100 mètres maximum de la limite du domaine public des logements. - Afin d'optimiser et de respecter les règles d'ingénierie fixées dans le CCTP, le candidat a retenu la logique d'affectation des prises aux PBO suivante : <ul style="list-style-type: none"> o Attribution de chaque adresse inférieure à 4 logements (4 prises), au PBO non saturé le plus proche. o saturation des PBO à 6 prises maximum. 	<p><u>Dimensionnement de la desserte et traitement de l'isolé</u></p> <p>Le candidat a indiqué les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 95 859 prises raccordables ; - Un plateau optique de brassage de 36 fibres dut de transport ; <p>Le candidat précise les éléments suivants en matière de dimensionnement FTH :</p> <p>« Les PB sont alimentés par des câbles de distribution à modules de 6 FO. Une surcapacité de 30% au niveau du PBO implique un remplissage des PBO, de 4 accès FTTH pour 6 FO ou 8 accès FTTH pour 12 FO (2FO de réserve par µmodule).</p> <p>Un logement indigne est compté comme un accès FTTH potentiel et est donc à comptabiliser dans le remplissage PB.</p>

	<p>o Priorisation des raccordements par longueur.</p> <p>S'agissant du traitement de l'habitat isolé, le candidat précise que le périmètre des raccordements les plus compliqués est limité et repose sur le principe suivant : La distance PBO-limite de parcelle inférieure à 100m pour 98,2% des raccordements.</p> <p>- Le candidat a étalelement présenter un tableau récapitulatif des linéaires différents selon le mode de pose.</p>	<p>Une attention doit être apportée au taux de remplissage afin de ne pas entamer les 6 modules de réserves prévues dans les cas les plus favorables, le taux moyen de remplissage des PBO d'une zone arrière de PM s'établit autour de 3.5 els par micromodule. »</p>
	<p><u>Solutions de complétude et de densification du réseau</u></p> <p>Le candidat précise qu'il respectera les prescriptions de l'ARCEP de sa recommandation de décembre 2015) relative à la complétude des déploiements sans en décrire précisément les modalités opérationnelles.</p> <p>Cette prise semble toutefois bien prise en compte dans les process du candidat cf « modalités de réception partielle de la complétude de la ZASRO » correspondant à l'étape 4 du logigramme des procédures de réception (page 107 du mémoire technique).</p> <p>Le candidat indique que le réseau structurant est dimensionné de façon à pouvoir prévenir des futures évolutions des plaques FTH et raccorder les nouveaux logements de particuliers ou sites d'entreprises établis après la mise en exploitation des plaques FTH concernées.</p> <p>En effet, le candidat indique qu'une réserve minimum de 30% est laissée au niveau de chaque PBO pour tenir compte des opérations de densification. Des PBO spécifiques seront envisagés pour la desserte FfE.</p> <p>La réserve de capacité est prévue de façon à être suffisamment important pour éviter des déploiements supplémentaires. Cependant, cette réserve capacitaire devra être régénérée en cas de densification important à un endroit donné. De plus, lors des études et des relevés le candidat prend en compte dans la conception du réseau les projets de construction en cours ou à venir (notamment à travers les discussions avec les mairies, l'identification des projets au moment des RBAL, mais aussi en interrogeant la base des permis de construire).</p> <p>Si toutefois, une zone de traille trop importante venait à devoir être construite, le candidat indique pouvoir déployer un nouveau SRO pour assurer l'adduction d'une nouvelle zone. Ce projet serait traité comme un projet de déploiement à part entière, en respectant toutes les phases standard d'un déploiement.</p>	<p><u>Solutions de complétude et de densification du réseau</u></p> <p>Le candidat n'a pas précisé dans son offre comme il comptait envisager le traitement de la complétude des prises.</p>

Modalités de conception du réseau et solutions de prise en affermage des ouvrages et des prises qui n'ont pas encore été mises en exploitation	<p align="center"><u>Méthodologie de conception du réseau</u></p> <p>Méthodologie de conception et de réalisation des ouvrages conformes aux attentes et aux règles de l'art.</p> <p>Restitution des études et DOE au format PIVOT (chapitre III) de son mémoire technique conception-construction.</p> <p>Procédures de recettes et de réception cohérentes et conformes aux attentes exprimées.</p>	<p align="center"><u>Méthodologie de conception du réseau</u></p> <p>Méthodologie de conception et de réalisation des ouvrages conformes aux attentes et aux règles de l'art.</p> <p>Restitution des études et DOE au format PIVOT.</p> <p>Procédures de recettes et de réception cohérentes et conformes aux attentes exprimées.</p>
	<p align="center"><u>Méthodologie de prise en affermage</u></p> <p align="center">Le Candidat a décrit (1 page) au sein de son mémoire conception-construction sa méthodologie de reprise en affermage du réseau existant, en indiquant les principes génériques de reprise des infrastructures.</p>	<p align="center"><u>Méthodologie de prise en affermage</u></p> <p>Le Candidat a correctement décrit au sein d'un mémoire dédié sa méthodologie de reprise en affermage du réseau existant, en indiquant les grands principes de reprise des infrastructures par segment de réseau et les itérations avec les acteurs, ainsi que la reprise des contrats existants.</p> <p>Le candidat mentionne toutefois la reprise de NRA-ZO mais ce type d'infrastructures n'est pas mentionné dans le cahier des charges.</p>

2.1.2.2 Suivi des évolutions par rapport à l'offre initiale

- **Réunicable**

- Suppression de la construction de liaison FH entre grande et petite terre en attendant le câble sous-marin.
- Activation du réseau
- Consolidation des hypothèses de quantitatif de prises à adresser

- **Orange Concessions**

- Diminution du nombre de prises totales (PER + densification) d'environ 32 000 prises.
- Optimisation du coût par prise PER de 13 € et de 173 € par prise en densification construite.

2.1.2.3 Synthèse et proposition de notation

	Réunicable	Orange Concessions
Notation sous critère (sur 10 points)	8	6
Commentaires	<p>Le candidat a proposé une offre technique circonstanciée à l'exception des modalités de reprise du réseau en affermage.</p> <p>L'architecture proposée est adaptée, et le candidat prend en considération la densification du réseau.</p> <p>Par ailleurs, le candidat propose une offre d'accès FttH activée pour les opérateurs.</p>	<p>Le candidat a proposé une offre technique globalement en ligne avec les standards du marché.</p> <p>Le candidat propose une offre assez générique par rapport au candidat Réunicable.</p> <p>L'architecture du réseau proposée reste néanmoins plus limitée : pas d'activation du réseau et précision manquante sur le traitement des prises isolées</p>

Envoyé en préfecture le 23/12/2024

Reçu en préfecture le 23/12/2024

Publié le



ID : 976-229850003-20241219-DL1912240305-DE

2.1.3 **Cohérence de l'organisation et des moyens mobilisés pour respecter le calendrier de déploiement et engagements pris en termes d'insertion sociale (pondération sous-critère : 10 %).**

2.1.3.1 Cohérence de l'organisation et des moyens mobilisés pour le déploiement

	Réunicable	Orange Concessions
Organisation générale	<p>Organisation moyennement satisfaisante et devant faire l'objet de précisions sur la mobilisation des moyens humains dédiés au projet</p> <p>Le candidat prévoit la création d'une société de projet (SPV), de la mise à disposition d'experts de sa maison-mère et de la sous-traitance.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La société locale (SPV) sera composée de 5 personnes 100% dédiées au projet. Elle sera en charge du pilotage général du projet et des phases de contrôle. - Le candidat fera appel à des experts au sein de sa maison-mère REUNICABLE en support (achats et logistiques, commercial et marketing, bureau d'études, supervision, administration des ventes, hygiène et sécurité, chefferie de projet). Le nombre d'expert mobilisés et d'ETP correspondant n'est cependant pas précisé. - 5 sous-traitants sont déclarés à ce stade : AXIANS, ATS, ECLIPSE-NEWCOM, SAT et SOGEA. Ils seront en charge des études et du déploiement du réseau. <p>Le mémoire présente en détails l'équipe projet de la société locale, composée de 5 ETP : un directeur de société, un responsable des opérations, un chargé de travaux, un chargé d'exploitation et un assistant administratif.</p> <p>Le candidat propose une présentation détaillée des 5 sous-traitants locaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ATS : entreprise proposant des prestations d'études et de conseil dans le domaine des réseaux de transmissions et des systèmes de télécommunication, étant déjà implantée à Mayotte. - AXIANS Services Infras Océan Indien : entreprise du groupe VINCI sur la Réunion et Mayotte, spécialisée dans les différentes étapes de la vie des réseaux de télécommunication, de la conception au maintien en conditions opérationnelles ; 	<p>Organisation assez peu satisfaisante et devant faire l'objet de précisions sur les partenaires identifiés et la mobilisation des moyens humains dédiés au projet</p> <p>Le candidat prévoit la création d'une société de projet (SPV), l'appui sur les compétences du groupe Orange Concessions, maison-mère, et de la sous-traitance.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La SPV s'appuie sur une équipe dédiée d'un nombre de salariés équivalents temps pleins selon la phase du projet. - Pendant la phase de déploiement les activités techniques sont pilotées par Orange SA en tant qu'Opérateur Industriel avec une équipe composé de 7 ETP à 13 ETP, en fonction des scénarios de déploiement envisagés. - Le candidat fera appel à sa maison-mère, Orange Concession, via de nombreuses directions (direction du support aux opérations, direction réseau et SI, direction marketing, business développement et communication, direction commerciale, direction financière et direction juridique). Le nombre d'experts mobilisés et d'ETP correspondant n'est cependant pas précisé. - Plusieurs sous-traitants sont identifiés à ce stade : une sous-traitance à Orange SA, via trois types de prestations : conception/réalisation et exploitation technique via Orange DORM ; PCN, pole juridique, finance et comptable via Service centraux Orange ; et exploitation commerciale via OWF. Orange SA aura elle-même recours à de la sous-traitance vers 2 types de prestataires : Orange Marine pour la conception et la réalisation des câbles sous-marins, et des partenaires travaux non définis à ce stade. Le nombre d'ETP mobilisés n'est cependant pas précisé. <p>Le mémoire présente en détails l'équipe projet de la société locale : un directeur général au sein de la SPV, pendant la phase de déploiement un directeur de déploiement à 100% avec une équipe de 7 à 13 ETP dédiés au pic de l'activité sur les 6 ans du déploiement FTTH (chefs de projets, superviseurs de travaux, chargés d'affaires, responsables RBAL, administratifs, VQSE, reporting...) et 1 ETP pour la reprise en affermage sur la première année.</p> <p>Le candidat évoque un appui sur des partenaires référents pour la réalisation des études terrains et des travaux, (partenaires référents dans le domaine du FTTH et PME locales), qui ne sont pas identifiées à ce stade et dont le rôle n'est pas clairement</p>

	<div><div><div><div>- ECLIPSE-NEWCOM : entreprise spécialisée en fibre optique, dont le siège est à la Réunion et ayant déjà travaillé sur le territoire mahorais ;</div><div>- SOGEA : génie civiliste local spécialisé dans le développement des infrastructures électrique de l'île de Mayotte.</div><div>- SAT : société d'aménagement et de travaux, dont le siège est à Koungou ayant déjà travaillé sur le territoire mahorais (Mamoudzou, Koungou, Tsimkoura, etc)</div></div><div>3 sous-traitants (ATS, AXIANS et ECLIPSE-NEWCOM) réaliseront les missions de conception et de construction du Réseau puis d'exploitation (maintenance et Vie du Réseau), en se partageant le territoire en 3 sections. SOGEA complètera le dispositif pour les travaux de Génie Civil. Des discussions encore en cours entre le candidat et ses sous-traitants pour finaliser le contour des prestations qui seront sous-traitées.</div><div>Le mémoire propose une présentation claire du rôle de chaque acteur pour l'ensemble des tâches du projet, avec matrice RACI.</div><div>Le schéma contractuel entre la SPV et la maison-mère n'est pas présenté.</div><div>Le candidat ne propose pas d'organigramme détaillé des moyens humains dédiés à la mission. Seul un organigramme de la maison-mère REUNICABLE est présenté.</div><div>Le candidat ne présente pas le nombre d'équivalent temps plein année par année.</div><div>La répartition des ETP entre ceux internalisés au sein du candidat et ceux qui seront sous-traités n'est également pas présentée.</div></div></div>	<div><div>défini.</div><div>Le mémoire propose une présentation claire du rôle de chaque acteur au sein du groupe Orange. Le rôle des autres acteurs n'est cependant pas clairement présenté.</div><div>Le schéma contractuel entre la SPV et la maison-mère est présenté : il s'agit d'un contrat de sous-traitance, contrat industriel.</div><div>Le candidat ne propose pas d'organigramme détaillé des moyens humains dédiés à la mission. Seul un organigramme des différents acteurs mobilisés est présenté.</div><div>Le candidat ne présente pas le nombre d'équivalent temps plein année par année, en dehors de la SPV locale.</div><div>La répartition des ETP entre ceux internalisés au sein du candidat et ceux qui seront sous-traités n'est également pas présentée.</div></div>
Calendrier de déploiement	<div><div>Approche très satisfaisante</div><div>Dans la note de synthèse le planning du déploiement des prises est annoncé en 54 mois, soit 4 ans et demi.</div><div>Le candidat prévoit la pose de deux câbles sous-marins lors des déploiements de la tranche optionnelle 1.</div></div>	<div><div>Approche satisfaisante</div><div>Dans la note de synthèse le planning des prises raccordables est annoncé en 7 ans, avec des prises raccordables dès la deuxième année.</div><div>Le candidat prévoit la pose de deux câbles sous-marins lors des déploiements de la tranche optionnelle 1.</div></div>
Nb d'ETP mobilisés	<div><div>Moyens mobilisés assez peu satisfaisant</div><div>5 ETP entièrement affectée à la Société de Projet, sans précision sur la durée de mobilisation de cette équipe projet.</div><div>Le candidat ne présente pas d'estimation du nombre d'ETP mobilisés au global sur le projet au pic d'activité.</div></div>	<div><div>Moyens mobilisés satisfaisants</div><div>13 ETP dédiés au pic de l'activité au sein de la Société de Projet.</div><div>Le candidat présente une estimation des ETP par phase en fonction des scénarios de déploiement envisagé.</div></div>

Action d'insertion sociale	Approche moyennement satisfaisante <p>Le candidat prévoit 56 000 heures d'insertion (formation + insertion par le travail)</p> <ul style="list-style-type: none">- Sur les 5 premières années : 17 835 heures de formation + 32 071 heures d'insertion par le travail- Sur 30 ans : 19 767 heures de formation et 36 709 heures d'insertion par le travail <p>Réunicable constituera également un fonds de soutien destiné à financer les associations dans la découverte et l'usage de l'Internet.</p> <p>Les aspects qualitatifs de mise en œuvre assez peu détaillée.</p> <p>Les partenariats pour la mise en œuvre de ces engagements sont identifiés.</p>	Approche très satisfaisante <p>Le candidat prévoit un nombre d'heures d'insertion sur 30 ans en fonction des scénarios de déploiement envisagé.</p> <p>Scénario 1 TF :</p> <ul style="list-style-type: none">- Sur les 2 premières années : 10 000 heures (1h/prise) d'insertion sociale- Sur les années suivantes : 20 000 heures d'insertion sociale <p>Scénario 2 :</p> <ul style="list-style-type: none">- Sur les 4 premières années : 35 000 heures (1h/prise) d'insertion sociale,- Sur les années suivantes : 70 000 heures d'insertion <p>Scénario 3 :</p> <ul style="list-style-type: none">- Sur les 7 premières années : 96 000 heures (1h/prise) d'insertion sociale- Sur les années suivantes : 192 000 heures d'insertion, <p>Le candidat présente un projet de création d'une filière de formation fibre à Mayotte, en lien avec CMA de Mayotte.</p> <p>Le candidat propose la mise en œuvre de deux types de formation : IRT NIV 3 et TRT NIV4.</p> <p>Les aspects qualitatifs de mise en œuvre sont pertinents et détaillés.</p> <p>Les partenaires pour la mise en œuvre de ces engagements sont identifiés de manière pertinente.</p>

2.1.3.2 Synthèse et proposition de notation

	Réunicable	Orange Concessions
Notation sous critère (sur 10 points)	6,5	7
Commentaires	<p>L'offre du candidat est moyennement satisfaisante.</p> <p>L'organisation et les moyens mis en œuvre pour la bonne tenue des engagements répondent de manière pertinente et crédible aux enjeux, avec des sous-traitants bien identifiés et une répartition des rôles très détaillée.</p> <p>Des précisions supplémentaires étaient attendues sur les ETP mobilisés.</p> <p>Le candidat propose une politique d'insertion et de formation cohérente mais l'engagement est assez faible.</p>	<p>L'offre du candidat est moyennement satisfaisante.</p> <p>L'organisation et les moyens mis en œuvre pour la bonne tenue des engagements répondent de manière pertinente et crédible aux enjeux, avec des partenaires bien identifiés au sein du groupe Orange mais non précisés pour les entreprises externes. La répartition des rôles manque de précisions.</p> <p>Des précisions supplémentaires étaient attendues sur les ETP mobilisés.</p> <p>Le candidat se démarque particulièrement sur sa politique d'insertion et de formation.</p>

2.1.4 Synthèse de la notation proposée au titre du critère n°1 – valeur technique de l'offre

	Réunicable	Orange Concessions
Valeur technique de l'offre (sur 35 points)	26,5	25
Engagements pris et adéquation des moyens techniques et humains mobilisés au titre de l'exploitation technique et commerciale du Réseau (pondération sous-critère : 15 points).	12	12
Qualité des solutions techniques proposée pour l'ensemble des Missions, dimensionnement technique du Réseau proposé et son potentiel d'adaptabilité et de pérennité dans le temps (pondération sous-critère : 10 points).	8	6
Cohérence de l'organisation et des moyens mobilisés pour respecter le calendrier de déploiement et engagements pris en termes d'insertion sociale (pondération sous-critère : 10 points).	6	7

2.2 Critère n°2 : Equilibre économique (pondération : 30 %)

Les aspects économiques des offres (pondération : 30%) appréciés au regard des éléments suivants :

- la pertinence, la compétitivité et la cohérence du plan d'affaires prévisionnel (pondération sous-critère : 15%).
- la valeur des flux financiers Délégant-Délégataire de la tranche ferme et des tranches optionnelles (actualisés au taux de 3%), à savoir (pondération sous-critère : 15%) :
 - o les redevances versées au Délégant ;
 - o les participations publiques sollicitées pour le financement des ouvrages établis par le Délégataire, sous sa maîtrise d'ouvrage, et constitutifs de biens de retour ;
 - o le reversement, à l'issue de la Convention, des produits constatés d'avance (IRU, raccordements, etc.) ;
 - o l'indemnisation éventuelle des biens de retour en fin de Convention

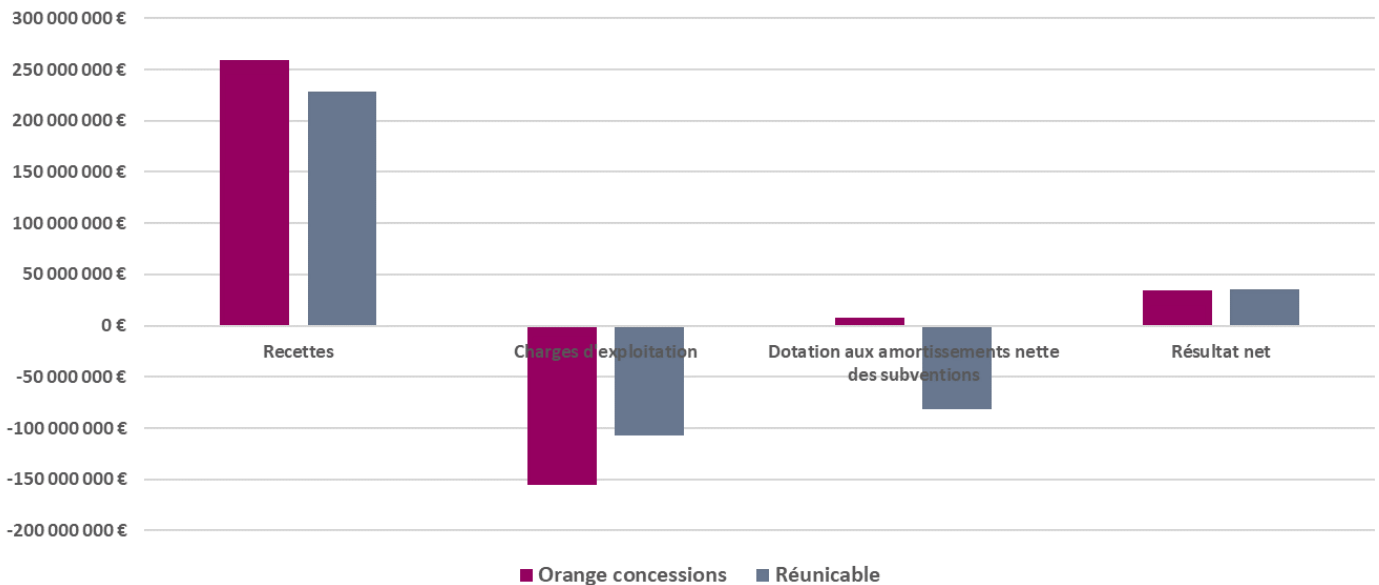
2.2.1 La pertinence, la compétitivité et la cohérence du plan d'affaires prévisionnel (pondération sous-critère : 15 %).

Afin de mesurer la pertinence, la compétitivité et la cohérence du plan d'affaires prévisionnel sur l'assiette la plus large possible, nous avons retenu les offres présentées par les deux candidats sur le périmètre à 100%.

Le CEP simplifié des deux candidats sur 30 ans est ainsi présenté ci-dessous :

€ constants HT		OC TF + TO1 + TO2	Réun TF + TO1 + TO2	Différence
Recettes		259 277 200	228 777 528	- 30 499 672
Charges d'exploitation	-	155 302 965	106 707 275	48 595 690
EBE		103 974 235	122 070 253	18 096 018
Dotation aux amortissements nette des subventions	-	7 740 185	81 312 194	- 89 052 379
Résultat exceptionnel	-	64 485 234	-	64 485 234
Résultat financier		-	-	-
Résultat brut avant IS		47 229 186	40 758 059	- 6 471 127
IS	-	12 303 045	5 638 763	6 664 282
Résultat net		34 926 141	35 119 296	193 155
Marge nette		13,5%	15,4%	

Equilibre économique



Les deux CEP semblent être présentés en euros constants, ainsi que cela avait été demandé aux candidats en cours de procédure. Cependant, les deux CEP contiennent encore la mention inverse, notamment à leur onglet de sortie compte de résultat.

Le CEP remis par le candidat Réunicable est complet et intègre bien les onglets de modélisation du BP au document remis dans le cadre de l'offre, en assurant l'intégrité des liens et des formules entre onglets, ce qui n'est pas le cas du CEP remis par le candidat Orange Concessions, qui ne fait apparaître que des données en dur, rendant ainsi le document impossible à auditer. **Aussi, nous pouvons confirmer que le CEP de Réunicable n'intègre aucune hypothèse d'inflation, ce que nous ne pouvons pas affirmer concernant le CEP d'Orange Concessions. Ce dernier candidat indique néanmoins que « ni les recettes, ni les dépenses ne sont indexées ».**

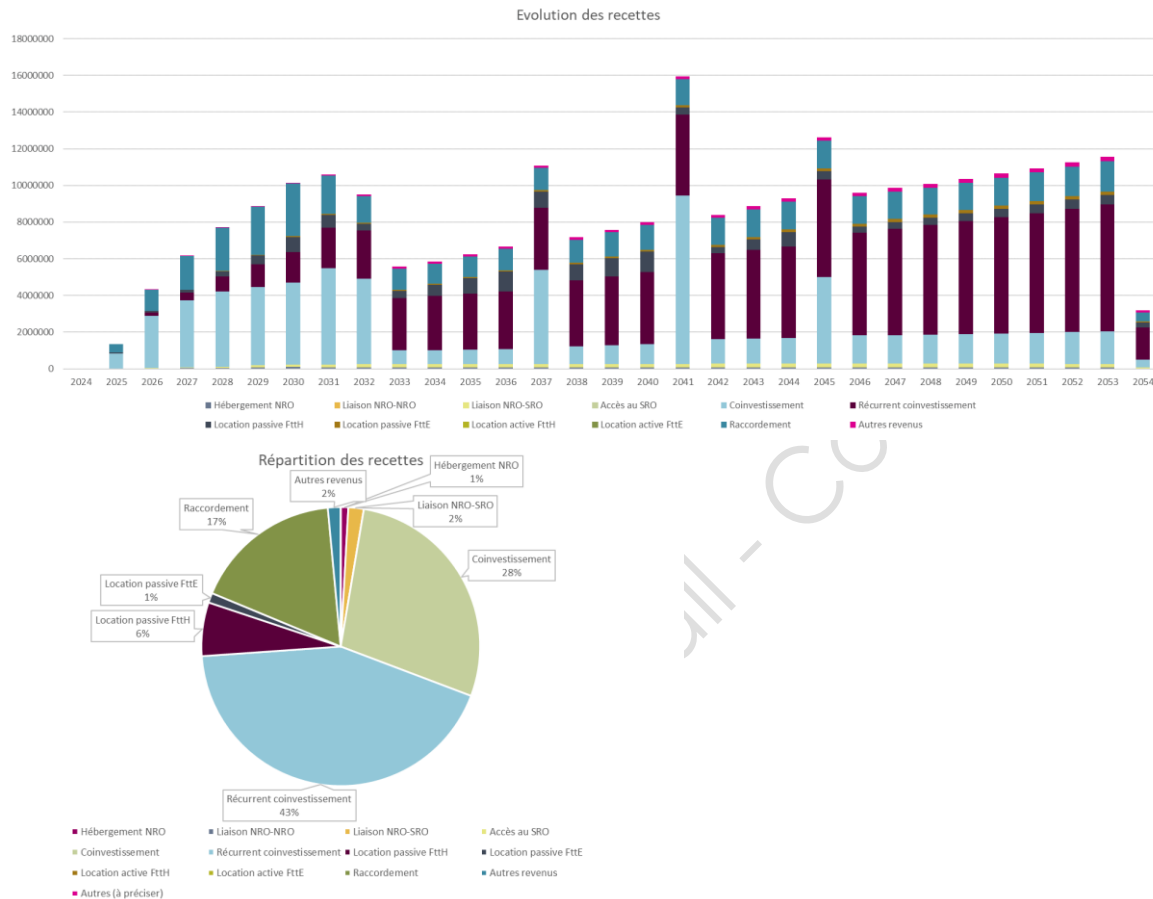
Le résultat net dégagé par Réunicable sur la durée du contrat s'élève à 35,1 M€ contre 34,9 M€ pour Orange concessions, soit 0,2 M€ de plus pour Réunicable. Cela s'explique notamment par un Excédent Brut d'Exploitation plus élevé pour ce candidat. En effet, les recettes de Réunicable sont inférieures de 30,5 M€ à celles d'Orange concessions, soit 259,3 M€ contre 228,8 M€, en grande partie du fait de l'écart dans le nombre de prises déployées, mais dans le même temps, les charges d'exploitation de Réunicable sont inférieures de 48,6 M€ à celles d'Orange concessions, soit 155,3 M€ contre 106,7 M€. Un écart de 18,1 M€ en faveur de Réunicable est ainsi observé au niveau de l'EBE (104 M€ pour Orange concessions contre 122,1 M€ pour Réunicable). Il est néanmoins résorbé par les dotations aux amortissements nettes des subventions. Elles sont en effet positives à hauteur de 7,7 M€ pour Orange concessions et négatives à hauteur de 81,3 M€ pour Réunicable. Cela s'explique par le fait, pour Orange concessions, que les reprises de subventions excèdent les montants d'amortissement pratiqués sur les immobilisations. Avec des charges exceptionnelles constatées à hauteur de 64,5 M€ du côté d'Orange concessions, le résultat brut avant IS est de 47,2 M€ pour Orange concessions contre 40,8 M€ pour Réunicable. Le taux de marge nette s'établit ainsi à 13,5 % pour Orange concessions contre 15,4 % pour Réunicable. Réunicable comptabilise de l'impôt sur les sociétés, contrairement à son offre initiale, mais n'en modélise qu'à partir de la 11^{ème} année, sous l'effet du report de déficit. **Il semble pourtant que le résultat brut avant IS aurait dû être soumis, dès la 4^{ème} année, à de l'impôt sur les sociétés. Le montant modélisé est ainsi très probablement inférieur à ce que la société de projet devrait**

payer d'impôt sur les sociétés en cas d'attribution du contrat.

Orange Concessions :

Recettes :

Les deux graphiques ci-dessous présentent la répartition et l'évolution des recettes :



Les recettes s'élèvent à 259,3 M€ sur la durée du contrat. Elles sont irrégulières jusqu'en année 10. Elles progressent fortement jusqu'en année 8 avant de diminuer jusqu'en année 10 et d'évoluer de manière plus linéaire ensuite. Les effets de pics constatés par la suite s'expliquent essentiellement par les recettes de co-investissement, perçues par tranches de commercialisation. Les trois pics de recettes sont observés en années 14, 18 et 22, respectivement à 11,1 M€, 15,9M€ et 12,6 M€. Ils sont dus à une hausse sensible des recettes de co-investissement, perçus au moment du renouvellement des contrats. Le renouvellement massif des contrats d'IRU en années 14, 18 et 22 interroge, car il induit des durées différentes de contrats, ce qui semble contraire à la pratique.

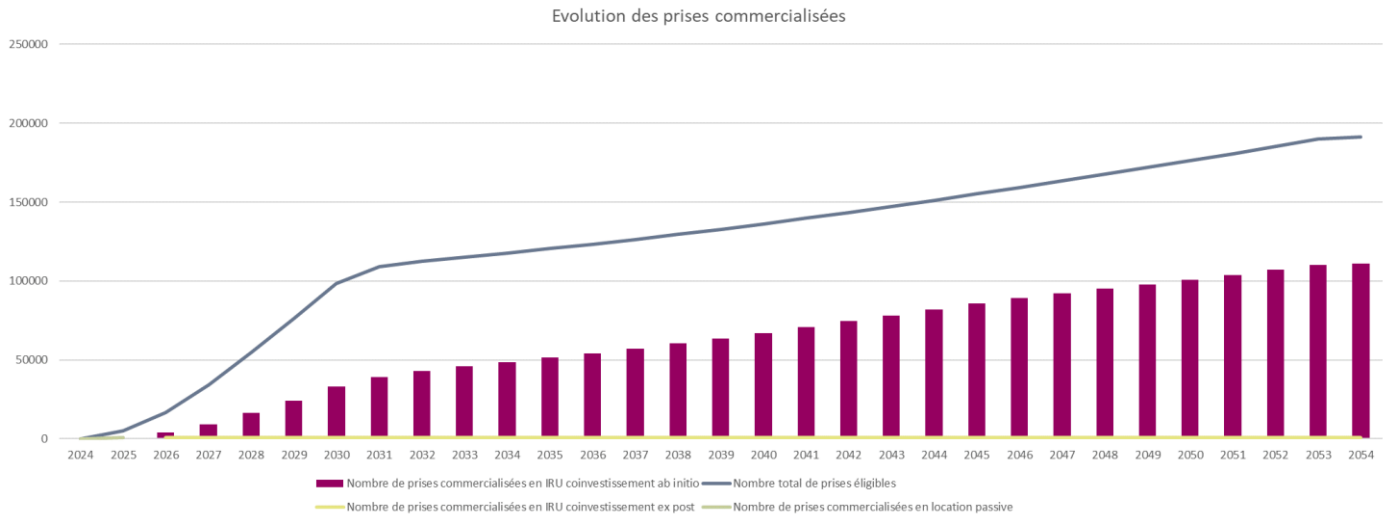
Les recettes se décomposent comme suit :

- Récurrent co-investissement : 111,9 M€ (43 %)
- Co-investissement : 72,8 M€ (28 %)
- Raccordement : 44,7 M€ (17 %)
- Location passive FttH : 16,1 M€ (6 %)
- Liaison NRO-SRO : 4,6 M€ (2 %)
- Autres revenus : 3,9 M€ (2 %)
- Location passive FttE : 2,9 M€ (1 %)

- Hébergement NRO : 2,3 M€ (1 %)

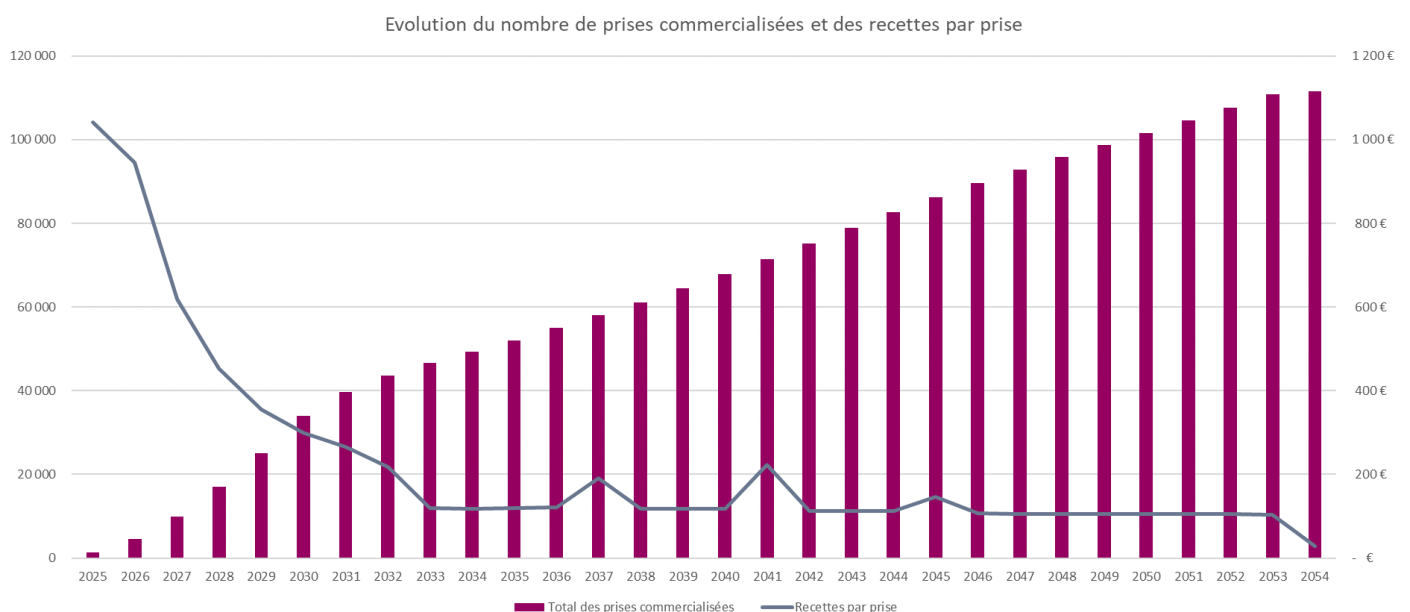
Le candidat n'indique pas ce qu'il entend par « Autres revenus ». **Cela amoindrit la cohérence de l'offre.**

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du nombre de prises commercialisées et du nombre de prises éligibles :



Le nombre de prises éligibles atteint le nombre de 191 416 en année 30. Le nombre de prises commercialisées est alors de 111 634, soit un taux de pénétration de 58 %. Le taux de pénétration ne progresse que de 8 points entre l'année 17 et l'année 30. **Ce taux de pénétration est plus faible qu'en métropole mais a fait l'objet de justifications par le candidat en cours de procédure.** Les prises commercialisées en IRU coinvestissement ab initio représentent 99 % des prises commercialisées en année 30 contre 1 % pour les prises commercialisées en IRU coinvestissement ex post.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du nombre de prises commercialisées et des recettes par prise :



La recette moyenne par prise s'élève à 226 €.

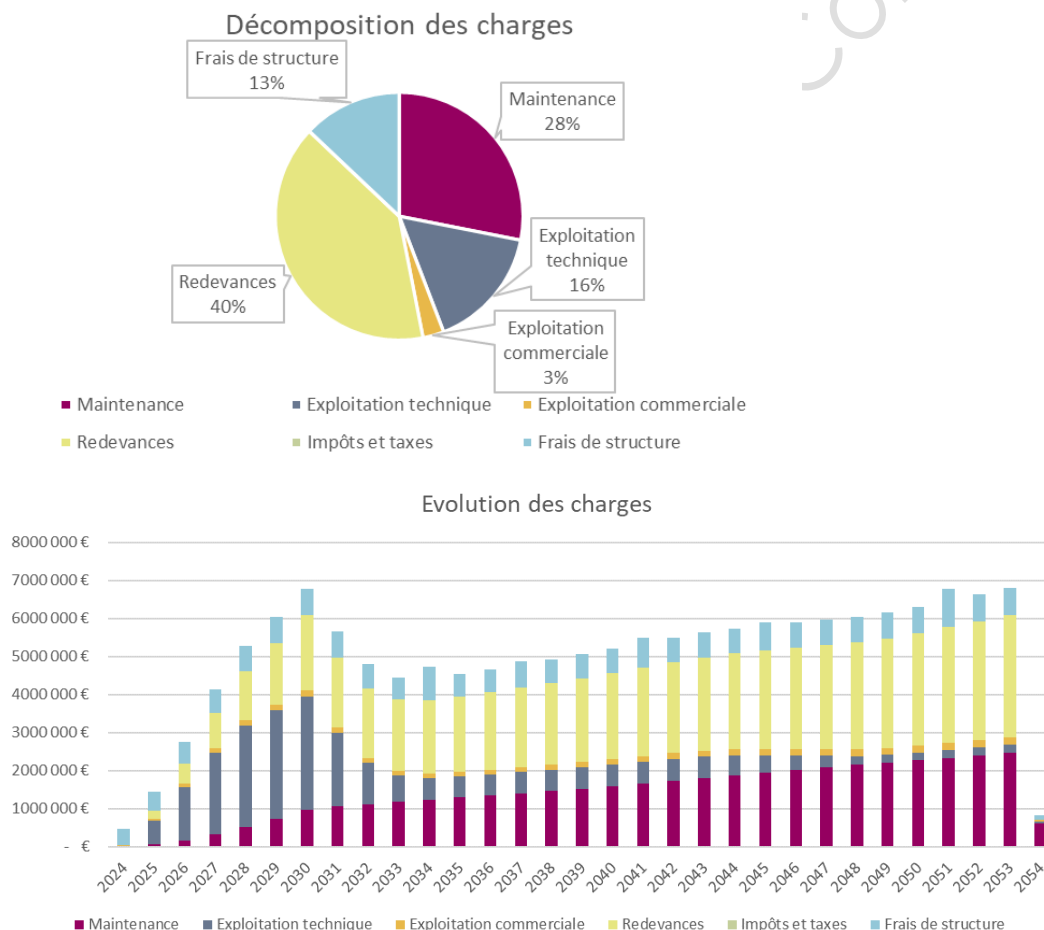
Délégation de service public relative à la concession de travaux et de services pour le financement, la construction, la maintenance et l'exploitation de boucles locales optiques de dessertes à l'usager final sur le territoire de Mayotte.
p. 28/101

Le candidat détaille les hypothèses retenues dans son mémoire financier :

- Hypothèse de 3% de croissance annuelle pour dimensionner la densification → **hypothèse cohérente discutée en réunions de négociation** ;
- Toutes les prises identifiées en premier établissement réseau sont rendues raccordables et la moitié des prises en densification seront rendues raccordables à la demande → **hypothèse cohérente discutée en réunions de négociation** ;
- Le candidat prévoit peu de lignes longues → **hypothèse cohérente concernant les logements légaux** ;
- Le projet intègre la pose de deux câbles sous-marins entre Petite-Terre et Grande-Terre afin d'assurer une liaison sécurisée → **cette hypothèse a été corrigée depuis l'offre initiale et apparaît conforme à la demande du Département.**

Charges d'exploitation :

Les deux graphiques ci-dessous présentent la répartition et l'évolution des charges :



Les charges s'élèvent à 155,3 M€ sur la durée du contrat. Elles progressent de l'année 1 à l'année 7 où elles atteignent un maximum de 6,8 M€. Cette progression est principalement due à la hausse des charges d'exploitation technique et des redevances. Les charges diminuent ensuite jusqu'en année 10 où elles atteignent un minimum de 4,4 M€. Elles progressent ensuite de manière régulière jusqu'à la fin du contrat.

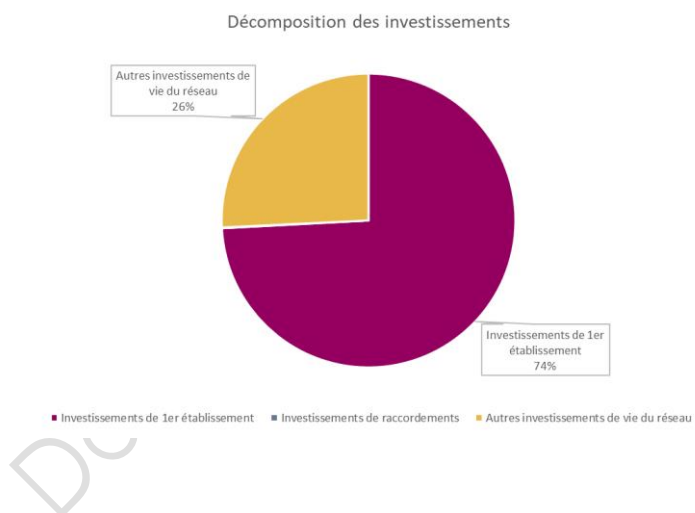
Les charges se décomposent comme suit :

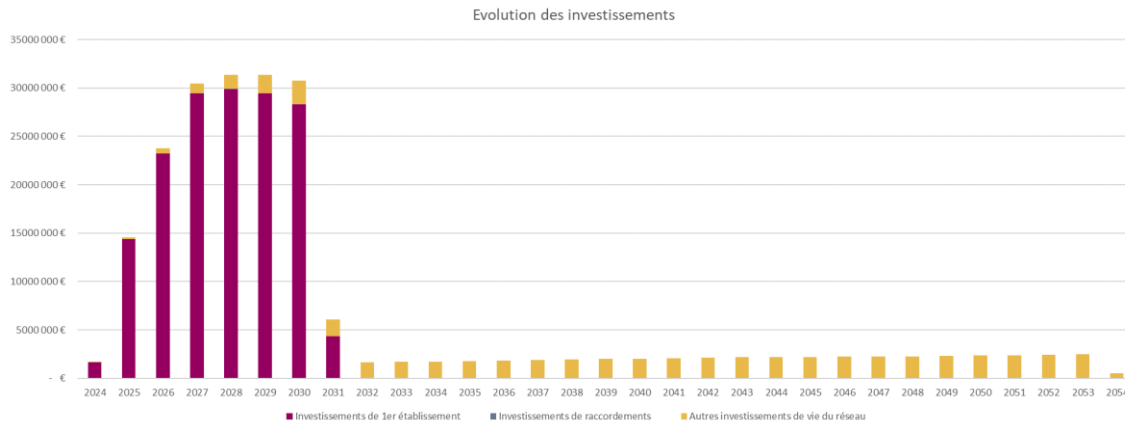
- Redevances : 62,3 M€ (40 %), dont :
 - o 56,7 M€ de Redevance Fourreaux/appuis Orange – Segments NRO-SRO et SRO-PBO (36,5 %).
 - o 5,6 M€ de Redevances ENEDIS, LGCDPR, RODP et GC tiers (3,6 %).
 - o **Le candidat ne prévoit pas de redevance d'affermage. La qualité de son plan d'affaires en est amoindrie.**
- Maintenance : 43,7 M€ (28 %), dont :
 - o 40,3 M€ de Maintenance des prises FttH (26 %)
- Exploitation technique : 24,9 M€ (16 %), dont :
 - o 23,2 M€ de raccordement mode STOC + maintenance câble sous-marin (15 %)
- Frais de structure : 20,1 M€ (13 %), dont :
 - o 8,9 M€ de frais de personnel (5,7 %)
 - o 8,8 M€ de frais généraux (5,6 %)
- Exploitation commerciale : 4,3 M€ (3 %).

→ **Le candidat ne détaille pas du tout dans son mémoire financier les hypothèses retenues quant aux charges d'exploitation. La qualité de son plan d'affaires en est amoindrie et la capacité du Département à critiquer les hypothèses du candidat largement obérée.**

Investissements/ Subventions/ Amortissements :

Les **investissements** sont présentés ci-dessous :

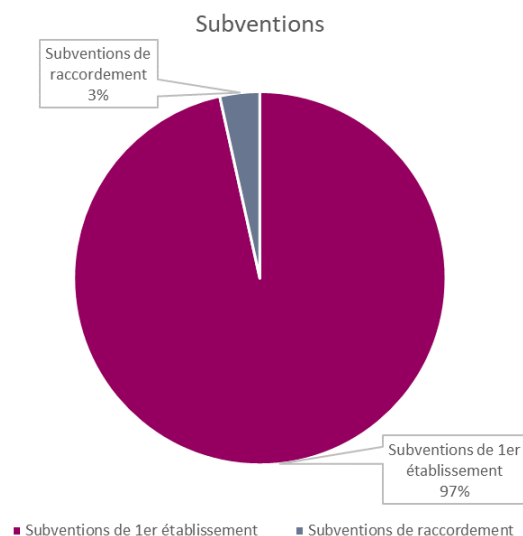




Les investissements s'élèvent à 216,7 M€. Ils se décomposent ainsi :

- Investissements de 1^{er} établissement : 160,7 M€ (74 % du total), dont :
 - o Déploiement : 141,5 M€ (65 %), dont :
 - Autres IBLO : 96,9 M€ (45 %)
 - Réseaux de transport : 30 M€ (14 %)
 - Locaux SRO RALD : 7,8 M€ (4 %)
 - Réseau de collecte : 5,3 M€ (2 %)
 - Locaux NRO : 1,4 M€ (1 %)
 - o Conception-Pilotage : 19,2 M€ (9 % du total).

Les subventions s'élèvent à 160 M€, soit 154,4 M€ de subventions de 1^{er} établissement (97 % du total) et 5,6 M€ de subventions de raccordement (3 % du total). Les subventions sont inférieures de 56,7 M€ au montant des investissements :

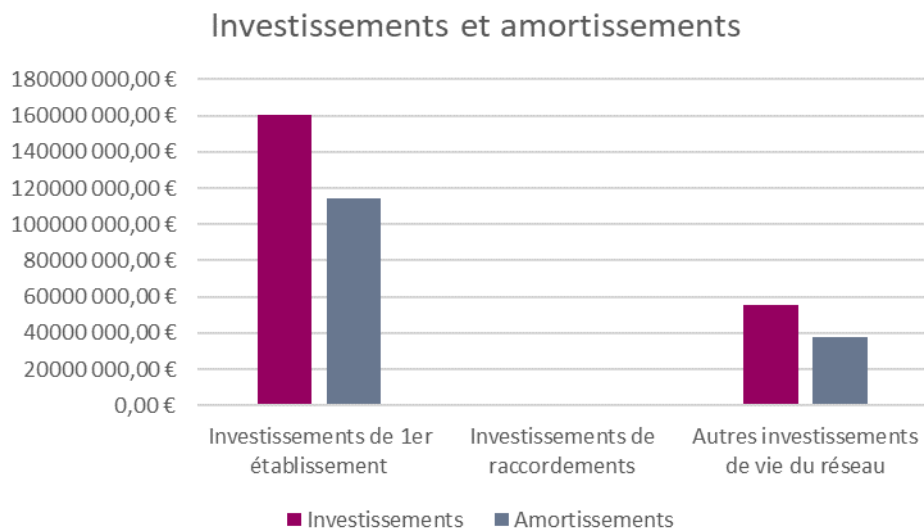


Dans le détail, les subventions de 1^{er} établissement (154,4 M€) couvrent ainsi 96% des investissements de 1^{er} établissement s'élevant à 160,7 M€. En revanche les subventions de raccordement (5,6 M€) sont nettement supérieures à la somme des investissements de raccordement (181 k€), qui sont néanmoins complétées des Autres investissements de vie du réseau (55,8 M€). Concernant la subvention de raccordement, le candidat précise dans son mémoire financier que : « L'offre du 31 janvier intègre l'évolution du prix facturé aux opérateurs commerciaux porté à 345 euros. L'absence de subvention rendrait nécessaire l'augmentation de ce prix. Les opérateurs se verraient contraints de répercuter cette hausse sur le client final, le dissuadant de souscrire la fibre ou de réduire leur marge. Il en résulterait une moindre implication commerciale des opérateurs voire un renoncement à être présents dans le département. Le montant global de la subvention de raccordement sur la durée de la

Concession est estimé à 0,4M€ pour la seule tranche ferme ; 1,8 M€ pour TF+TO1 et 5,6 M€ pour l'ensemble du département, avec une subvention unitaire de 116 euros. » Il y aurait par conséquent 47 861 raccordements sur la durée du contrat, **ce qui semble contre-intuitif avec le nombre de prises commercialisées prévues au business plan.**

Les montants de reprise de subvention figurant dans les amortissements coïncident avec les montants de subventions présentés.

Les amortissements s'élèvent à 152,2 M€, soit 64,5 M€ de moins que le montant des investissements :



Dans le détail :

- Le montant des amortissements est de 114,4 M€ pour les investissements de 1^{er} établissement soit 46,3 M€ de moins que le montant des investissements ;
- Le montant des amortissements est de 37,6 M€ pour les Autres investissements de vie du réseau soit 18,2 M€ de moins que le montant des investissements.

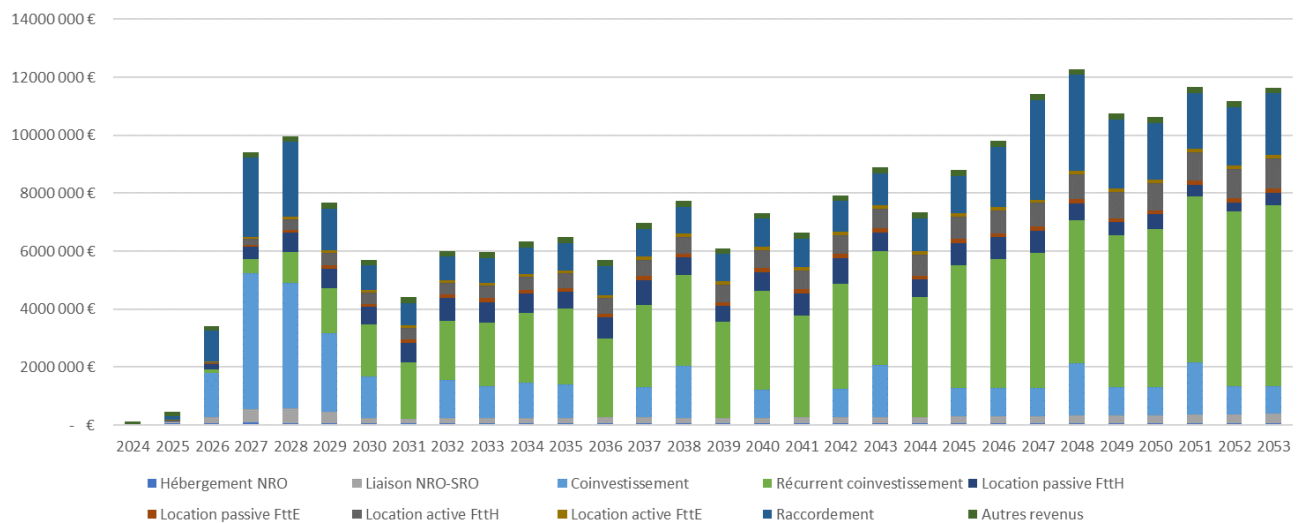
Les investissements ne sont donc pas totalement amortis. Il devrait donc a priori exister une VNC en fin de contrat. Au point 1.1.4 de sa Note comptable et fiscale, le candidat affirme pourtant que « les actifs remis gratuitement en fin de délégation de service public au délégant sont amortis selon le mode linéaire sur la durée d'utilisation de l'actif par le délégataire, soit la durée la plus courte entre la durée d'utilisation de l'actif et la durée résiduelle de la convention de délégation de service public », ce qui induirait une VNC nulle en fin de contrat. **Ce point demeure incohérent même après les séances de négociation menées avec le candidat.**

Réunicable :

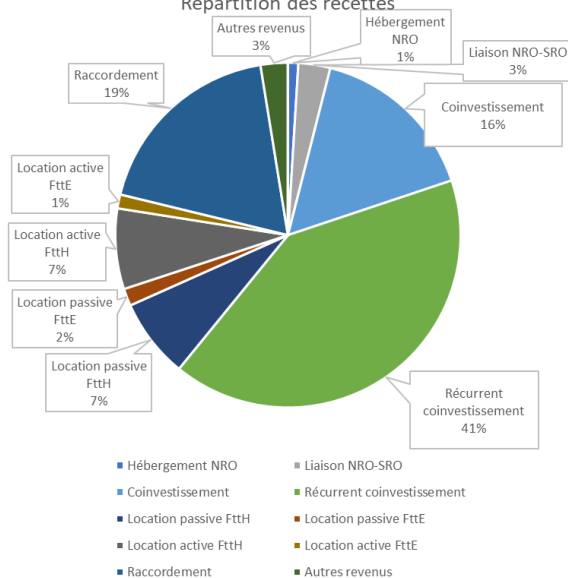
Recettes :

Les deux graphiques ci-dessous présentent la répartition et l'évolution des recettes :

Evolution des recettes



Répartition des recettes



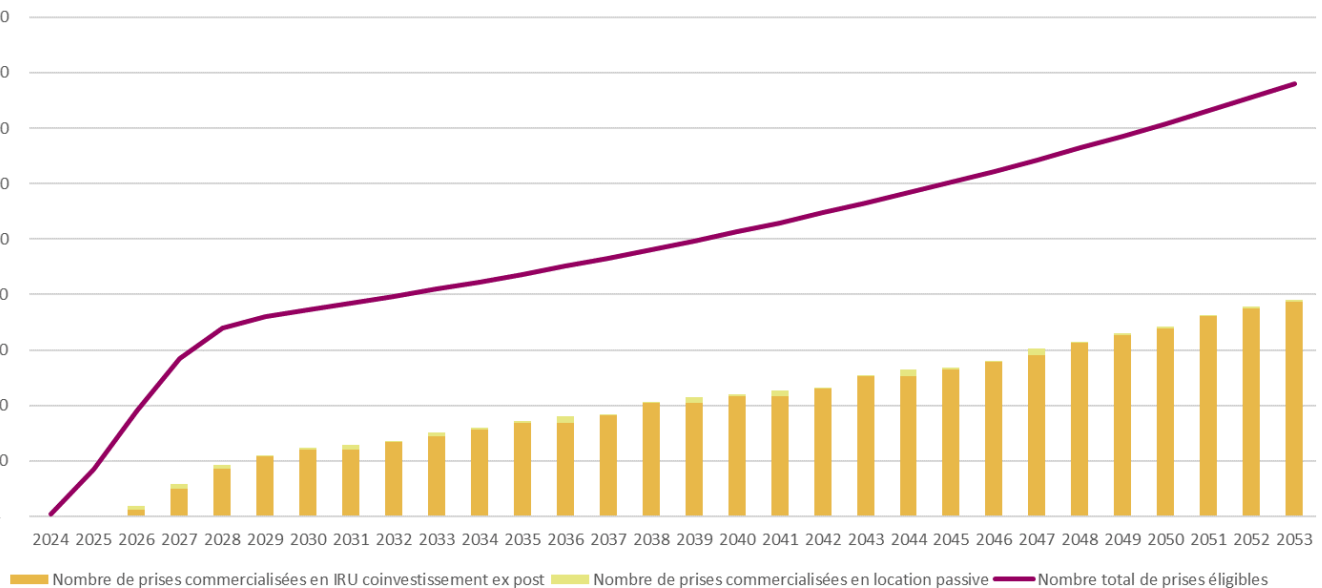
Les recettes s'élèvent à 229 M€ sur la durée du contrat. Elles progressent de manière irrégulière et atteignent un maximum en année 25 à 12,3 M€.

Les recettes se décomposent comme suit :

- Récurrent co-investissement : 93,8 M€ (41 %)
- Raccordement : 42,7 M€ (19 %)
- Co-investissement : 36,4 M€ (16 %)
- Location active FttH : 17,3 M€ (7%)
- Location passive FttH : 17 M€ (7 %)
- Liaison NRO-SRO : 6,8 M€ (3 %)
- Autres revenus : 5,8 M€ (3 %) → Selon le mémoire financier, il s'agit a priori de recettes « Liens réseau remis en affermage (FttN & FON) ». Les montants concordent
- Location passive FttE : 3,7 M€ (2 %)
- Location active FttE : 3 M€ (1%)
- Hébergement NRO : 2,2 M€ (1 %)

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du nombre de prises commercialisées et du nombre de prises éligibles :

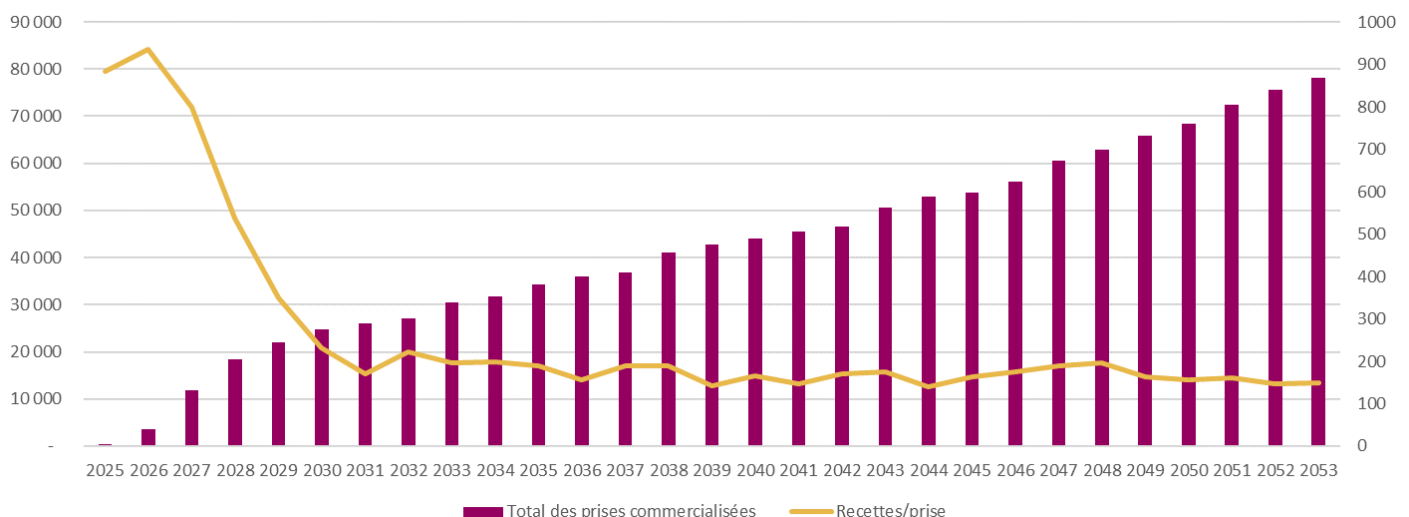
Evolution des prises commercialisées



Le nombre de prises éligibles atteint le nombre de 156 074 en année 30. Le nombre de prises commercialisées est alors de 78 168, soit un taux de pénétration de 50 %. Le taux de pénétration croît rapidement pour atteindre 40% en année 14, puis il progresse plus lentement entre 40 % et 50 % entre les années 14 et 30. Les prises commercialisées en IRU coinvestissement ex post représentent 99 % des prises commercialisées en année 30 contre 1 % pour les prises commercialisées en location passive.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du nombre de prises commercialisées et des recettes par prise :

Evolution du nombre de prises commercialisées et des recettes par prise



La recette moyenne par prise s'élève à 265 €.

Le candidat détaille les hypothèses retenues dans son mémoire financier :

- L'offre du candidat repose sur une arrivée rapide sur le réseau d'opérateurs commerciaux : Orange, Canal+ Telecom, SFR, Zeop notamment ;
- Concernant le segment grand public, le candidat a retenu des hypothèses de commercialisation différenciées par opérateur commercial, que nous reproduisons ci-dessous – tableau figurant au sein du mémoire financier de l'offre :

Opérateur Commercial	Collecte / Hébergement	Transport	Desserte	Raccordement
Orange	Pas d'offre souscrite sur la collecte Pas d'hébergement	20% des lignes nécessitent une location à la fibre 80% des lignes ne nécessitent pas d'offre souscrite	100% des lignes en IRU ex-post, donc en location avant un passage en IRU une fois une tranche de 5% atteinte	100% des raccordements s'appuie sur une tarification via un tarif fixe
SFR	Pas d'offre souscrite sur la collecte Souscription à une offre d'hébergement sur tous les NRO	60% des lignes nécessitent une location à la fibre 40% des lignes ne nécessitent pas d'offre souscrite	100% des lignes en IRU ex-post, donc en location avant un passage en IRU une fois une tranche de 5% atteinte	100% des raccordements s'appuie sur une tarification via un tarif fixe
ZEOP	Pas d'offre souscrite sur la collecte Souscription à une offre d'hébergement sur tous les NRO	100% des lignes nécessitent une location à la fibre	85% des lignes en IRU ex-post, donc en location avant un passage en IRU une fois une tranche de 5% atteinte 15% des lignes en offres activées	100% des raccordements s'appuie sur une tarification via un tarif fixe
Autres opérateurs	n.a.	n.a.	100% des lignes en offre activées	100% des raccordements s'appuie sur une tarification via un tarif fixe

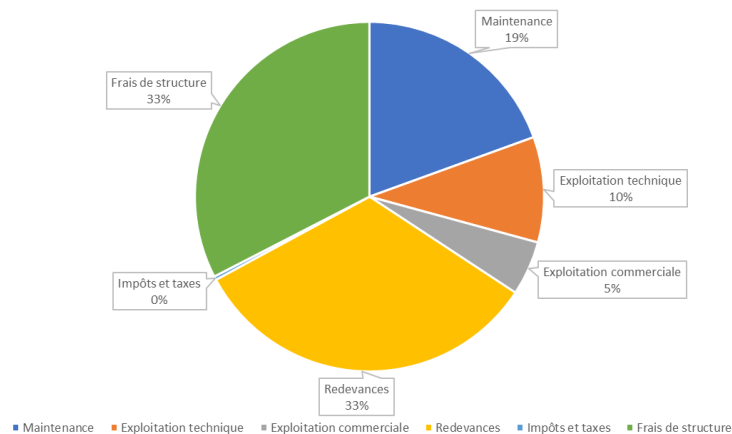
- Sur le segment entreprises, le candidat a considéré dans son offre un parc clients de 750 sociétés, très majoritairement des petites entreprises mais avec une part des entreprises censées présenter un CA supérieur à 1M€ annuel qui semble élevé pour Mayotte. Le candidat présente un mix produit qui varie selon la taille des sociétés :

Mix offre selon taille entreprise	FttH	FttH pro	FttE	FttE activé
CA < 1 m€	90%	10%	0%	0%
CA >= 1m€ et < 5 m€	10%	80%	10%	0%
CA > 5 m€	0%	30%	40%	40%

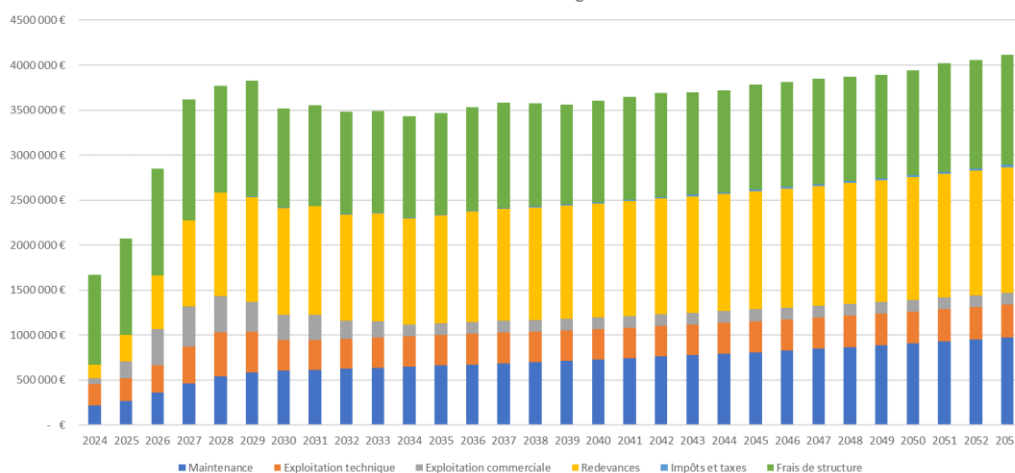
Charges :

Les deux graphiques ci-dessous présentent la répartition et l'évolution des charges :

Décomposition des charges



Evolution des charges



Les charges s'élèvent à 107 M€ sur la durée du contrat. Elles progressent de l'année 1 à l'année 6 où elles atteignent un maximum de 3,8 M€. Cette progression est principalement due à la hausse des charges de maintenance et des redevances. Les charges diminuent ensuite jusqu'en année 11 où elles atteignent un minimum de 3,4 M€. Elles progressent ensuite de manière régulière jusqu'à la fin du contrat.

Les charges se décomposent comme suit :

- **Redevances : 35,1 M€ (32,9 %),** dont :
 - o 26,4 M€ de Redevance Fourreaux/appuis Orange - Segment SRO-PBO (24,8 %)
 - o 2,7 M€ de Redevance Fourreaux/appuis Orange - Segment NRO-SRO (2,5 %)
 - o 2,2 M€ de redevance d'affermage (2,1%)
 - o 2 M€ de redevance GC BLO sur la collecte (1,8 %)
 - o 1 M€ de fonds de soutien à l'inclusion numérique (0,9%)
 - o 759 k€ de redevance d'occupation du domaine public (0,7%)
- **Frais de structure : 34,7 M€ (32,6 %),** dont :
 - o 13,3 M€ d'assurance (12,5 %)
 - o 11,7 M€ de frais de personnel (11 %)

Les hypothèses de base retenues pour les frais de personnel sont les suivantes :

Coût des équipes de la SPV		s/total	1
ETP Direction Générale / Commerciale	€	5 100 000	170 000
ETP Responsable Opérations (Déploiement/Exploitation)	€	2 700 000	90 000
ETP Conduite exploitation	€	1 500 000	50 000
ETP Conduite travaux	€	1 500 000	50 000
ETP Assistant.e de Direction	€	900 000	30 000
Total		11 700 000	390 000

- 7,6 M€ de frais généraux (7,1 %)
- 1,9 M€ de redevance de contrôle (1,8 %)
- 264 k€ de garanties (0,2%)
- **Maintenance : 20,8 M€ (19,5 %)**, dont :
 - 14 M€ de maintenance des prises FttH (13,2 %)
 - 6 M€ de maintenance du SI (5,6 %)
 - 348 k€ de maintenance des équipements actifs (0,3%)
- **Exploitation technique : 10,4 M€ (9,8 %)**, dont :
 - 8,8 M€ de Supervision, administration, production (8,2 %)
 - 1,6 M€ de charges d'énergie (1,5 %)
- **Exploitation commerciale : 5,4 M€ (5 %)**, dont :
 - 3 M€ de Commercialisation, promotion et communication (2,8 %)
 - 2,4 M€ de Facturation et recouvrement / Achat et logistique (2,2 %)
- **Impôts et taxes : 360 k€ (0,3%)**

Le candidat détaille les hypothèses retenues dans son mémoire financier.

Concernant les charges d'exploitation et de maintenance du réseau FttH :

« Les fonctions de centre de contact client et de supervision du Réseau seront assurés par REUNICABLE. Un forfait de 125 k€ par an (hors indexation) est provisionné dans les charges. La maintenance préventive et corrective du Réseau sera directement assurée par le Délégué qui contractualisera avec des sociétés spécialisées. Nous avons estimé que les charges de maintenance se répartissaient de la manière suivante :

Charges d'exploitation	Charge unitaire
Maintenance par NRO y compris environnement	3000€/NRO/an
Maintenance par SRO/PM y compris environnement	200€/PM/an
Maintenance par site raccordable	3,50€/site client raccordable/an
Maintenance par site raccordé en actifs (en supplément de la partie passive)	5,00€/site raccordé/an

Concernant les Charges d'exploitation des infrastructures hors FttH :

« La maintenance préventive et corrective des infrastructures complémentaires, hors FttH, sera également assurée par le Délégué qui contractualisera avec des sociétés spécialisées. Nous avons estimé que les charges de maintenance se répartissaient de la manière suivante :

Charges d'exploitation	Charge unitaire
Maintenance bond FH / Câble sous-marin	5000€/an
Maintenance liens FttN y compris énergie	800€/FttN/an
Maintenance liens FON	25€/lien/an

Concernant les autres charges :

Les autres charges d'exploitation concernent :

- D'une part la mise à disposition du système d'information par REUNICABLE pour le compte du Délégitaire. Un forfait de ~56 k€ par an (hors indexation) est provisionné dans les charges pour ce service ;
- Et d'autre part la consommation d'énergie par les NRO estimés à 4k€ par an (hors indexation). »

Concernant la location d'infrastructures tierces :

« S'agissant des linéaires situés en amont du PM (segment de collecte et de transport), le coût est fonction de la surface du câble déployé et de la distance parcourue. Un abonnement mensuel est souscrit auprès d'Orange dont le tarif est fonction de la surface occupée utile. Les hypothèses de tarifs envisagés sont les suivants :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4 et plus
Tarif	0,06€	0,07€	0,07€	0,07€

Nous avons fait les hypothèses suivantes en termes de taille de câble :

Type de câble pour la collecte	Part dans le déploiement	Diamètre
Diamètre câble 72 FO	100,0%	1,00 cm

Type de câble pour le transport	Part dans le déploiement	Diamètre
Diamètre câble 12 FO	26,0%	0,60 cm
Diamètre câble 24 à 48 FO	20,0%	0,80 cm
Diamètre câble 72 FO	28,0%	1,00 cm
Diamètre câble 144 à 196 FO	12,0%	1,15 cm
Diamètre câble 288 FO	14,0%	1,40 cm

S'agissant des linéaires situés en aval du PM, le coût est fonction du volume de prises déployées rattachées à un PM donné. Nous avons retenu comme hypothèse une trajectoire d'évolution du tarif issue des dernières informations connues de la part d'Orange ».

Concernant la RODP :

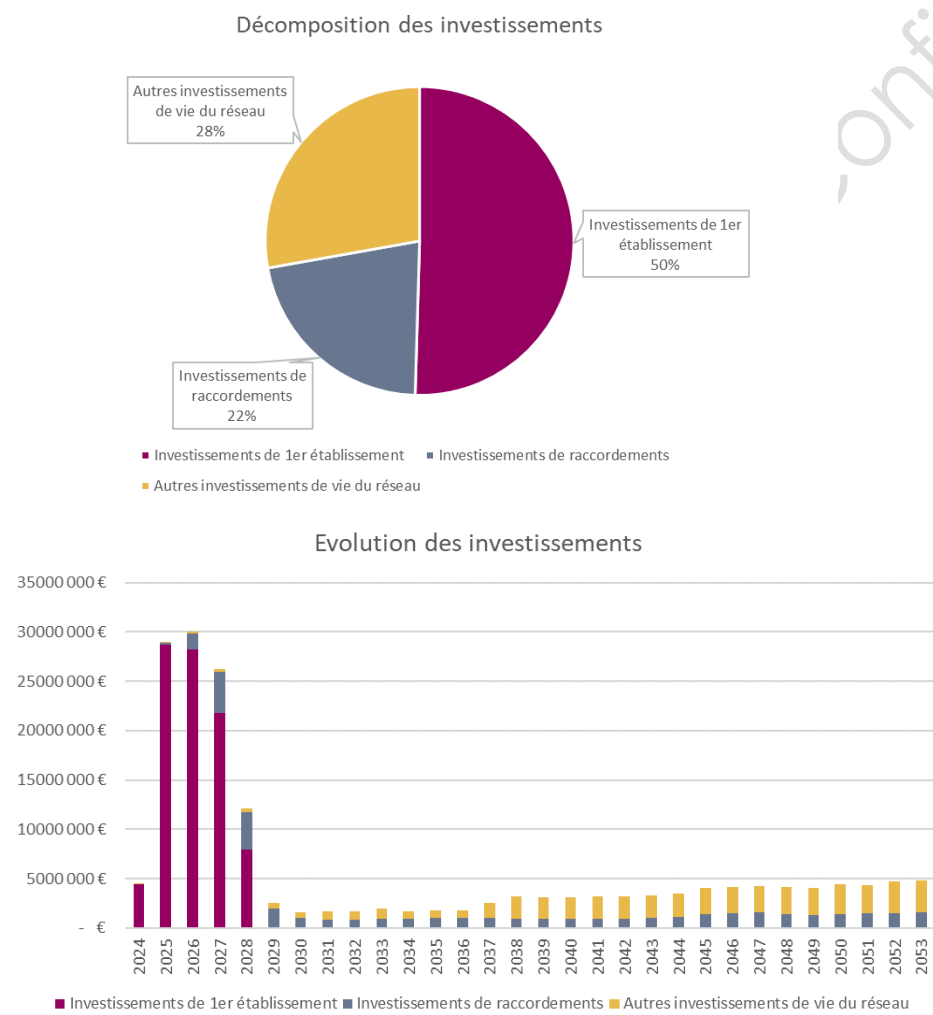
« Les redevances d'occupation du domaine public (payées directement par le Délégitaire ont été estimées sur la base des montants de redevance communiqués en 2023 par l'AMF et les linéaires du Réseau comme estimé par la pré-ingénierie du Réseau réalisée dans le cadre de notre réponse.

RODP		
RODP GC souterrain	€ / ml / an	0,047
RODP GC aérien	€ / ml / an	0,063
RODP SRO/PM	€ / PM / an	31,300

Charges d'exploitation	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
RODP	0,26 M€	0,62 M€	0,76 M€
Total	0,26 M€	0,62 M€	0,76 M€

Investissements/ Subventions/ Amortissements :

Les **investissements** sont présentés ci-dessous :



Les investissements s'élèvent à 180,4 M€. Ils se décomposent ainsi :

- **Investissements de 1^{er} établissement : 91,1 M€ (50,5 % du total)**, dont :
 - o Déploiement : 82,2 M€ (45,6 %), dont :
 - Réseau de desserte : 55,6 M€ (30,8 %)
 - Réseaux de transport : 16,1 M€ (8,9 %)

- Réseau de collecte : 4,8 M€ (2,7 %)
 - Conception-Pilotage : 8,8 M€ (4,9 %)
- **Autres investissements de vie du réseau : 50,2 M€ (27,8 % du total),** dont :
 - Densification : 39,3 M€ (21,8 %)
 - Gros Entretien Renouvellement (y compris dévoiement/enfouissement) : 5,6 M€ (3,1 %)
- **Investissements de raccordement : 39,2 M€ (21,7 % du total),** dont :
 - Fourniture et pose de câbles de fibre optique (yc.soudure, réflectométrie) : 18,4 M€ (10,2 %)
 - Fourniture et pose des boîtiers de raccordements et prise FttH : 18,4 M€ (10,2 %)

Le candidat détaille les hypothèses retenues dans son mémoire financier.

Concernant les investissements de raccordement :

« La réalisation des raccordements nécessite à la fois un pilotage assuré par un centre de support client qui sera mis à disposition par Réunicâble pour le compte du Déléataire, et l'intervention de techniciens. Ces techniciens seront fournis par des sous-traitants pour lesquels des contrats seront établis avec le Déléataire. Pour cette offre, nous avons fait des hypothèses simplificatrices où nous avons uniquement différencié les coûts de raccordement pour des raccordements longs et des raccordements standards.

Raccordement FttH / FttH pro		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Raccordement long	€/raccordement	3 000,00	3 000,00	3 000,00
PB intérieur	€/raccordement	300,00	350,00	370,00
PB extérieur en chambre	€/raccordement	300,00	350,00	370,00
PB extérieur en aérien	€/raccordement	300,00	350,00	370,00
PB extérieur en façade	€/raccordement	300,00	350,00	370,00

Raccordement FttE		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Raccordement E	€/raccordement	5 000,00	5 000,00	5 000,00

A cela, s'ajoute l'identification du mix de raccordement issu de l'ingénierie Réseau réalisée :

Mix raccordements		Total
Raccordements longs	%	1,0%
PB intérieur	%	9,0%
PB extérieur en chambre	%	5,0%
PB extérieur en aérien	%	70,0%
PB extérieur en façade	%	15,0%

Concernant la densification :

« Comme indiqué au chapitre §0, nous avons pris une hypothèse de croissance des logements. Cette croissance de logements génère le besoin de les desservir en FttH. Cette desserte complémentaire s'appuiera à la fois sur l'usage de la surcapacité prévue à cet effet et intégrée dès le déploiement initial du Réseau, et aussi sur des travaux complémentaires pour lesquels la surcapacité ne sera pas mobilisable ou suffisante. La surcapacité disponible représente environ 30% de la capacité initiale comme définie dans nos règles d'ingénierie appliquées pour la conception du Réseau. Nous avons fait l'hypothèse que 70% des nouveaux logements pourraient s'appuyer sur cette surcapacité. Les 30% qui restent, nécessitent alors une extension ad hoc du Réseau. Sur cette base, il a été provisionné le budget suivant pour la densification du Réseau :

Investissements	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Densification	13,80 M€	31,32 M€	39,32 M€
Total	13,80 M€	31,32 M€	39,32 M€

»

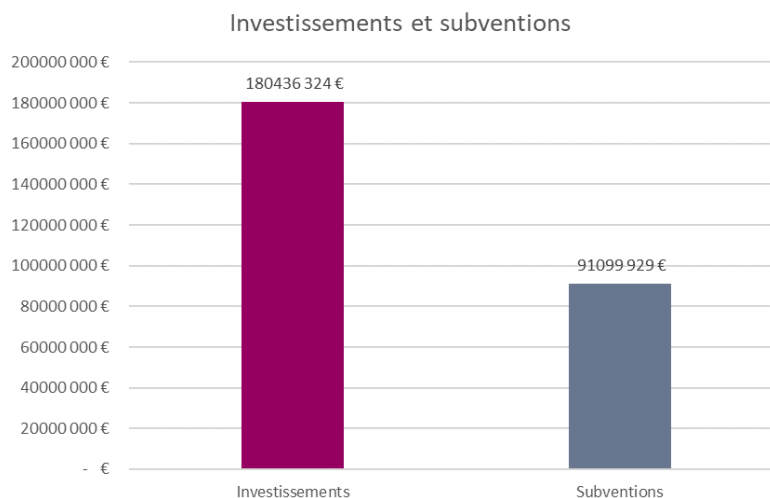
Concernant le dévoilement / Enfouissement/GER :

Ces investissements n'ont été provisionnés qu'à l'issue de la période de déploiement initiale.

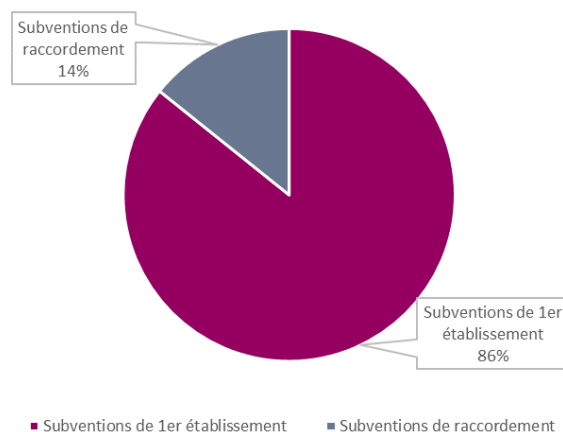
Il a été provisionné le budget suivant pour ces travaux :

Investissements	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Dévoilement	1,01 M€	2,14 M€	2,75 M€
Enfouissement	0,54 M€	1,13 M€	1,46 M€
GER	0,31 M€	0,64 M€	0,79 M€
Total	1,86 M€	3,91 M€	4,99 M€

Les subventions s'élèvent à 91,1 M€, soit 78,1 M€ de subventions de 1^{er} établissement (86 % du total) et 13 M€ de subventions de raccordement (14 % du total). Les subventions sont inférieures de 89,3 M€ au montant des investissements :



Décomposition des subventions

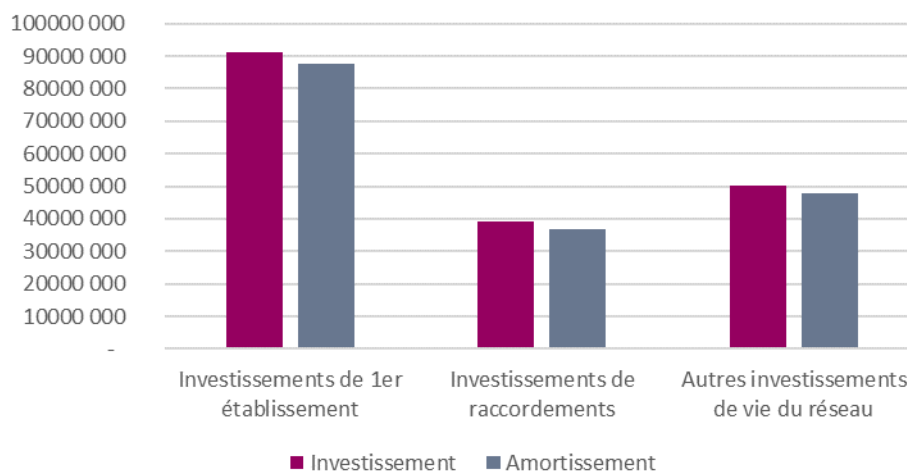


Dans le détail, les subventions de 1^{er} établissement (78,1 M€) sont donc légèrement inférieures aux investissements de 1^{er} établissement s'élevant à 91,1 M€. En revanche les subventions de raccordement (13 M€) sont assez largement inférieures à la somme des investissements de raccordement (39,2 M€) et des Autres investissements de vie du réseau (50,2 M€).

Les montants de reprise de subvention figurant dans les amortissements coïncident avec les montants de subventions présentés.

Les amortissements s'élèvent à 172,4 M€, soit 8 M€ de moins que le montant des investissements :

Investissements et amortissements



Dans le détail :

- Le montant des amortissements est de 87,7 M€ pour les investissements de 1^{er} établissement soit 3,4 M€ de moins que le montant des investissements ;
- Le montant des amortissements est de 47,9 M€ pour les Autres investissements de vie du réseau soit 2,3 M€ de moins que le montant des investissements ;
- Le montant des amortissements est de 36,9 M€ pour les Investissements de raccordement soit 2,4 M€ de moins que le montant des investissements.

Les investissements ne sont donc pas totalement amortis. Il devrait donc a priori exister une

VNC en fin de contrat. Au point 2 de son mémoire financier, le candidat indique pourtant une VNC nulle quelle que soit le scénario retenu par le Département. **Ce point demeure incohérent même après les séances de négociation menées avec le candidat.**

Conclusion :

Orange Concessions :

- Orange Concessions a remis un plan d'affaires en euros constants bien qu'il ait laissé figurer une mention contraire dans le document.
- **Concernant les hypothèses retenues en matière de recettes :**
 - o Le taux de pénétration à 58 % en année 30 est étayé par le candidat.
 - o Le candidat n'indique pas ce qu'il entend par « Autres revenus ».
 - o Orange a diligenté un relevé de BAL pour étayer ses hypothèses de déploiement, ce qui est un point positif.
 - o Le volant affermé n'a pas été estimé.
 - o Des incohérences ont été relevées entre le plan d'affaires et le mémoire financier.
 - o Le candidat estime que la demande du cahier des charges de terminer la couverture du département fin 2025 n'est pas réalisable.
- **Concernant les hypothèses retenues en matière de charges :**
 - o Le candidat ne détaille pas du tout dans son mémoire financier les hypothèses retenues quant aux charges d'exploitation.
 - o Le candidat ne prévoit pas de redevance d'affermage.
- **Concernant les hypothèses retenues en matière d'investissements/ Subventions :**
 - o Les investissements ne sont pas totalement amortis. Il devrait donc a priori y avoir une VNC, ce qui ne figure ni dans le plan d'affaires, ni dans les notes comptable et financière l'accompagnant.
 - o Les hypothèses relatives aux investissements mériteraient d'être plus étayées.

L'offre du candidat est moyennement satisfaisante.

Réunicable :

- Réunicable comptabilise de l'IS, mais applique un effet indu du mécanisme de déficit reporté, tendant à minimiser ses charges liées au paiement de l'impôt sur les sociétés.
- Le candidat présente un plan d'affaires en euros constants comme demandé.
- **Concernant les hypothèses retenues en matière de recettes :**
 - o Les hypothèses en matière de nombre de locaux ont été davantage étayées, de même que le taux de pénétration.
 - o Le candidat détaille précisément les hypothèses retenues en matière d'offres souscrites par les OCEN.
- **Concernant les hypothèses retenues en matière de charges :**
 - o Le candidat détaille précisément les hypothèses retenues en matière de charges dans son mémoire financier.

- **Concernant les hypothèses retenues en matière d'investissements/ subventions :**

- Le candidat détaille précisément les hypothèses retenues en matière d'investissements dans son mémoire financier.
- Les investissements ne sont pas totalement amortis. Il devrait donc a priori y avoir une VNC, ce qui ne figure ni dans le plan d'affaires, ni dans le mémoire financier.

L'offre du candidat est satisfaisante.

	Réunicable	Orange Concessions
Notation sous critère (sur 15 points)	12	9
Commentaires	L'offre du candidat Réunicable s'est étayée sur ses hypothèses de déploiement au cours des négociations, et reste cohérente et motivée sur ses hypothèses de charges et de recettes. Quelques incohérences demeurent sur les charges liées à l'IS ainsi que la VNC.	L'offre d'Orange a été retravaillée pour trouver à s'appliquer aux différents scénarii de financement imposés par le Département mais reste incohérente sur un certain nombre de points (écarts, VNC). Elle manque surtout de justifications sur ses hypothèses sous-jacentes et le modèle remis n'est pas auditable contrairement à la demande effectuée en cours de négociations.

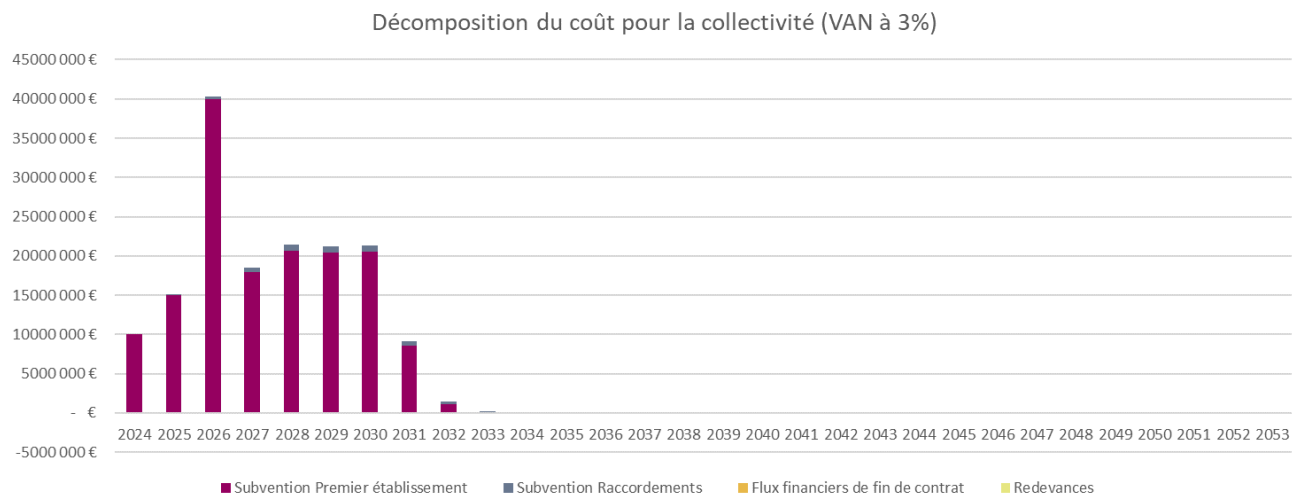
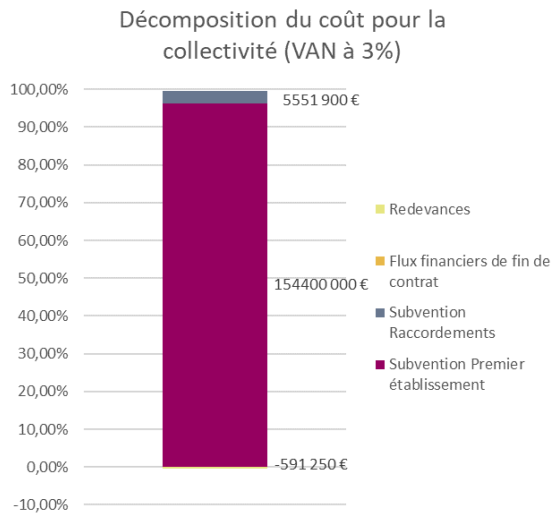
2.2.2 Valeur actualisée à 3% des flux financiers Délégant-Délégataire dans le cadre du scénario tranche ferme et tranche optionnelle, à savoir les redevances versées au Délégant, les participations publiques sollicitées pour le financement des ouvrages établis par le Délégataire, sous sa maîtrise d'ouvrage, et constitutifs de biens de retour, le reversement, l'indemnisation éventuelle des biens en fin de retour en fin de Convention (pondération sous-critère : 15 %).

Orange Concessions :

Le coût pour la collectivité sur la durée du contrat (VAN à 3 %) s'élève à 139,7 M€ dans le scénario à 100%. Il convient de préciser que ce montant s'élève à 54,6 M€ dans le scénario à 60 M€ de subventions publiques et à 13,8 M€ dans le scénario à 15 M€ de subventions publiques.

Dans les trois cas, il subsiste un doute sur les flux de fin de contrat, notamment quant à l'existence d'une valeur nette comptable des biens de retour à racheter par la Collectivité à l'issue du contrat. La note comptable et fiscale mentionne un amortissement de caducité, mais il ne se vérifie pas dans les annexes financières produites puisque l'intégralité de la valeur de l'investissement ne fait pas l'objet d'un amortissement comptable en cours de contrat. Aucun produit constaté d'avance n'est par ailleurs modélisé par le candidat.

La décomposition du coût pour la collectivité est présentée ci-dessous, à partir des données fournies pour le scénario à 100% :



Dans le détail :

- La subvention de premier établissement s'élève à 154,4 M€ ;
- La subvention raccordements s'élève à 5,6 M€ ;
- Les redevances représentent un flux positif à hauteur de 591 k€ vers la collectivité ;
- Les flux financiers de fin de contrat sont nuls du fait notamment d'une VNC et de PCA non valorisés.

Les flux nets versés au délégataire sont particulièrement élevés entre les années 2 et 7. Ils atteignent leur maximum en année 3 (40,3 M€). Les flux nets versés au délégataire sont positifs jusqu'en année 24 (11 k€). Ils sont négatifs de l'année 25 à l'année 30 et passent de -10 k€ en année 25 à -20 k€ en année 30.

Les redevances versées à la collectivité se limitent dans l'offre finale à la redevance de contrôle, qui s'élève à 11 250€ en première année et à 20 000€ par an à compter de la deuxième année du contrat.

Le candidat ne compte ainsi aucune redevance d'occupation du domaine public à reverser au Département et ne modélise pas de redevance d'affermage malgré les demandes réitérées en cours de procédure.

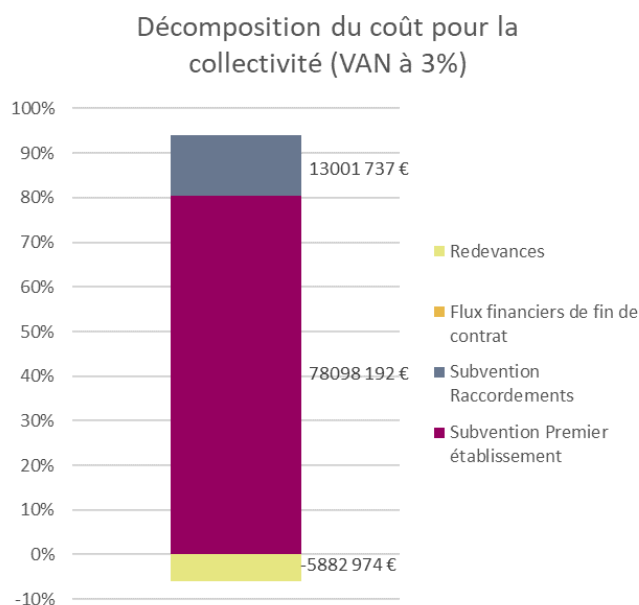
Réunicable :

Le coût pour la collectivité sur la durée du contrat (VAN à 3 %) s'élève à 78,6 M€ dans le scénario à 100%. Il convient de préciser que ce montant s'élève à 51,6 M€ dans le scénario à 60 M€ de subventions publiques et à 11,3 M€ dans le scénario à 15 M€ de subventions publiques.

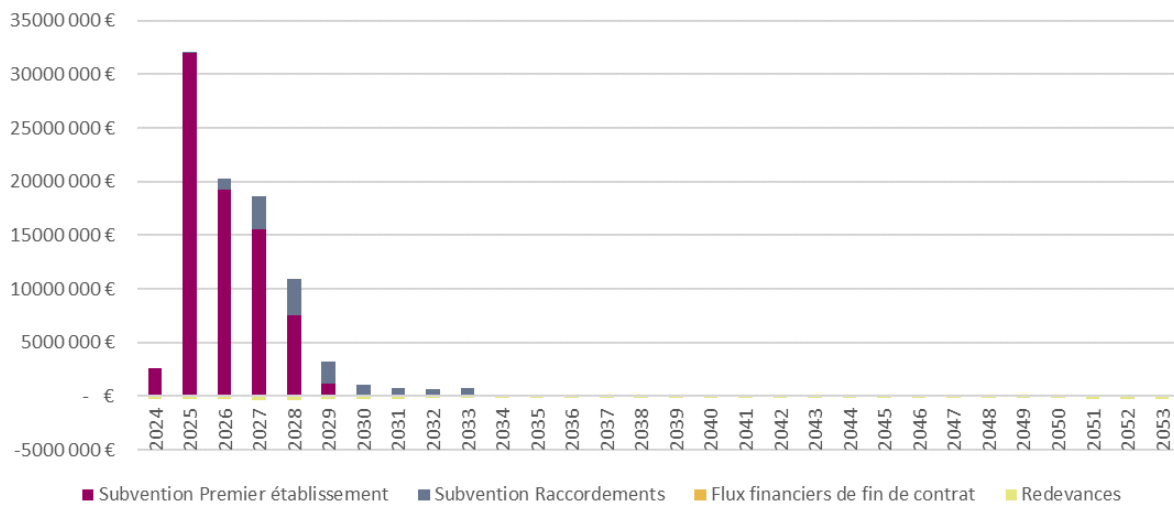
Dans les trois cas, il subsiste un doute sur les flux de fin de contrat, notamment quant à l'existence d'une valeur nette comptable des biens de retour à racheter par la Collectivité à l'issue du contrat. Le mémoire financier mentionne une VNC nulle en fin de contrat sur l'ensemble des scénarii, mais elle ne se vérifie pas dans les annexes financières produites puisque l'intégralité de la valeur de l'investissement ne fait pas l'objet d'un amortissement comptable en cours de contrat. Les produits constatés d'avance sont bien modélisés par le candidat mais ont été volontairement retraités dans l'analyse par souci d'équité de traitement entre les offres.

Il convient également de préciser que par rapport au plan d'affaire transmis par le candidat, les redevances ont été retraitées par l'AMO. Ont en effet été retirées des redevances celles qui ne seront pas reversées à la collectivité mais à d'autres opérateurs, à savoir : Redevance Fourreaux/appuis Orange - Segment NRO-SRO, Redevance Fourreaux/appuis Orange - Segment SRO-PBO, redevance GC BLO sur la collecte. Les redevances reversées à la collectivité sont donc les suivantes : Redevances d'occupation du domaine public, redevance d'affermage, fonds de soutien à l'inclusion numérique et redevance de contrôle.

La décomposition du coût pour la collectivité est présentée ci-dessous, à partir des données fournies pour le scénario à 100% :



Décomposition du coût pour la collectivité (VAN à 3%)



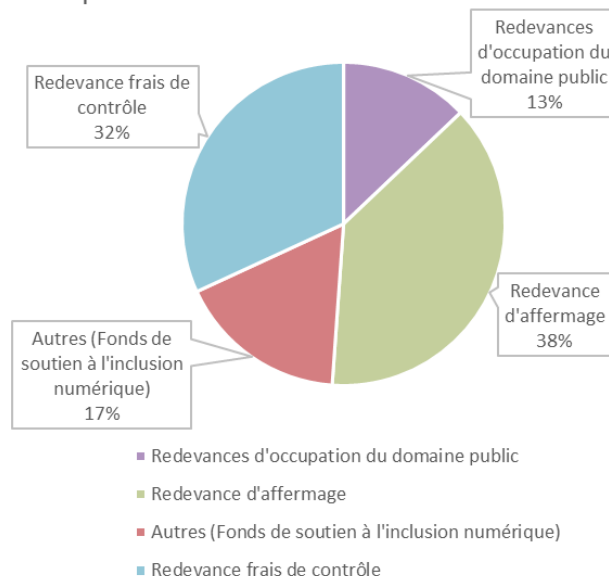
Dans le détail :

- La subvention de premier établissement s'élève à 78,1 M€ ;
- La subvention raccordements s'élève à 13 M€ ;
- Les redevances représentent un flux positif à hauteur de 5,9 M€ vers la collectivité ;
- Les flux financiers de fin de contrat sont nuls du fait notamment d'une VNC non valorisée et de PCA non pris en compte.

Les flux nets versés au délégataire sont particulièrement élevés entre les années 2 et 5. Ils atteignent leur maximum en année 2 (31,8 M€). Les flux nets versés au délégataire sont positifs jusqu'en année 10 (546 k€). Ils sont négatifs de l'année 11 à l'année 30 et passent de -155 k€ en année 11 à -209 k€ en année 30.

La décomposition des redevances versées à la collectivité est présentée ci-dessous :

Décomposition des redevances versées à la collectivité



Dans le détail :

- La redevance d'affermage représente 38 % des redevances versées à la collectivité

(2,2 M€) ;

- La redevance pour frais de contrôle représente 32 % des redevances versées à la collectivité (1,9 M€) ;
- Le fonds de soutien à l'inclusion numérique représente 17 % des redevances versées à la collectivité (1 M€) et il est versé sur les 10 premières années du contrat ;
- La RODP représente 13 % des redevances versées à la collectivité (759 k€).

Conclusion :

Pour établir la notation ci-dessous, nous avons sommé les montants de VAN à 3% des flux nets Délégrant – Délégataire présentés pour chacun des trois scénarii modélisés. Cette approche permet de ne pas biaiser la notation en ne s'inscrivant que dans un seul scénario, ce qui aurait pu comparativement désavantager l'un des deux candidats. Les produits constatés d'avance, n'ayant pas fait l'objet de modélisation de la part d'Orange Concessions, n'ont pas été intégrés dans le calcul de la VAN des flux nets à 3% pour le candidat Réunicable.

Les flux nets (VAN à 3 %) versés au candidat Orange Concessions sur les trois scénarii s'élèvent à 208,1 M€ et sont donc 47 % plus élevés, soit 66,5 M€, que ceux versés au candidat Réunicable (141,6 M€).

	Réunicable	Orange Concessions
Notation sous critère (sur 15 points)	15	10,2
Commentaires	L'offre du candidat Réunicable préserve relativement les deniers publics, et modélise plus fidèlement les flux Délégrant-Délégataire, notamment en fin de contrat.	L'offre du candidat Orange Concessions est plus onéreuse pour la Collectivité et manque par ailleurs de précisions sur un certain nombre de flux qui ne font l'objet d'aucune modélisation.

2.2.3 Synthèse de la notation proposée au titre du critère n°2 – équilibre économique

	Réunicable	Orange Concessions
Equilibre économique (sur 30 points)		
Pertinence, compétitivité et cohérence du plan d'affaires prévisionnel (pondération sous-critère : 15 points).	12	9
Valeur actualisée à 3% des flux financiers Délégrant-Délégataire (pondération sous-critère : 15 points).	15	10,2

2.3 Critère n°3 : Engagements contractuels, dispositifs de suivi et de contrôle par l'Autorité concédante (pondération : 20 %)

Les aspects financiers des offres (pondération : 30%) appréciés au regard des éléments suivants :

- la structuration financière au regard notamment des moyens financiers mobilisés, du capital social, et la stabilité de l'actionnariat de la société ad hoc et la solidité des garanties financières (pondération sous-critère : 5%) ;
- la gouvernance de la concession (relations entre la société ad hoc et ses actionnaires) (pondération sous-critère : 5%) ;
- les modalités de suivi et de contrôle par l'Autorité concédante de l'exécution de la Convention et niveau des engagements contractuels (pondération sous-critère : 10%).

2.3.1 La structuration financière au regard notamment des moyens financiers mobilisés, du capital social, et la stabilité de l'actionnariat de la société ad hoc et la solidité des garanties financières (pondération sous-critère : 5 %).

L'article 5.2.2.2 du Règlement de consultation, relatif au mémoire financier, mentionnait, au titre de la solidité et de la qualité financière de l'offre, la structuration financière à faire figurer par les candidats, eu regard des moyens financiers mobilisés, du capital social, ainsi que la stabilité de l'actionnariat de la société ad hoc et des garanties financières.

i. Moyens financiers mobilisés

ii. Capital social : Au titre de l'article 5.2.2 du Règlement de consultation, relatif au dossier administratif à constituer, les candidats devaient fournir les éléments suivants :

- o Liste des actionnaires et montant de leur participation au capital social de la société ad hoc, au jour de sa constitution – l'article 5.2.1 du projet de contrat transmis aux candidats précise que le candidat doit nécessairement lui-même faire figurer au nombre des actionnaires listés,
- o Montant et modalités de libération du capital social de la société ad hoc – l'article 5.2.1 du projet de contrat précisait que le Département porterait une attention toute particulière au montant du capital social, qui devra être à un niveau satisfaisant pour assurer la solidité financière de la société Délégataire et le respect des règles du code de commerce en matière de cessation des paiements tout au long de l'exécution de la Convention.

iii. Stabilité de l'actionnariat de la société ad hoc

iv. Solidité des garanties financières

En application de l'article 5.2.2.2 du Règlement de consultation, il est prévu, que conformément à l'article 5.2.6 du Cahier des charges, les candidats précisent les mécanismes de garanties financières qu'ils mettront en place à chaque étape de la Convention dans le cadre de la mise en place du financement (garantie actionnaire à première demande,

cautionnement maison-mère, garantie bancaire à première demande, ...). Les garanties bancaires à première demande porteront sur l'établissement du Réseau, son exploitation et sa remise en état en fin de Convention, et sur le versement des sommes dues au délégant.

Tout d'abord, l'article 5.2.6 précise les garanties qui doivent être fournies :

- GAPD bancaire au titre de la construction du réseau : elle sera remise par le Délégataire dans les deux (2) mois suivant l'entrée en vigueur de la Convention. Elle sera libérée après recette de l'ensemble des travaux de réalisation du volet concessif du réseau et levée des éventuelles réserves.
- GAPD bancaire au titre de l'exploitation du réseau : elle doit être fournie par le Délégataire à la première mise en service du réseau ;
- GAPD bancaire au titre de la remise en état du réseau en fin de concession : il doit s'agir soit d'une garantie propre à cet objet soit de la GAPD exploitation précisant qu'elle est également affectée à la remise en parfait état de fonctionnement des ouvrages et des équipements en fin de Convention et qui sera donc ajusté en fonction des 2 audits réalisés dans les dernières années de la Convention. Le montant de cette garantie sera déterminé par les Parties. Cette garantie de remise en état sera mise en place au plus tard six (6) mois avant le terme normal de la Convention et sera libérée douze (12) mois après l'apurement des comptes entre le Délégant et le Délégataire à l'échéance de la Convention de délégation, quelle que soit la cause de cette fin.

Les GAPD construction et exploitation pourront être appelées pour garantir toutes les sommes qui seraient dues au Délégant notamment :

- o Pour les redevances dues par le Délégataire au Délégant en contrepartie de la mise à disposition des ouvrages et équipements constitutifs du réseau ;
- o En exécution des mesures coercitives prévues à la Convention ;
- o Ou pour la remise en parfait état de fonctionnement des ouvrages et équipements en fin de Convention.

Par ailleurs, les candidats ont également la possibilité de proposer une garantie prenant la forme d'un acte de cautionnement, si cet acte de cautionnement permet de garantir ces sommes à un montant plus élevé que la GAPD pour :

- Les redevances qui seraient dues par le Délégataire au Délégant, en contrepartie de la mise à disposition d'ouvrages et équipements constitutifs du Réseau
- Ou en raison de l'obligation de restituer des produits constatés d'avance à échéance de la Convention.

Enfin, les candidats devront s'engager :

- o à attribuer à la société ad hoc les moyens et ressources, notamment financiers, nécessaires au respect des obligations de cette dernière au titre de la Convention, il s'agit de la garantie apportée par les actionnaires pour garantir leur injection de fonds propres ;
- o en dernier ressort, à se substituer à la société ad hoc, en cas de défaillance ou de procédure collective de celle-ci pendant toute la durée de la Convention, il s'agit de la garantie de substitution maison-mère.

2.3.2.1. Analyse des offres

i. Moyens financiers mobilisés

Orange Concessions

Le candidat Orange Concessions ne prévoit pas d'avoir recours à l'emprunt et ne profite donc pas de l'effet de levier qu'il peut constituer.

Ses deux uniques sources de financement du projet, en dehors des revenus d'exploitation générés par le projet, sont donc le montant de capital social apporté à la création de la société de projet, ainsi que le montant de la subvention apporté par le Département.

La proposition du Candidat est jugée satisfaisante, car elle permet de financer le projet.

Réunicable

Dans son mémoire financier, le candidat Réunicable prévoit de recourir à un emprunt, dette financière sur une durée de 15 ans dont le montant varie en fonction des trois hypothèses prévues à l'article 1.4 du Règlement de consultation :

- Scénario 1 (Tranche Ferme) : 10,25 M€ ;
- Scénario 2 (Tranche Ferme et Tranche optionnelle n°1) : 13,37 M€ ;
- Scénario 3 (Tranche Ferme et Tranches optionnelle n°1 et 2) : 12,85 M€

Dans tous les cas, le taux d'intérêt prévisionnel est fixé à 6%.

Pour le financement du projet, il mobilise donc cette ressource, en sus des revenus d'exploitation générés, du capital social constitué par la maison-mère pour la société de projet, et des participations publiques versées par le Département pour le premier établissement du réseau.

La proposition du Candidat est jugée satisfaisante, car elle permet aussi de financer le projet.

ii. Capital social

Orange Concessions

Le candidat Orange Concessions indique dans sa synthèse financière effectuer un premier versement de capital social de 10k€ au moment de la création de la société de projet (SPV), sans mouvements ultérieurs.

Ce même document indique que le déficit constaté sur la période d'exploitation du projet est intégralement couvert par la subvention appelée de la part du Département de Mayotte. Aucune autre source de financement n'est donc apportée par le candidat, qui rembourse le capital social au terme du contrat.

Le candidat ne prévoit pas de rémunérer le capital social, aucune dividende n'est ainsi prévu au long de la durée du contrat.

Le niveau de capital social semble faible – de nature à déstabiliser le haut de bilan mais pour autant pas en contradiction avec les dispositions du Code de commerce. Il n'est pas reporté au CEP dans les conditions décrites au mémoire administratif ou au mémoire financier. Les pièces de l'offre rentrent donc en contradiction les unes avec les autres sur ce point, ce qui devra être discuté avec le candidat lors des séances de négociation.

La proposition du Candidat est jugée satisfaisante.

Réunicable

Le candidat Réunicable indique procéder à un apport du capital social en numéraire, à hauteur de 4M€ dans son dossier administratif. Ces fonds propres seront complétés par un compte courant d'associés à hauteur de 1,8 M€. L'annexe financière mentionne quant à elle un montant de capital social de 3,9M€ libéré en 4 ans et un montant maximal d'apport en compte courant d'associés de 1,7M€ en année 4.

Le mémoire financier vient préciser la politique du candidat, qui apportera 30% des apports privés en fonds propres sous la forme de capital social et de comptes courants d'associés. L'engagement d'apport en fonds propres n'est pas plafonné, mais devrait atteindre les sommes suivantes, selon les différentes hypothèses prévues à l'article 1.4 du Règlement de consultation :

- Scénario 1 (TF) : 4,39 M€ ;
- Scénario 2 (TF et TO n°1) : 5,73 M€ ;
- Scénario 3 (TF et TO n°1 et 2) : 5,51 M€

Ces montants sont libérés progressivement en trois ans à partir du T0 et remboursé au terme du contrat pour le capital social et à compter de la 14^{ème} année pour les apports en compte courant d'associés.

Le candidat prévoit le versement de dividendes aux actionnaires à compter de la 20^{ème} année et en 23^{ème} et 24^{ème} années, pour un montant cumulé de 1,2M€, dans le scénario à 100% et un montant cumulé de 933 k€ dans le scénario 2, à 60M€ de subventions publiques.

Le niveau de capital social semble justement dimensionné et retranscrit dans le bilan de la société de projet. Il permet en fin de période un partage de la valeur au profit des actionnaires lorsque le projet assure sa rentabilité. Il conviendra de rester vigilant sur le traitement des dividendes en cas de moindre performance de la concession par rapport aux prévisions.

La proposition du Candidat est jugée satisfaisante.

iii. Stabilité de l'actionnariat de la société ad hoc

Orange Concessions

Le candidat Orange Concessions garantit au Département la stabilité de l'actionnariat de la SPV, qu'il assure seul.

Il apporte notamment la garantie suivante sur la cession du capital social : toute cession de la majorité du capital social de la société ad hoc au bénéfice d'un nouvel actionnaire est notifiée préalablement à l'Autorité Concédante, qui a la faculté dans le mois suivant la notification du projet de s'y opposer si ce changement d'actionnaire est manifestement de nature à nuire au bon exercice par la société ad hoc délégataire de ses missions.

Cette protection contractuelle garantit au Département de Mayotte un droit de regard sur l'éventuel changement de l'actionnaire majoritaire.

Son refus devra être dûment justifié, notamment eu égard aux garanties professionnelles et financières présentées par le potentiel nouvel actionnaire de la société ad hoc. Le silence de l'Autorité Concédante à l'issue du délai susmentionné d'un (1) mois vaut acceptation, **ce qui**

semble contestable, ou en tout cas doit constituer un point de négociation.

En revanche, toute modification de la composition du capital social de la société ad hoc n'ayant pas pour effet la cession directe ou indirecte de la majorité du capital et tout nantissement sur les titres détenus par les actionnaires restent envisageables, sans que l'Autorité Concédante soit préalablement informée.

La proposition du Candidat est jugée satisfaisante.

Réunicable

L'actionnaire unique de la société dédiée sera la SAS REUNICABLE qui détiendra ainsi la totalité des parts sociales de la société de projet tout au long de la durée de vie du contrat.

La proposition du Candidat est jugée satisfaisante.

iv. Solidité des garanties financières

Orange Concessions

- GAPD bancaire construction :

- 8,5 millions d'euros (soit environ 5 % des investissements de PER) pour l'ensemble des tranches, dont 1 500 000 millions d'euros pour la TF, 2 000 000 millions d'euros pour la TO n°1 et 5 000 000 millions d'euros pour la TO n°2 ;

Appréciations :

Le montant de la garantie est insuffisant. Il n'est clairement pas suffisant au regard des standards du secteur et ne semble que peu prendre en considération les risques de construction propres à Mayotte, l'objectif étant plutôt un montant égal à 10% des investissements PER.

Il n'existe pas de mécanisme dégressif comme Réunicable, ce qui est à l'avantage d'Orange Concessions.

La garantie est jugée moyennement satisfaisante.

- GAPD bancaire exploitation :

- 1,1 million d'euros dont 200 000 euros pour la TF, 300 000 euros pour la TO n°1 et 600 000 euros pour la TO n°2 ;

Appréciations :

Le montant est insuffisant et il n'est pas précisé s'il est renouvelable, les charges annuelles d'exploitation de l'offre du Candidat sur 30 ans étant égales à 5 176 765 € ;

La garantie est jugée moyennement satisfaisante.

- GAPD bancaire remise en état du réseau :

- 2 millions d'euros dont 200 000 euros pour la TF, 600 000 euros pour la TO n°1 et

1,2 million d'euros pour la TO n°2 ;

Appréciations :

Rien n'est précisé quant à l'ajustement du montant en fonction des deux audits de fin de Convention.

Montant insuffisant, l'objectif étant un montant égal à 5% du CAPEX de l'offre du candidat, soit 8 035 011€.

La garantie est jugée moyennement satisfaisante.

- **Garantie apportée par les actionnaires pour garantir leur injection en fonds propres :**

Orange Concessions s'engage à se porter fort de la fourniture des « Financements Actionnaires » à la Société de projet (soit 10 000 euros) dans la limite des besoins effectivement constatés par la Société de projet et selon les conditions indiquées dans l'offre d'Orange Concessions. La lettre d'engagement demeurera en vigueur jusqu'à ce que les « Financements Actionnaires » aient été intégralement réalisés.

Appréciations :

Montant insuffisant pour sécuriser le Département sur les apports des actionnaires.

La garantie est jugée assez peu satisfaisante.

- **Garantie de substitution maison-mère :**

- plafond qui varie en fonction de l'étendue du Contrat :
 - 1 M€ TTC pour la TF,
 - 2 M€ TTC pour TF et la TO n°1,
 - 6 M€ pour la TF et les TO n°1 et 2 ;

Appréciations :

Montant insuffisant et les cas de mise en œuvre n'englobent pas le simple cas de défaillance du Délégué.

La garantie est jugée assez peu satisfaisante.

Réunicable

- **GAPD bancaire construction :**

- 5 600 000 euros (6% du montant des investissements PER) : étant précisé qu'il y a une incohérence de rédaction sur ce montant le mémoire sur les garanties financières du Candidat;
- dégressive en fonction de la livraison des prises constatée au titre du fichier IPE dans les conditions suivantes :

Nombre de Prises déployées	Montant de la garantie
En deçà de 1 000	Cinq millions six cent mille euros (5 600 000 €)
Plus de 1 000 prises	Cinq millions cinq cent mille euros (5 500 000 €)
Plus de 20 000 prises	Trois millions huit cent mille euros (3 800 000 €)
Plus de 40 000 prises	Deux millions deux cent mille euros (2 200 000 €)
Plus de 55 000 prises	Huit cent mille euros (800 000 €)
63 200 prises	Zéro (0) euros

Appréciations :

Le montant de la GAPD n'est pas suffisant car inférieur aux standards du secteur et ne semble que peu prendre en considération les risques de construction propres à Mayotte, l'objectif étant un montant égal à 10% des investissements de PER).

Le mécanisme dégressif n'assure plus l'existence de garantie passé le cap des 63 200 prises déployées.

La garantie est jugée assez peu satisfaisante.

- **GAPD bancaire exploitation :**

- 2 700 000 euros (couvrant 6 mois des coûts d'exploitation de la société projet). Ce montant pourra être ajusté sur la base des préconisations de l'audit technique que le Délégataire s'engage à diligenter dans les conditions de l'article 4.5.3.1.2 du cahier des charges (10 ans après l'entrée en vigueur de la Convention) ;

Appréciations :

Le montant est insuffisant même s'il est adaptable à partir de l'année 10. L'objectif étant un montant égal à 12 mois des charges d'exploitation soit 3 556 090 € par an sur la base de l'offre du Candidat sur 30 ans.

Elle est tout de même plus intéressante que la proposition d'Orange Concessions.

La garantie est jugée moyennement satisfaisante.

- **GAPD bancaire remise en état du réseau :**

- le montant sera déterminé par les parties à la Convention dans la limite d'un montant maximal de 4,7 millions d'euros sur la base des préconisations de l'audit technique que le Délégataire s'engage à diligenter dans les conditions de l'articles 4.5.3.1.2 du cahier des charges, au plus tard 3 ans avant l'échéance normale de la Convention. Les 2 audits permettront de réajuster ce montant.

Appréciations :

Conforme, l'objectif étant un montant égal à 5% du CAPEX soit 4 552 602€

La garantie est jugée très satisfaisante.

- **Garantie apportée par les actionnaires pour garantir leur injection en fonds propres :**

- GAPD conforme au mémoire financier et au plan d'affaires de l'offre ;

Appréciations :

Conforme. La garantie est jugée satisfaisante.

- **Garantie de substitution maison-mère :**

- Pas de plafond.

Appréciations :

La garantie est jugée très satisfaisante.

2.3.2.2. Proposition de notation

	Réunicable	Orange Concessions
La structuration financière au regard notamment des moyens financiers mobilisés, du capital social, et la stabilité de l'actionnariat de la société ad hoc et la solidité des garanties financières	4,0	3,5
Notation sur 5 points		

2.3.2 La gouvernance de la concession (relations entre la société ad hoc et ses actionnaires) (pondération sous-critère : 5 %).

Ce sous-critère a pour objectif de s'assurer de la réalité de l'existence de la société ad hoc. Il se vérifie au travers des articles suivants du Cahier des charges :

- article 5.2 « **Délégataire** » :
 - engagement à créer une société ad hoc domiciliée à Mayotte dédiée à l'exécution de la Convention ;
 - accord préalable et exprès du Délégrant pour toute modification de la détention de la majorité du capital social et du contrôle du Délégataire, sous peine de résiliation possible de la Convention ;
- article 5.2.8 « **Contrats passés avec les tiers** » : les candidats fourniront dans leur offre une description précise de l'organisation qu'ils envisagent d'adopter pour la réalisation des missions de la Convention et un schéma présentant les différents contrats appelés à être conclus entre la société ad hoc et les différents intervenants ;

- article 5.2.9 « **Contrats passés entre la société ad hoc et sa maison-mère** » : les candidats fourniront une note décrivant précisément les relations entre ces sociétés et les modalités d'information du Délégrant à ce sujet et fourniront le cas échéant des modèles de conventions dans lesquels figurent les principales modalités qu'ils s'engagent à reprendre dans les conventions effectivement mises en œuvre ;
- article 5.2.10 « **Contrats passés entre des tiers/sociétés du même groupe et des sous-traitants** » : le Déléataire informera le Délégrant des relations mises en place entre des tiers ou des sociétés du même groupe et des sous-traitants de rangs supérieurs au rang 1 ;
- article 5.2.2 « **Responsabilité** » : le délégataire gardera en toutes circonstances l'entière responsabilité vis-à-vis du Délégrant de la bonne exécution de l'intégralité des prestations qui lui sont confiées.

2.3.2.3. Analyse des offres

Contrôle de la gouvernance de la concession	Réunicable	Orange Concessions
Engagement à créer une société ad hoc	oui : SAS unipersonnelle qui sera implantée à Mayotte et sera enregistrée au RCS de Mamoudzou, des locaux seront alloués à l'activité de l'équipe sur place, équipe décrite.	oui : SAS avec description de l'équipe
Accord préalable et exprès du Délégrant pour toute modification de la détention de la majorité du capital social et du contrôle du Déléataire, sous peine de résiliation possible de la Convention	L'actionnaire unique sera la SAS Réunicable Rien n'est précisé sur les modifications de l'actionariat : s'assurer que dépend de l'accord préalable du Délégrant.	SPV détenue à 100% par Orange Concessions. Stabilité de l'actionariat avec notification préalable Délégrant si cession directe ou indirecte de la majorité du capital social. Les opérations n'entraînant pas la cession de la majorité du capital sont dispensées de notification préalable du Délégrant. Les actionnaires pourront consentir à des nantissements sur les titres qu'ils détiennent dans la SPV.
Contrats passés avec des tiers : description de l'organisation qui sera adoptée pour la réalisation des missions et schémas des contrats envisagés entre la société ad hoc et les autres	La SPV n'aura de relations contractuelles qu'avec la société mère Réunicable + modèle de convention immeuble fournie	La SPV n'aura de relations contractuelles qu'avec Orange Concessions société mère + accords commerciaux avec les FAI + modèles conventions immeuble, lotissement, immeuble neuf

intervenants		
Contrats passés entre la société ad hoc et sa maison-mère : note décrivant précisément les relations entre ces sociétés et les modalités d'information du Délégrant à ce sujet + modèles de conventions avec les principaux termes	<p>Le modèle de contrat d'exploitation entre Réunicable et la société ad hoc est joint à l'offre</p> <p>La société dédiée portera directement le financement du projet, il n'y a donc pas de convention de financement intra-groupe.</p>	Contrat opérationnel entre SPV et Orange Concessions (principaux termes joints)
Contrats passés entre des tiers ou sociétés du même groupe et des sous-traitants : le Délégrataire informera le Délégrant des relations mises en place entre des tiers ou des sociétés du même groupe et des sous-traitants de rangs supérieurs au rang 1	<p>Les sous-traitants de Réunicable (société-mère) sont : ATS, Axians, Eclipse-Newcom, SAT, SOGEA. Il s'agit donc de sous-traitants de rang 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 sous-traitants dont ATS et ECLIPSE pour conception/construction/exploitation ; - 2 sous-traitants seront mobilisés pour TF (ATS et ECLIPSE) ; - un 3ème sous-traitant (Axians est pressenti) viendra renforcer le dispositif sur TO ; - 2 sous-traitants (SAT et SOGEA) compléteront le dispositif pour les travaux de Génie Civil – en renfort des moyens propres aux sous-traitants de déploiement. - des équipes de REUNICABLE appuieront la SPV dans ses relations avec les institutions réglementaires et viendront en support technique, administratif et financier. - pilotage du projet, coordination opérationnelle et contrôle par la SPV. <p>(tableau de répartition des tâches joint au mémoire d'organisation) On comprend qu'il n'y aura pas d'autres rang de sous-traitance (que rang 1) : A vérifier auprès du candidat</p>	<p>Contrat industriel entre Orange Concessions et le groupe Orange pour l'ensemble des prestations pour la conception, la réalisation, l'exploitation technico-commerciale et la maintenance du réseau.</p> <p>Selon son mémoire sur les moyens humains, les partenaires internes au Groupe Orange sont : DORM (Direction Orange Réunion Mayotte), Services centraux Orange (pôle juridique, PCN, finance, comptabilité) et OWF (exploitation commerciale).</p> <p>Orange DORM aura pour prestataires : Orange Marine (câble sous-marin) et des partenaires de travaux</p> <p>On comprend qu'il y aura d'autres rangs de sous-traitance puisque le candidat parle également de PME locales : le schéma de sous-traitance est à vérifier auprès du candidat</p>

Responsabilité : le Délégué gardera en toutes circonstances l'entière responsabilité vis-à-vis du Délégué de la bonne exécution de l'intégralité des prestations qui lui sont confiées.	La SPV portera la responsabilité du succès de déploiement et de l'exploitation du réseau, ainsi que la responsabilité budgétaire du suivi du financement du projet.	Acceptation de principe, mais sans précision.
--	---	---

La proposition des deux candidats est satisfaisante.

2.3.2.4. Proposition de notation

Les propositions des candidats sont satisfaisantes.

	Réunicable	Orange Concessions
La gouvernance de la concession (relations entre la société ad hoc et ses actionnaires) Notation sur 5 points	4	4

2.3.3 Les modalités de suivi et de contrôle par l'Autorité concédante de l'exécution de la Convention et niveau des engagements contractuels (pondération sous-critère : 10 %).

L'article 5.3 du cahier des charges décrit les modalités de contrôle par le Délégué de l'exécution de la Convention qui s'effectue de la manière suivante.

a. L'exercice du pouvoir de contrôle du Délégué

- possibilité pour le Délégué et ses agents de se faire présenter toutes pièces et tous documents ou factures nécessaires à ce contrôle, de procéder à toute vérification comptable, commerciale, administrative et technique utile pour s'assurer que le service est exploité dans les conditions prévues à la Convention et que les intérêts contractuels du Délégué sont sauvegardés ;
 - mise en œuvre de tous moyens pour vérifier la qualité du service et l'effectivité de la couverture ;
 - possibilité d'obtenir la communication de tout document permettant de vérifier la bonne exécution des engagements pris par le Délégué en matière d'insertion/formation ;
- ➔ Les candidats indiquent au Délégué les moyens techniques et humains dont il devra se doter pour mener à bien le contrôle de l'exécution de la Convention.

b. La transmission annuelle des projets de comptes sociaux et de comptes de résultat analytique

c. La production des comptes rendus mensuels (tableaux de bords de l'établissement du

réseau, de son exploitation, de sa commercialisation et état de l'exécution des engagements en matière d'insertion/formation).

→ Les candidats détailleront le contenu des comptes rendus mensuels et transmettent un exemple.

d. La production des comptes rendus trimestriels

→ Les candidats détaillent le contenu des comptes rendus trimestriels et transmettent un exemple.

e. La production de comptes rendus annuels (partie technique et partie financière)

→ Les candidats détaillent le contenu du rapport annuel et transmettent un exemple.

f. La réunion du comité de pilotage

g. La réunion du comité technique

2.3.3.1. Analyse des offres

Contrôle de l'exécution de la Convention	Réunicable	Orange Concessions
Communication de tous documents demandés par le Délégrant et de procéder à toutes vérifications comptable, commerciale, administrative, technique	Acceptation pure et simple de cette obligation par renvoi à l'article 39.1 à 39.3 du projet de Convention de DSP joint au DCE et reproduit sans modifications.	Non précisé
Transmission annuelle des projets de comptes sociaux et comptes de résultats analytiques	Acceptation pure et simple de cette obligation par renvoi à l'article 39.6 du projet de Convention de DSP joint au DCE et reproduit sans modifications. Pas de projets de comptes fournis.	Mention d'une annexe de projets de comptes mais pas disponible parmi les pièces effectivement remises.
Production des comptes rendus mensuels (tableaux de bords de l'établissement du réseau, de son exploitation, de sa commercialisation et état de l'exécution des engagements en matière d'insertion/formation). Les candidats détailleront le contenu des comptes rendus mensuels et transmettent un exemple	Acceptation pure et simple de cette obligation par renvoi à l'article 39.4 du projet de Convention de DSP annexe au DCE et reproduit par le candidat sans modification. Aucun exemple n'est toutefois fourni.	Le Candidat a bien joint en annexe de son mémoire administratif un modèle de compte rendu mensuel adapté au projet. Celui-ci est correctement détaillé et n'appelle pas à de commentaires particuliers.

<p>Production des comptes rendus trimestriels</p> <p>Les candidats détaillent le contenu des comptes rendus trimestriels et transmettent un exemple.</p>	<p>Acceptation pure et simple de cette obligation par renvoi à l'article 39.5 du projet de Convention de DSP joint au DCE et reproduit par le candidat sans modification.</p> <p>Aucun exemple n'est toutefois fourni.</p>	<p>Le Candidat a bien joint en annexe de son mémoire administratif un modèle de compte rendu trimestriel adapté au projet. Celui-ci est correctement détaillé et n'appelle pas à de commentaires particuliers.</p>
<p>Production des comptes rendus annuels (techniques et financiers)</p> <p>Les candidats détaillent le contenu des comptes rendus trimestriels et transmettent un exemple.</p>	<p>Acceptation pure et simple de cette obligation par renvoi à l'article 39.7 du projet de Convention de DSP joint au DCE et reproduit par le candidat sans modification.</p> <p>Aucun exemple n'est toutefois fourni.</p>	<p>S'agissant du <u>volet technique</u>, le Candidat a bien joint en annexe de son mémoire administratif un modèle de compte rendu annuel adapté au projet. Celui-ci est correctement détaillé et n'appelle pas à de commentaires particuliers.</p> <p>S'agissant du volet financier, le Candidat a joint dans la même annexe le détail des documents et informations à produire, qui semble complet sous deux réserves :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Candidat ne précise pas s'il sera en mesure de fournir la liste descriptive des éventuels engagements à incidence financière du Concessionnaire excédant l'échéance normale de la Convention (ex. droits IRU ou de suite) ; - Le Candidat précise que des échanges seront nécessaires avec la Collectivité afin de mesurer la pertinence et la capacité de chacune des parties de produire et de pouvoir exploiter ces données, qui nécessitent un travail considérable de la part du délégataire car non industrialisables.
<p>Réunion du comité de pilotage</p>	<p>Acceptation pure et simple de cette obligation par renvoi à l'article 40 du projet de Convention de DSP joint au DCE et reproduit par le candidat sans modification.</p>	<p>Non précisé</p>

	Précision que le Déléataire sera représenté par le Président de la maison-mère ou par son Directeur Général.	
Réunion du comité technique	<p>Acceptation pure et simple de cette obligation par renvoi à l'article 41 du projet de Convention de DSP joint au DCE et reproduit par le candidat en annexe de son mémoire administratif avec la précision suivante.</p> <p>Précision que le Déléataire sera représenté par le Directeur Général de Réunicable et/ou le Directeur du Réseau d'Accès a minima pendant la période de construction du Réseau.</p>	Non précisé

Les propositions des deux candidats sont jugées satisfaisante.

2.3.3.2. Proposition de notation

	Réunicable	Orange Concessions
Les modalités de suivi et de contrôle par l'Autorité concédante de l'exécution de la Convention et niveau des engagements contractuels Notation sur 10 points	8	8

2.3.4 Synthèse de la notation proposée au titre du critère n°3 – engagements contractuels, dispositifs de suivi et de contrôle par l'Autorité concédante

	Réunicable	Orange Concessions
La structuration financière au regard notamment des moyens financiers mobilisés, du capital social, et la stabilité de l'actionnariat de la société ad hoc et la solidité des garanties financières : notation sur 5 points	4	3,5
Gouvernance de la concession : notation sur 5 points	4	4

Modalités de suivi et de contrôle : notation sur 10 points	8	8
Critère n° 3 : Engagements contractuels, dispositifs de suivi et de contrôle par l'Autorité concédante : notation sur 20 points	16,0	15,5

Document de travail - Confidentiel

2.4 Critère n°4 : Risques assumés par le Délégataire (15%)

Risques assumés par le Délégataire (pondération : 15%) appréciés au regard des éléments suivants :

- valeurs de résiliation de la Convention, (pondération sous-critère : 7,5%)
- modalité de mise en œuvre des mesures coercitives (pondération sous-critère : 7,5%).
Ce sous-critère permettra l'analyse des risques assumés par le délégataire au regard :
 - o des modalités de mise en œuvre des pénalités ;
 - o des modalités de mise en œuvre de l'exécution d'office et de la mise en régie provisoire ;
 - o des modalités de mise en œuvre de la résiliation pour faute ;
 - o des modalités de mise en œuvre des garanties financières proposées ;
 - o de la prise en compte de la résilience des réseaux dans son interprétation de la force majeure et des causes exonératoires de sa responsabilité.

2.4.1 Valeurs de résiliation (pondération sous-critère : 7,5 %)

Le Cahier des charges en ses articles 5.4.4. et 5.5.1 prévoit les cas de résiliation de la Convention.

Tout d'abord, en cas de manquement grave du Délégataire à ses obligations résultant de la Convention, le Département pourra le mettre en demeure d'y porter remède dans un délai adapté, éventuellement prorogeable par le Département.

Dans le cas où le Délégataire ne déférerait pas à la mise en demeure, le Département pourra résilier la Convention à l'expiration du délai fixé ou de la période de prorogation, et ce aux torts exclusifs du Délégataire.

Ensuite, le cahier des charges précise que le Département disposera de la possibilité de résilier unilatéralement la Convention de délégation de service public, pour un motif d'intérêt général. Il avisera le Délégataire de sa décision de résilier unilatéralement la Convention de délégation de service public par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de six (6) mois. L'échéance de ce préavis ou toute autre date fixée dans la décision de résiliation au-delà de ces six mois constituera la date d'effet de la résiliation.

Dans ce cas, le Délégataire aura droit à l'indemnisation intégrale du préjudice subi, calculée selon les règles applicables en matière de délégation de service public, telles que définies par le Conseil d'Etat.

Le cahier des charges prévoit que pour ces deux cas de résiliation, les candidats précisent les modalités de calcul de l'indemnité due au Délégataire dans l'hypothèse de la mise en œuvre de ces cas de résiliation.

Ce sous-critère est pondéré à 7.5% de la note, soit 3.75% par cas de résiliation, cette note traitant à la fois la complétude et les modalités de mise en œuvre de la résiliation et sa valeur.

2.4.1.1 Proposition des candidats

Réunicable

- Résiliation pour faute : le candidat ne s'éloigne pas de ce qui est demandé au Cahier des charges pour ce qui est des modalités de mise en œuvre et précise que les coûts

directs liés à la déchéance du Déléataire sont intégralement à la charge du Déléataire, le délégant ne devant verser à ce dernier que le montant de la VNC des biens de retour qui devrait être nulle, ou d'un montant assez faible si des réinvestissements sont envisagés par le Département en fin de convention. Le montant de l'indemnisation du Déléataire n'est pas plafonné.

- Résiliation pour motif d'intérêt général : le candidat ne s'éloigne pas de ce qui est demandé au Cahier des charges pour ce qui est des modalités de mise en œuvre et précise que pour ce cas de résiliation comme en cas de force majeure le montant de l'indemnité à verser au Déléataire sera versé dans le délai d'un mois à compter de la prise d'effet de la résiliation et doit correspondre à :
 - o Pour les Biens de retour, une somme correspondant à la Valeur des biens construits non amortis ou à leur Valeur Résiduelle Financière si ces biens ont été financés via un crédit-bail majoré éventuellement de la TVA à reverser au Trésor Public. Cette valeur des biens est nette de la part des subventions versées par le Délégant ou tout autre organisme public et qui n'a pas été reprise au compte de résultat de la Délégation lors des exercices précédents cette résiliation. Elle ne peut excéder la Valeur Nette Comptable figurant dans les comptes de la société Déléataire ;
 - o Pour les Biens de reprise, conformément et dans les conditions fixées à l'Article [] de la future Convention un montant représentatif de la valeur économique des biens et qui ne pourra excéder leur valeur nette comptable majoré de la TVA à reverser au Trésor Public ;
 - o Le rachat éventuel des stocks et de pièces de rechange nécessaires à la marche normale de l'exploitation à une valeur déterminée conformément à l'Article [] ;
 - o Une somme représentant l'indemnité pour remboursement anticipé éventuellement due aux organismes financiers du fait de la résiliation des contrats de prêts sans que cette indemnité ne puisse être supérieure à une indemnité actuarielle calculée conformément aux usages. Les modalités de cette indemnité devront être présentées au Délégant dès la finalisation des contrats de prêts et avant leur signature ;
 - o Une somme correspondant à son manque à gagner sur la durée restant à courir du contrat et calculée de la manière suivante :
 - L'intégralité de la valeur actualisée nette (VAN) des résultats nets ;
 - Les indemnités à résiliation des sous-contrats industriels (hors contrats de financement) dans les limites suivantes :
 - au titre du contrat de conception-construction une indemnité correspondant à quinze pour cent (15%) du montant hors taxe des études ou travaux restant à réaliser dans la limite des trente (30) prochains mois ;
 - au titre du contrat d'exploitation-maintenance une indemnité correspondant à dix pour cent (10%) du montant hors taxe des prestations restant à exécuter dans la limite des cent vingt (120) prochains mois.
- Les conditions de ruptures du contrat de conception-construction et du contrat d'exploitation-maintenance conclus par le Déléataire

figureront en annexe' de la convention, lesquelles sont seules opposables au Délégrant.

Les clauses proposées sont assez classiques dans leur formulation, sauf pour les deux derniers sous-points, qui tendent à indemniser le manque à gagner des sous-traitants du Délégataire. Celui-ci disposant de la liberté contractuelle pour le choix de ses sous-traitants, il semble étonnant dans la pratique de prévoir l'indemnisation du manque à gagner des sous-traitants simplement parce qu'ils appartiennent au même groupe que le Délégataire.

Orange Concessions

- Résiliation pour faute : Le candidat ne traite pas cette hypothèse ;
- Résiliation pour motif d'intérêt général : Le candidat ne traite pas cette hypothèse.

2.4.1.2 Synthèse et Proposition de notation

	Réunicable	Orange Concessions
Valeurs de résiliation : notation sur 7,5 points	6	0

2.4.2 Modalité de mise en œuvre des mesures coercitives (7,5 %)

Le Cahier des charges décrits les modalités de mise en œuvre des mesures coercitives. Ce sous-critère permet l'analyse des risques assumés par le délégataire au regard des éléments suivants :

a. Pénalités

- l'article 5.5.2 du Cahier des charges, liste un nombre non exhaustif de pénalités qui doit figurer dans l'offre finale des candidats ;
- les autres modalités d'application des pénalités (avec ou sans mise en demeure, caractère libératoire ou pas, plafonnement) sont précisées par les candidats dans leurs offres finales.

b. Exécution d'office et mise en régie provisoire

Selon l'article 5.4.3 du Cahier des charges, en cas de manquement du Délégataire l'une ou plusieurs de ses obligations, le Délégrant pourra lui adresser une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, l'informant des manquements constatés et lui accordant un délai adapté pour rétablir la situation.

Dans le cas où le Déléataire ne déférerait pas à la mise en demeure dans le délai imparti, le Département pourra procéder à la mise en régie provisoire, totale ou partielle, en exécutant directement ou en faisant exécuter tout ou partie des obligations incombant au Déléataire dans le cadre de la Convention, et ce aux risques, frais et périls du Déléataire.

La mise en régie cessera dès lors qu'il aura été remédié au manquement signifié.

L'application de la mise en régie ne fera pas obstacle ni à l'application des pénalités, ni à l'action de déchéance.

c. Modalités de mise en œuvre de la résiliation pour faute

Selon l'article 5.4.4 du Cahier des charges, en cas de manquement grave du Déléataire à ses obligations résultant de la Convention, le Département pourra le mettre en demeure d'y porter remède dans un délai adapté, éventuellement prorogeable par le Département.

Dans le cas où le Déléataire ne déférerait pas à la mise en demeure, le Département pourra résilier la Convention à l'expiration du délai fixé ou de la période de prorogation, et ce aux torts exclusifs du Déléataire.

Les frais de déchéance du Déléataire seront intégralement à la charge de celui-ci.

Les Candidats préciseront dans leurs offres la méthode de calcul des frais de déchéance en cas de manquement grave du Déléataire.

d. Modalités de mise en œuvre des garanties financières

- e. les Candidats devront justifier **la prise en compte de la résilience des réseaux** dans son interprétation de la force majeure et des causes exonératoires de leur responsabilité.

1.1.1.1. Analyse des offres

i. Modalités de mise en œuvre des pénalités

i. 1. Typologie des pénalités

Pénalités liées au déploiement du réseau

Liste des pénalités du cahier des charges	Application des pénalités	Réunicable	Orange Concessions
Retard dans le calendrier de remise au Concédant des études de conception APS/EXE	Fait générateur	Au-delà de 30 jours de retard dans la remise des études APS/EXE	Constatation lors d'un contrôle semestriel par l'Autorité concédante sur la base des deux derniers comptes-rendus du comité de suivi.
	Montant	20€ « par volume de prise en retard » par rapport au calendrier de remise au délégant des études de conception APS/EXE	225 euros par jour ouvré de retard par dossier APS/EXE

Retard dans le calendrier de déploiement du Réseau sur le(s) volet(s) concessif(s), jusqu'à la remise exhaustive des DOE	Fait générateur	Néant	Retard dans la remise d'un ou plusieurs DOE ZAPM par rapport aux étapes du calendrier figurant à la Convention.
	Montant	Néant	225 euros par jour ouvré de retard et par DOE par rapport aux étapes du calendrier figurant à la Convention.
Retard dans la complétude d'une ZAPM	Fait générateur	Prise non ouverte à la commercialisation dans un délai de 54 mois à compter l'entrée en vigueur de la Convention, par rapport à l'engagement cumulé de prises à réceptionner au cours des 5 premières années (prise ouverte à la commercialisation = local ayant fait l'objet d'un déploiement jusqu'au PBO et déclaré dans le fichier IPE).	En cas de non-respect des engagements de complétude en 60 mois de l'ensemble des ZAPM à compter de la mise à disposition du PM. Cette pénalité ne pourra s'appliquer que pour la durée couvrant le retard n'ayant pas déjà fait l'objet d'une sanction au titre de la pénalité précédente.
	Montant	40 euros par prise non ouverte à la commercialisation	225 euros par jour ouvré de retard et par ZAPM concernée
Retard dans le délai de réalisation des Raccordements terminaux	Fait générateur	Néant	En cas de retard dans la réalisation des Raccordements terminaux des Logements légaux réalisés « en mode OI », hors Raccordements longs, au-delà du délai d'un mois minimum à compter de la date de validation de la commande
	Montant	Néant	7 euros par prise et par jour ouvré de retard

Liste des pénalités alternatives ou supplémentaires des candidats	Application des pénalités	Réunicable	Orange Concessions
Tenue des délais de levée de réserves	Fait générateur	Retard dans la levée des réserves (y compris mineures) des prises annuelles (ouvertes à la commercialisation ou à la livraison des DOE correspondant au volume de prises annuelles) faisant l'objet d'une levée de réserves	Néant
	Montant	5 euros par prise faisant encore l'objet de réserve à la fin du trimestre suivant la fin d'année correspondante	Néant

Orange Concessions respecte les prescriptions des pénalités prévues par le cahier des charges, sauf pour ce qui concerne les raccordements car le cahier des charges prévoit une date limite de réalisation d'un raccordement en 16 jours ouvrés à compter de la commande (et non un mois minimum comme précisé dans l'offre du Candidat).

Les modalités de mise en œuvre ne sont pas systématiquement lisibles, le candidat n'ayant pas respecté le format de présentation exigé par le cahier des charges [fait générateur, mise en œuvre, montant], mais il apporte des éléments d'analyse.

Réunicable respecte la typologie des pénalités prévues par le cahier des charges, sauf pour ce qui concerne les retards dans le calendrier de déploiement du Réseau sur le(s) volet(s)

concessif(s) jusqu'à la remise exhaustive des DOE, ainsi que la pénalité relative au retard dans le délai de réalisation des Raccordements terminaux.

Les modalités de mise en œuvre sont peu lisibles, le candidat n'ayant pas respecté le format de présentation exigé par le Cahier des charges (fait générateur, mise en œuvre, montant).

Pénalité liée aux réserves de capacité

Liste des pénalités du cahier des charges	Application des pénalités	Réunicable	Orange Concessions
Retard dans la mise en conformité des réserves de capacité du Réseau	Fait générateur	Non-respect du délai pour assurer la reconstitution des réserves de capacité du réseau	Dépassement de la date prévisible de fin des travaux de désaturation décidée en concertation par les Parties en comité de suivi Le respect de cet engagement sera contrôlé annuellement
	Montant	40 euros par prise concernée	500 euros par jour ouvré de retard

Orange Concession respecte la typologie prévue par le cahier des charges mais ne différencie pas selon les segments.

Les modalités de mise en œuvre sont peu lisibles, le candidat n'ayant pas respecté le format de présentation exigé par le cahier des charges (fait générateur, mise en œuvre, montant).

Un montant de pénalité ne reposant pas sur le nombre de prises ou a minima ZAPM, s'agissant du volet de la desserte, peut limiter la portée de cette pénalité.

Réunicable respecte la typologie des pénalités prévues par le Cahier des charges et précise uniquement le segment de la desserte.

Les modalités de mise en œuvre sont peu lisibles, le candidat n'ayant pas respecté le format de présentation exigé par le cahier des charges (fait générateur, mise en œuvre, montant).

Pénalités liées à la disponibilité du service

Liste des pénalités du cahier des charges	Application des pénalités	Réunicable	Orange Concessions
Non-respect des engagements de remise en service suite à un incident	Fait générateur	Fermeture d'un ticket d'incident liée à une interruption au-delà du délai convenu dans le contrat, sauf travaux de génie civil à refaire, de câble de plus de 60 fibres à souder, ou d'impossibilité d'intervenir pour des causes exogènes au délégataire (aléa climatique ou tout risque sur la sécurité liée à l'intervention sur le réseau)	Signalement d'un incident intervenu en aval du Point de Mutualisation entraînent un non-respect du taux de QoS cible
	Montant	200€ par ticket d'incident clôturé en retard.	500€ par point d'écart inférieur au taux de respect par rapport à la valeur cible fixée, soit 90% dans un délai de rétablissement de 20 jours ouvrés après le signalement, 100% dans un délai de rétablissement de 60 jours ouvrés après le signalement.

Non-respect des engagements de livraison du Service	Fait générateur	Néant	
	Montant	Néant	
Non-respect des délais d'intervention et de rétablissement en phase de vie du réseau	Fait générateur	Néant	<p>Suite à un signalement par un Usager du Réseau lors d'un incident majeur* (ouverture d'un ticket d'incident), non-respect des délais d'intervention / rétablissement à raison de 10 heures ouvrées par jour ouvré</p> <p>Le décompte du délai est suspendu en dehors des heures ouvrées, pendant l'attente des autorisations administratives nécessaires à l'intervention le cas échéant, pendant l'attente et l'intervention de moyens spéciaux ne relevant pas de la responsabilité du Concessionnaire rendues nécessaires par la cause de l'incident le cas échéants (accidents, incendies, etc).</p> <p>*Incident Majeur Localisé défini comme étant un incident (i) entrant dans le champ de responsabilité du Concessionnaire hors travaux programmés, et (ii) dont l'impact concerne plus de 200 clients finals ou 5 Entreprises / sites publics et (iii) trouvant sa cause dans un seul site du Réseau</p>
	Montant	Néant	<ul style="list-style-type: none"> 100 € par heure : de la 1^{ère} à la 4^{ème} heure ouvrée de retard incluse 200 € par heure : de la 5^{ème} à la 18^{ème} heure ouvrée de retard incluse 100 € par heure ouvrée : au-delà de la 18^{ème} heure Plafonnement à 10 000 € par incident majeure localisé

Liste des pénalités alternatives ou supplémentaires des candidats	Application des pénalités	Reunicable	Orange Concessions
En cas de non-atteinte des engagements de qualité des services, tels que fixés dans les offres décrites dans le catalogue de service du candidat	Fait générateur	A voir au cas par cas dans les offres, le fait générateur étant la non-atteinte des engagements de qualité décrit pour chacune des offres.	Néant
	Montant	5€ par 4 heures HO par client de l'Opérateur Usager concerné	Néant

Orange Concessions respecte la typologie des pénalités prévues par le cahier des charges, sauf en ce qui concerne la pénalité pour non-respect des engagements de livraison des Services.

Les modalités de mise en œuvre sont parfois peu lisibles, le candidat n'ayant pas respecté le format de présentation exigé par le cahier des charges (fait générateur, mise en œuvre, montant).

Réunicable ne respecte pas la typologie des pénalités prévues par le cahier des charges, à l'exception de la pénalité liées au non-respect des engagements de remise en service suite à un incident. Le candidat a toutefois proposé une pénalité alternative relevant de la non-atteinte des engagements de qualité des services des offres décrites dans le catalogue de services du candidat. Cela rend peu lisible son offre nécessitant de prendre en compte chaque pénalité au cas par cas selon les offres spécifiques décrites à son catalogue de services.

Les modalités de mise en œuvre sont peu lisibles, le candidat n'ayant pas respecté le format de présentation exigé par le cahier des charges (fait générateur, mise en œuvre, montant).

Pénalité liée aux opérations de densification

Liste des pénalités du cahier des Charges	Application des pénalités	Reunicable	Orange Concessions
Retard dans la réalisation des opérations de densification	Fait générateur	En cas de constat de non-respect des obligations de densification	En cas de constat de non-respect des obligations de densification (à partir de la date prévisible de fin de travaux définie par les Parties en Comité de suivi)
	Montant	40 euros par prise en densification non réalisée	50 euros par jour ouvré de retard

Les modalités de mise en œuvre sont claires pour Orange Concessions, le candidat ayant respecté le format de présentation exigé par le cahier des charges (fait générateur, mise en œuvre, montant) mais en imposant une mise en demeure préalable, ce qui réduit la portée de la pénalité.

Réunicable n'a pas décrit les modalités précises de mise en œuvre.

Autres pénalités prévues dans la Cahier des charges

Liste des pénalités du cahier des charges	Application des pénalités	Réunicable	Orange Concessions
Retard dans la mise en place du système d'information	Fait générateur	Néant	expiration d'un délai de neuf (9) mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention
	Montant	Néant	250 € par jour ouvré de retard
Retard dans l'intégration de la dernière version des protocoles Interop Fibre	Fait générateur	Néant	non-respect du délai de référence de 6 mois pour l'intégration de la dernière version des protocoles Interop Fibre ou tout autre protocole émanant d'une instance se substituant à Interop Fibre
	Montant	Néant	300 € par jour ouvré de retard
Retard dans la mise à disposition d'un accès Extranet Délégrant, ou	Fait générateur	Néant	constat, à la date d'anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention, de l'absence des

absence d'exhaustivité du contenu attendu			données ou d'un lien pour plus de deux items parmi ceux listés dans la Convention, lorsque plus de deux items sont non renseignés, directement ou par liens.
	Montant	Néant	<ul style="list-style-type: none"> - en cas de d'absence complète des données => 300 € par jour ouvré de retard, sans mise en demeure préalable ; - en cas d'absence d'exhaustivité du contenu attendu => 300 € par jour ouvré de retard, après mise en demeure préalable laissant au Concessionnaire un délai d'un mois minimum pour se mettre en conformité ; à défaut la pénalité pourra être appliqué dès le premier jour de retard.
Indisponibilité de l'accès Extranet Délégrant pendant plus de 48 heures	Fait générateur	Néant	au-delà de 48h continues d'indisponibilité, hors cas de maintenance programmée notifiée à l'Autorité Concédante
	Montant	Néant	300 € par jour ouvré d'indisponibilité
Retard apporté à la communication ou à la communication incomplète de tout document prévu par la Convention, notamment les rapports annuels/mensuels/trimestriels, les données de format GRACE THD, l'état des stocks, les contrats de financement.	Fait générateur	quinze (15) jours de retard à compter du délai fixé par le Délégrant ou prévu dans la Convention	retard dans la communication des rapports annuels, trimestriels, mensuels, contrats de financement, contrats passés avec les tiers, état des stocks, données au format Grâce THD.
	Montant	500 € par jour de retard	<ul style="list-style-type: none"> - en cas d'absence de communication => 100 € par jour ouvré de retard - en cas de communication incomplète => 100 € par jour ouvré de retard, après mise en demeure préalable laissant au Concessionnaire un délai d'un mois minimum pour se mettre en conformité ; à défaut la pénalité pourra être appliqué dès le premier jour de retard
Retard dans le calendrier de libération du capital	Fait générateur	Néant	Néant
	Montant	Néant	Néant
Retard dans la fourniture ou dans le renouvellement des garanties	Fait générateur	Néant	Néant
	Montant	Néant	Néant
Retard dans la fourniture ou dans le renouvellement des attestations d'assurance	Fait générateur	Néant	Néant
	Montant	Néant	Néant
Non-respect de l'engagement en	Fait générateur	constat du manquement sur le bilan annuel versé au	contrôle annuel

matière de formation		rapport annuel	
	Montant	30 € par heure de formation non réalisée	35 € par heure de formation non réalisée
Non-respect de l'engagement de respect de l'environnement	Fait générateur	Néant	en cas de contrôle antipollution des véhicule ou de manquement constaté à l'obligation de traitement des déchets
	Montant	Néant	<ul style="list-style-type: none"> - 200 € pour chaque contrôle antipollution des véhicules pas satisfaisant ; - 200 € par manquement constaté à l'obligation de traitement des déchets
Pénalités liées à la clause sociale d'insertion professionnelle : non-respect des heures d'insertion prévues au Contrat	Fait générateur	constat du manquement sur le bilan annuel versé au rapport annuel	contrôle annuel
	Montant	trois fois le montant du SMIC horaire par heure d'insertion non réalisée	trois fois le montant du SMIC horaire par heure d'insertion non effectuée
Pénalités liées à la clause sociale d'insertion professionnelle : retard dans la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions en insertion	Fait générateur	pas précisé	pas précisé
	Montant	100 € par document et par jour à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur	100 € par document et par jour ouvré à l'issue d'un délai de 20 jours ouvrés courant dès la réception par le Concessionnaire de la mise en demeure par l'Autorité Concédante

Orange Concessions respecte la typologie des pénalités prévues dans le Cahier des Charges, sauf en ce qui concerne les pénalités relatives au retard dans le calendrier de libération du capital, dans la fourniture ou dans le renouvellement des garanties, dans la fourniture ou dans le renouvellement des attestations d'assurance.

Les modalités de mise en œuvre sont assez claires, le candidat ayant respecté, dans la majorité des cas, le format de présentation exigé par le cahier des charge (fait générateur, mise en œuvre, montant).

Réunicable ne prévoit pas un certain nombre des pénalités prévues dans le cahier des charges, à savoir, le retard dans la mise en place du système d'information, dans l'intégration de la dernière version des protocoles Interop Fibre, dans la mise à disposition d'un accès Extranet Délégrant, l'indisponibilité de l'accès Extranet Délégrant pendant plus de 48 heures, le retard dans le calendrier de libération du capital, dans fourniture ou dans le renouvellement des garanties, dans la fourniture ou dans le renouvellement des attestations d'assurance, le non-respect de l'engagement de respect de l'environnement.

En outre, les pénalités relatives à la communication de documents ne semblent pas s'appliquer en cas d'incomplétude des documents transmis, contrairement à ce qui est prévu dans le cahier des charges.

Les modalités de mise en œuvre sont assez claires, le candidat ayant respecté le format de présentation exigé par le cahier des charge (fait générateur, mise en œuvre, montant).

Appréciation sur la typologie des pénalités :

Orange Concession : Satisfaisant

Réunicable : Moyennement Satisfaisant

i. 2. Autres modalités de mise en œuvre des pénalités

Liste des modalités	Réunicable	Orange
Mise en demeure	mise en demeure de se mettre en conformité dans un délai qui ne peut être inférieur à un (1) mois.	Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable sauf dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> - retard dans la mise en conformité des réserves de capacité du Réseau ; - retard dans la réalisation des opérations de densification du Réseau ; - absence d'exhaustivité du contenu attendu au titre de la mise à disposition d'un accès Extranet Délégrant ; - communication incomplète des documents prévus à la Convention - non-respect des prescription pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion.
Plafond des pénalités	Le Candidat propose que le plafond des pénalités soit limité au montant des GADP, à savoir : <u>Pour la phase construction</u> , 5,6 M€ pour un nombre de prises déployées en deçà de 1 000. (~6% du montant des investissements de premier établissement du réseau). Puis dégressivité : <ul style="list-style-type: none"> • Plus de 1 000 prises : 5 500 000 € • Plus de 20 000 prises : 3 800 000 € • Plus de 40 000 prises : 2 200 000 € • Plus de 55 000 prises : 800 000 € • 63 200 : 0 euro Ce montant pourra être ajusté sur la base des préconisations de l'audit technique que le Délégataire s'engage à	Le Candidat propose que les pénalités prévues soient plafonnées de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> - pour les pénalités liées aux obligations de conception et de construction du Réseau, se terminant après l'approbation de l'ensemble des DOE initiaux de la totalité des ZAPM du Réseau => 0,8M€ pour la TF, 2M€ si la TO n°1 est affermie et 4M€ si les deux TO sont affermies ; - pour les pénalités liées aux obligations d'exploitation du Réseau (dès la date de première Mise en service du Réseau) => plafond annuel égal à 2% du CA annuel du Concessionnaire.

	<p>diligenter.</p> <p><u>Pour la phase exploitation</u>, 2,7 millions d'euros ;</p> <p><u>Pour les pénalités relatives à la production de documents cumulés</u>, le plafond est limité au montant des GAPD au moment de leur application.</p> <p>Le Candidat précise, enfin, que l'atteinte des plafonds proposés est constitutive d'une faute du Déléataire susceptible d'entraîner la résiliation de la Convention pour faute.</p>	<p>- pour les pénalités liées au respect des engagements en matière de responsabilité sociale d'entreprise => plafond de 0,3M€ pour la TF, 1,1 M€ si la TO n°1 est affermée et 3M€ si les deux TO sont affermées.</p>
Caractère non libératoire	Les pénalités ne sont libératoires des actions en responsabilité à l'égard du Déléataire.	Les pénalités auront un caractère libératoire et exclusif de toute autre réparation, à l'exception des actions de mise en régie ou de déchéance.
Force majeure et causes exonératoires	interdiction d'application des pénalités, sous réserve que le délégataire justifie avoir fait toute diligence pour éviter ou limiter les dommages	<p>Le Candidat attire l'attention sur la nécessité de tenir compte des particularités mahoraises pour la définition des causes exonératoires, en particulier les événements relevant de la sécurité du personnel, de l'incertitude attachées aux volumes de prises à déployer (densifications, logements, rendus légaux etc.) et l'évolution atypique des conditions économiques.</p> <p>Le Candidat dresse par la suite une longue liste non exhaustive de causes exonératoires.</p> <p>Pour ces cas limitativement énumérés, le candidat prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ s'ils surviennent il en informera le Délégant dans 1 délai de 3 semaines ; ▪ puis, dans un délai de 2 semaines les parties se concertent pour apprécier l'existence de la cause identifiée et ses

		conséquences ; ▪ enfin elles se rapprocheront pour remédier à la situation engendrée, notamment en cas de pérennisation de l'évènement au-delà de 6 mois.
Mise en régie ou déchéance	L'atteinte des plafonds susvisés est constitutive d'une faute du Déléataire susceptible d'entraîner la résiliation de la Convention pour faute.	Pas précisé.

Appréciation sur les modalités de mise en œuvre des pénalités :

La proposition du candidat **Réunicable** est satisfaisante, toutefois le plafond des pénalités proposé n'est pas suffisant, l'objectif étant un plafond de pénalités égal à 10% de la valeur du contrat.

La proposition du candidat **Orange Concessions** est assez peu satisfaisante, en raison des motifs suivants :

- le caractère libératoires des pénalités, qui interdit toute possibilité d'indemnisation du Délégrant des conséquences d'un manquement.
- le plafond des pénalités apparaît insuffisant, l'objectif étant un plafond égal à 10% de la valeur du Contrat.

les pénalités liées au respect des engagements en matière de responsabilité sociale d'entreprise sont plafonnées à hauteur de 2 millions d'euros.

- la liste très longue et non exhaustive des cas de force majeure et causes exonératoires qui décharge de manière trop importante le Candidat de sa prise de risque :
 - la destruction, dégradation ou détérioration d'un bien composant le Réseau dont la cause est extérieure au Concessionnaire ;
 - une interruption de l'alimentation électrique d'une infrastructure constitutive du Réseau pour un motif extérieur au Concessionnaire, pour une durée supérieure à douze (12) heures consécutives ;
 - la survenance d'un événement climatique ou géologique exceptionnel ne présentant pas pour autant les caractéristiques d'un cas de force majeure, en ce compris le passage d'un cyclone tropical ou d'une tempête tropicale ;
 - l'impossibilité pour le Concessionnaire ou de l'un de ses sous-traitants d'exécuter une des missions de la Convention suite à la survenance d'un événement ne permettant pas le respect de conditions de travail conformes à la réglementation en vigueur en matière de droit du travail, aux règles de sécurité individuelle et collective, et à la protection et des biens et des personnes ;
 - l'impossibilité d'obtenir les autorisations sur le domaine public ou privé nécessaires au déploiement du Réseau lorsque le Concessionnaire rapporte la

preuve à l'Autorité concédante qu'il a mis en œuvre toutes les actions nécessaires pour obtenir lesdites autorisations ;

- les retards imputables à la conclusion et/ou l'exécution des conventions visées par l'article L.49 du CPCE, suite à la demande d'une collectivité territoriale, d'un groupement de collectivités territoriales ou d'un opérateur de communications électroniques et précisant, conformément à l'article précité, les conditions techniques, organisationnelles et financières de la réalisation des travaux communs.
- une impossibilité – ou un délai supérieur à trois (3) mois - à signer une convention de pose de câbles à fibres optiques sur des infrastructures tierces (Enedis, Arteria, Syndicats d'électrification, ...), le Concessionnaire devant dans ce cas faire la preuve à l'Autorité concédante des démarches multiples et répétées qu'il a entreprises à l'égard de ce tiers ;
- les injonctions administratives ou judiciaires de suspendre, ou d'arrêter tout ou partie des travaux, ou ayant pour effet de renchérir substantiellement l'exécution de la Convention non imputables au Concessionnaire ;
- la découverte de vestiges archéologiques ;
- les grèves nationales ou locales affectant la réalisation ou l'exploitation du Réseau, à l'exception des grèves du personnel du Concessionnaire, ou de ses sous-traitants, fournisseurs ou prestataires ;
- en cas de troubles de toutes natures liées à des mesures de police temporaires et non prévisibles ;
- en cas d'évènements imprévisibles impactant l'approvisionnement en matériaux, équipements ou services nécessaires à l'exécution de la Convention ;
- la faute de l'Autorité concédante, notamment une absence ou un retard de versement au Concessionnaire de la participation publique prévue à l'article [•] de la Convention sur les jalons précédents les travaux et pour le délai de retard y afférent s'agissant des pénalités relatives à la conception et au déploiement ;
- en cas de retard dans la mise à disposition des ouvrages du Réseau imputables aux gestionnaires de la voirie, d'infrastructures ou de superstructures, notamment d'autres réseaux, non imputables à un fait du Concessionnaire.

ii. *Modalités de mise en œuvre de l'exécution d'office et de la mise en régie provisoire*

L'article 5.5.4. du Cahier des charges prévoit qu'en cas de manquement du Délégitaire à l'une ou plusieurs de ses obligations, le Concédant pourra lui adresser une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, l'informant des manquements constatés et lui accordant un délai adapté pour rétablir la situation.

Dans le cas où le Délégitaire ne déférerait pas la mise en demeure dans le délai imparti, le Département pourra procéder à la mise en régie provisoire, totale ou partielle, en exécutant directement ou en faisant exécuter tout ou partie des obligations incombant au Délégitaire dans le cadre de la Convention, et ce aux risques, frais et périls du Concessionnaire.

La mise en régie cessera dès lors qu'il aura été remédié au manquement signifié.

L'application de la mise en régie ne fera pas obstacle ni à l'application des pénalités, ni à l'action de déchéance.

	Réunicable	Orange
Exécution d'Office	Acceptation pure et simple de l'article 43.1 du projet de DSP, joint au DCE, et reproduit par le Candidat en annexe de son mémoire administratif sans y apporter des modifications.	pas précisé
Mise en régie	Acceptation pure et simple de l'article 43.2 du projet de DSP, joint au DCE, et reproduit par le Candidat en annexe de son mémoire administratif sans y apporter des modifications.	pas précisé

La proposition de **Réunicable** est très satisfaisante puisqu'il accepte les conditions d'application prévues aux articles 43.1 et 43.2 du projet de DSP annexé au DCE.

La proposition d'**Orange Concessions** est assez peu satisfaisante, puisque le Candidat n'apporte pas de précision à cet égard dans son offre finale.

iii. *Modalité de mise en œuvre de la résiliation pour faute*

Liste des modalités	Réunicable	Orange
Motifs de la résiliation pour faute	Acceptation pure et simple des motifs de résiliation, prévue à l'art. 44 du projet de DSP, joint au DCE sans y apporter des modifications.	pas précisé
Modalités de mise en œuvre de la résiliation pour faute	Acceptation pure et simple des modalités de mise en œuvre de la résiliation pour faute, prévue à l'art. 44 du projet de DSP, joint au DCE, sans y apporter des modifications.	pas précisé
Indemnités de résiliation	Le Candidat propose que l'indemnité en cas de résiliation pour faute soit égale à la différence entre les montants (A) et (B) suivants : - (A) la valeur des Biens de retour soit la valeur nette comptable des investissements portés par le Déléataire déduction faite de la part des subventions	pas précisé

	<p>reçues du Délégrant non encore reprise au compte de résultat et du reversement de la TVA initialement récupérée au titre des investissements si le Délégataire y est obligé dans le cadre des dispositions du Code général des impôts ;</p> <p>(B) étant le montant égal :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ le préjudice direct réellement subi par le Délégrant provoqué par la cessation anticipée de la Convention , strictement nécessaire pour assurer la cessation de la Convention et dûment et objectivement justifié par le Délégrant dans son principe et son montant (dont les coûts directs et indirects liés à la Déchéance du Délégataire) ; ○ Les sommes restantes dues au titre des redevances visées à l'Article 30 et des produits constatés d'avance au titre des raccordements terminaux et des IRU non encore repris au compte de résultat à la date de résiliation. Le montant de l'indemnité défini ci-dessus s'entend net de TVA. 	
--	--	--

La proposition de **Réunicable** est satisfaisante, puisque le Candidat accepte les motifs de résiliation pour faute et les modalités d'application prévus au projet de contrat de DSP annexé au DCE. En outre, il propose une formule d'indemnisation limitée à la VNC, déduction faite du montant du préjudice subi par le Délégrant et des sommes restant dues à ce dernier.

La proposition d'**Orange Concessions** est assez peu satisfaisante, puisque le Candidat n'apporte pas aucune précision à cet égard dans son offre finale.

iv. Modalité de mise en œuvre des garanties financières proposées

Orange Concessions

- **GAPD bancaire construction :**

- entre en vigueur à compter de la signature de la Convention soit dans les 2 mois suivant l'entrée en vigueur de la Convention selon l'art. 5.2.6 du Cahier des charges ;
- tout paiement devra être fait dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception de la demande, sans compensation avec des sommes qui pourraient être dues par le Délégrant au Garant (établissement bancaire).
- la garantie pourra être mise en jeu afin d'assurer les paiements suivants au Délégrant :
 - paiement de toutes sommes qui seraient dues au titre des mesures coercitives prévues à la Convention liées à la conception et au déploiement du Réseau ;
 - paiement des sommes dues au titre des dépenses engagées par la reprise de la Convention en cas de mise en régie provisoire décrétée par le Délégrant en conséquence des manquements du Délégataire à ses obligations liées à la conception et au déploiement du Réseau telles que définies aux articles [.] de la Convention ;
 - paiement des sommes dues en cas de déchéance du Délégataire décrétée par le Délégrant en conséquence des manquements graves ou répétés du Délégataire à ses obligations liées à la conception et au déploiement du Réseau telles que définies aux articles [.] de la Convention ;
 - paiement des sommes nécessaires à l'achèvement des études et travaux de conception et de déploiement du Réseau conformément à la Convention et ce, en cas de défaillance du Délégataire dans l'achèvement du réseau ;
 - paiement de toutes sommes dues en raison des dépenses engagées en raison des mesures prises, aux frais du Délégataire, pour assurer la sécurité publique.

Appréciations :

La liste des cas de mise en jeu est contraignante, il aurait été préférable de ne pas mettre une liste exhaustive.

Cette liste ne fait pas en outre mention de la mise en jeu de la GAPD pour garantir le paiement des redevances qui seraient dues par le Délégataire au Délégrant, en contrepartie de la mise à disposition d'ouvrages et équipements constitutifs du Réseau, car le candidat ne propose pas de redevance d'affermage ou de produits constatés d'avance.

On ne sait pas, à la lecture du mémoire administratif, si une seule garantie qui sera souscrite à la signature du contrat portant sur l'intégralité du montant proposé, toutes tranches confondues, ou si les garanties se rapportant aux deux tranches optionnelles est conditionné à leur affermissement.

Les modalités d'application de la garantie sont satisfaisantes.

- **GAPD bancaire exploitation :**

- émise dès la mise en service du premier tronçon du réseau pour la durée résiduelle de la Convention ;
- durée : 5 ans après sa signature et sera ensuite prorogée par tacite reconduction pour 6 périodes successives de 5 ans. S'assurer auprès du candidat que le montant de la GAPD est également renouvelé tous les 5 ans, car cela n'est pas précisé, à priori ce n'est pas le cas ;
- tout paiement devra être fait dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception de la demande, sans compensation avec des sommes qui pourraient être dues par le Délégrant au Garant (établissement bancaire).
- la garantie pourra être mise en jeu afin d'assurer les paiements suivants au Délégrant :
 - paiement de toutes sommes qui seraient dues au titre des mesures coercitives prévues à la Convention liées à l'exploitation du réseau ainsi qu'à l'insertion sociale et à l'environnement ;
 - les sommes dues au titre de la mise à disposition des ouvrages et équipements constitutifs du réseau ;
 - les sommes dues au titre des dépenses engagées par la reprise de la Convention en cas de mise en régie provisoire décrétée par le Délégrant en conséquence des manquements du Délégataire à ses obligations liées à l'exploitation du Réseau, à l'insertion sociale et à l'environnement telles que définies aux articles [▪] de la Convention ;
 - les sommes dues en cas de déchéance du Délégataire décrétée par le Délégrant en conséquence des manquements graves ou répétés du Délégataire à ses obligations liées à l'exploitation du Réseau, à l'insertion sociale et à l'environnement telles que définies aux articles [▪] de la Convention;
 - les sommes dues au titre de la remise des ouvrages et équipements du Réseau en fin de Convention (le candidat propose également une GAPD propre à la remise en état du réseau).

Appréciations :

La liste des cas de mise en jeu est contraignante, il aurait été préférable de ne pas mettre une liste exhaustive.

Cette liste ne fait pas en outre mention de la mise en jeu de la GAPD pour garantir le paiement des redevances qui seraient dues par le Délégataire au Délégrant, en contrepartie de la mise à disposition d'ouvrages et équipements constitutifs du Réseau

On ne sait pas clairement dans le mémoire administratif, si une seule garantie sera souscrite à la mise en service du premier tronçon qui englobera l'intégralité du montant proposé, concernant toutes tranches, ou si la souscription des garanties se rapportant aux deux tranches optionnelles sont conditionnées par leur affermissement ;

Les modalités d'application de la garantie sont satisfaisantes.

- **GAPD bancaire remise en état du réseau :**

- rien n'est précisé concernant l'ajustement de ce montant par rapport aux

résultats des audits de fin de Convention, c'est un point qui devra être précisé par le candidat ;

- entre en vigueur à compter de sa signature, soit 2 ans avant la date du terme normal de la Convention, selon l'article 5.2.6 du Cahier des charges ;
- tout paiement devra être fait dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception de la demande, sans compensation avec des sommes qui pourraient être dues par le Délégrant au Garant (établissement bancaire) ;
- assurer le paiement des sommes dues au Délégrant pour la remise des ouvrages et équipements en fin de Convention dans un état de fonctionnement conforme aux exigences de la Convention (le cahier des charges précisant « parfait état de fonctionnement »).

Appréciations :

Rien n'est précisé quant à l'ajustement du montant en fonction des deux audits de fin de Convention.

Il ne ressort pas clairement du mémoire administratif, si une seule garantie sera souscrite pour la remise en état de l'ensemble du réseau et qui portera, donc, sur l'intégralité des tranches, ou si la souscription des garanties se rapportant aux deux tranches optionnelles sont conditionnées par leur affermissement.

Les modalités d'application de la garantie sont satisfaisante.

- **Garantie apportée par les actionnaires pour garantir leur injection en fonds propres :**

Orange Concessions s'engage à se porter fort de la fourniture des « Financements Actionnaires » à la Société de projet (soit 10 000 euros) dans la limite des besoins effectivement constatés par la Société de projet et selon les conditions indiquées dans l'offre d'Orange Concessions. La lettre d'engagement demeurera en vigueur jusqu'à ce que les « Financements Actionnaires » aient été intégralement réalisés.

Appréciations :

Modalités d'application de la garantie très satisfaisante.

- **Garantie de substitution maison-mère :**

- prévue qu'en cas de procédure collective (sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire) et non aussi en cas de défaillance (plus général) du Délégataire ;
- Oranges Concessions se substituera au Délégataire dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la demande et fera ses meilleurs efforts pour respecter les délais contractuels du délégataire et informera le Délégrant si le respect de ces délais est matériellement impossible ;
- entre en vigueur à compter de la signature de la Convention et prend fin au terme normal ou anticipé de celle-ci.

Appréciations :

Modalités d'application de la garantie sont satisfaisantes.

Réunicable

- **GAPD bancaire construction :**

- constituée dans les 2 mois suivant la création de la société dédiée pour une durée de 5 ans et sera renouvelée le cas échéant jusqu'à la date d'achèvement des travaux PER à hauteur du montant résiduel nécessaire au regard des modalités de libération exposées dans le tableau ci-dessous ;
- tout paiement intervient dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande ;
- la garantie ne pourra être appelée qu'en cas de défaillance du Délégataire pour le paiement des sommes dues par ce dernier au Délégant et portant sur les sommes nécessaires à l'achèvement des études et travaux de construction du réseau, les dépenses engagées à ce titre par celui-ci pour assurer la construction du réseau, les pénalités dues à ce titre ;
- sans précision supplémentaire à cet égard, cette garantie semble couvrir les phases construction de toutes les tranches ;
- dégressive en fonction de la livraison des prises constatée au titre du fichier IPE dans les conditions suivantes :

Appréciations :

La liste des cas de mise en jeu est contraignante, il aurait été préférable de ne pas mettre une liste exhaustive. Rien n'est précisé, contrairement à la lettre du cahier des charges, sur la garantie des redevances dues par le Délégataire au Délégant en contrepartie de la mise à disposition des ouvrages et équipements constitutifs du réseau.

Les modalités d'application de la garantie sont satisfaisantes.

- **GAPD bancaire exploitation :**

- tout paiement intervient dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande ;
- la garantie ne pourra être appelée qu'en cas de défaillance du Délégataire pour le paiement des sommes dues par ce dernier au Délégant et portant sur les sommes nécessaires à l'exploitation du réseau, les dépenses engagées à ce titre par celui-ci pour assurer son exploitation, les pénalités dues à ce titre ;

Appréciations :

La liste des cas de mise en jeu est contraignante, il aurait été préférable de ne pas mettre une liste exhaustive. Rien n'est précisé, contrairement à la lettre du cahier des charges, sur la garantie des redevances dues par le Délégataire au Délégant en contrepartie de la mise à disposition des ouvrages et équipements constitutifs du réseau.

Il n'est pas précisé que l'entrée en vigueur de la garantie à partir de la première mise en service du réseau.

Les modalités d'application de la garantie sont satisfaisantes.

- **GAPD bancaire remise en état du réseau :**

- mise en place au plus tard 5 ans avant le terme normal de la Convention et sera libérée 12 mois après apurement des comptes entre les parties.

Appréciations :

Les modalités d'application de la garantie sont très satisfaisantes.

- **Garantie apportée par les actionnaires pour garantir leur injection en fonds propres :**

- mise en place au plus tard 3 mois avant le terme normal de la Convention et libérée 6 mois après la libération intégrale du capital social dans la société dédiée.

Appréciations :

Les modalités d'application de la garantie sont très satisfaisantes.

- **Garantie de substitution maison-mère :**

- Engagement à mettre à disposition les moyens et ressources techniques et humains nécessaires à la bonne réalisation des prestations objet de la présente Convention pendant toute la durée de la Convention (sous réserve du point suivant) ;
- Engagement à poursuivre l'exploitation technique et commerciale du réseau pendant une période de 24 mois en cas de difficultés financières du Déléataire pouvant conduire à une procédure de sauvegarde, de sauvegarde accélérée, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire prévues au livre VI du code de commerce, pendant la période d'exploitation. Limitation donc aux cas de procédure collective et non une vision plus générale qui s'appliquerait en cas de défaillance.

Appréciations :

Conforme à l'exception des cas de mise en œuvre n'englobant pas le simple cas de défaillance du Déléataire.

Les modalités d'application de la garantie sont satisfaisantes.

- v. *Prise en compte de la résilience des réseaux dans son interprétation de la force majeure et des causes exonératoires de sa responsabilité*

Réunicable n'a pas précisé cet élément dans son mémoire administratif. Sa proposition est peu satisfaisante à cet égard.

Orange Concession n'a pas précisé cet élément dans son mémoire administratif. Sa proposition est peu satisfaisante à cet égard.

1.1.1.2. Proposition de notation

	Réunicable	Orange Concessions
Les modalités de mises en œuvre des mesures coercitives	5,5	4,2
Notation sur 7,5 points		

Document de travail - Confidentiel

1.1.1.3. Synthèse de la notation proposée au titre du critère n°4 – Risques assumés par le Délégataire

	Réunicable	Orange Concessions
Valeurs de résiliation : notation sur 7,5 points	6	0
Modalité de mise en œuvre des mesures coercitives : notation sur 7,5 points	5,5	4,2
Risques assumés par le Délégataire : notation sur 15 points	11.5	4.2

3. SYNTHÈSE DE L'ANALYSE

Tableau récapitulatif examen des offres avec les pondérations

	Réunicable (30 ans)	Orange Concessions (30 ans)
Valeur technique de l'offre (sur 35 points)	23,5	23
Engagements pris et adéquation des moyens techniques et humains mobilisés au titre de l'exploitation technique et commerciale du Réseau (15 points).	10,5	11,5
Qualité des solutions techniques proposée pour l'ensemble des Missions, dimensionnement technique du Réseau proposé et son potentiel d'adaptabilité et de pérennité dans le temps (10 points).	8	6
Cohérence de l'organisation et des moyens mobilisés pour respecter le calendrier de déploiement et engagements pris en termes d'insertion sociale (10 points).	5	5,5
	Réunicable (30 ans)	Orange Concessions (30 ans)
Equilibre économique de l'offre (sur 30 points)	27	19,2
La pertinence, la compétitivité et la cohérence du plan d'affaires prévisionnel (15 points)	12	9
Valeur actualisée à 3% des flux financiers Délégant-Délégataire de la tranche ferme et de la tranche optionnelle à savoir les redevances versées au Délégant, les participations publiques sollicitées pour le financement des ouvrages établis par le Délégataire, sous sa maîtrise d'ouvrage, et constitutifs de biens de retour, le renversement à l'issue de la Convention, des produits constatés d'avance (IRU, raccordements, etc.), l'indemnisation éventuelle des biens de retour en fin de Convention (15 points)	15	10,2
	Réunicable (30 ans)	Orange Concessions (30 ans)
Engagements contractuels, dispositifs de suivi et de contrôle par l'Autorité concédante (sur 20 points)	16	15,5
La structuration financière au regard notamment des moyens financiers mobilisés, du capital social, et la stabilité de l'actionnariat de la société ad hoc et la solidité des garanties financières (5 points)	4	3,5
Gouvernance de la concession (relations entre la société ad hoc et ses actionnaires)(5 points)	4	4
Modalités de suivi et de contrôle par l'Autorité concédante de l'exécution de la Convention et niveau des engagements contractuels (10 points)	8	8
	Réunicable (30 ans)	Orange Concessions (30 ans)
Risques assumés par le Délégataire (sur 15 points)	11,5	4,2
Cas et valeurs de résiliation de la Convention (7,5 points)	6	0
Modalité de mise en œuvre des mesures coercitives (7,5 points)	5,5	4,2

	Réunicable (30 ans)	Orange Concessions (30 ans)
Notation Globale (100 points)	78	61,9

En conclusion, il ressort de l'analyse que le candidat Réunicable arrive en tête, avec une avance de 16.1 points sur le candidat classé second, Orange Concessions.

Au terme de l'analyse des offres, et conformément à l'article R.3124-6 du code de la commande publique, il est proposé le classement suivant par ordre décroissant :

- Rang 1 : Réunicable
- Rang 2 : Orange Concessions

Le Département a décidé de suspendre la négociation avec Orange Concessions et d'engager une négociation exclusive avec le candidat Réunicable dans le cadre prévu à l'article 3.2.6 du Règlement de Consultation, en envoyant les courriers du 11 avril 2024 précités.

4. PHASE DE NEGOCIATION EXCLUSIVE ENTRE LE DEPARTEMENT ET LE DELEGATAIRE PRESSENTI

La phase de négociation exclusive avec le candidat Réunicable a permis au Département d'aboutir à un projet de Convention de délégation de service public conforme à ses attentes.

Durant cette phase, Réunicable a transcrit contractuellement les engagements figurant dans son offre finale, qu'ils soient techniques, financiers et juridiques.

Les discussions ont principalement porté :

- **au niveau économique et financier :**
 - sur les ajustements à apporter à l'offre financière compte tenu des décalages possibles de perception de la subvention publique, notamment s'agissant des cofinancement attendus de la part des partenaires publics ;
 - sur l'optimisation des charges d'exploitation (OPEX), consécutive à la plus grande utilisation des superstructures et infrastructures d'EDM ;
 - sur la mise en cohérence, dans les revenus attendus par le Délégataire, du mix entre location de lignes et IRU (cofinancement) pour correspondre aux hypothèses de commercialisation ;
 - sur le renouvellement gratuit du « droit d'usage » sur les raccordements au bout de 20 ans ;
 - sur la prudence du rythme de déploiement de l'activité pour les entreprises ;
- **au niveau technique, les discussions ont porté sur l'introduction d'un scénario technique correspondant à l'affermissement partiel de la tranche optionnelle 1, afin de tenir compte sur le déploiement des implications des incertitudes de cofinancement ;**
- **au niveau juridique, les discussions ont porté principalement sur :**
 - le traitement des éventuels retards de versements de subvention par le Département de plus de trois mois
 - la typologie et le montant des pénalités

5. PRESENTATION DE L'ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT

Il s'agit ici de décrire l'objet du service public qu'il est proposé de déléguer à Réunicable et les principaux éléments du Contrat (ou Convention) de délégation de service public négocié.

5.1 Objet du service public délégué

Dans le cadre des dispositions de l'article L.1425-1 du CGCT, le Délégataire aura en charge le financement, la construction, la maintenance et l'exploitation des boucles locales optiques de dessertes à l'utilisateur final sur le territoire de Mayotte.

Il s'agit donc d'une Convention de délégation de service public de type affermo-concessif, dont l'article 2 énumère de manière synthétique les Missions dont le Délégataire aura la charge.

Pour mémoire, dans le cadre des 4 Missions suivantes, le Délégataire a en charge :

- **Mission n°1** : le financement, la conception, la réalisation des travaux et l'exploitation de la collecte des NRO.
- **Mission n°2** : le déploiement, le financement, la conception, la réalisation des travaux et l'exploitation de Boucles locales optiques mutualisées.
- **Mission n°3** : la reprise en affermage des ouvrages établis sous la maîtrise d'ouvrage du Département.
- **Mission n°4** : le financement, la conception, la réalisation des travaux et l'exploitation de la sécurisation du réseau de collecte.

Ces quatre Missions seront réalisées dans le cadre d'une Tranche Ferme et de deux Tranches Optionnelles.

Dans le cadre de la Tranche Ferme, le Délégataire exécutera les Missions n°1 et n°2 sur le territoire des communes de Mamoudzou (intégralité de la commune à l'exception du quartier de Vahibe) et Koungou (quartier de Majicavo Lamir) ainsi que l'intégralité de Ouangani et de Dombéni.

Dans le cadre de l'affermissement partiel de la Tranche Optionnelle n°1, le Délégataire exécutera les Missions n°1 et n°2 sur le territoire des communes de Dzaoudzi, Tsingoni, et M'Tsangamouji, ainsi que la Mission n°4 partiellement avec le déploiement de deux câbles sous-marins entre Petite Terre et Grande Terre.

La Tranche Ferme et la Tranche Optionnelle n°1 affermée partiellement telle que décrite dans le paragraphe précédent s'exécutent à compter de l'entrée en vigueur de la Convention.

Le Délégataire devra exécuter la Mission n°3 sur l'ensemble du territoire à partir de la date du 1 mars 2025.

Dans le cadre de l'affermissement du périmètre résiduel de la Tranche Optionnelle n°1 dans

les douze (12) mois après la signature de la présente Convention, le Délégataire exécutera les Missions n°1 et n°2 sur le territoire des communes de Pamandzi, Chiconi, Sada, Koungou (quartiers du port de Longoni et de Zone Vallée), Bandrélé et Acoua (village d'Acoua, hors M'Tsangadoua) et la Mission n°4 avec la construction d'un lien de collecte entre Sada et Bandrélé par Chirongui. Le périmètre de la Tranche Optionnelle n°1 en cas de nouvel affermissement partiel devra faire l'objet de discussions entre le Délégant et le Délégataire.

Dans le cadre d'une Tranche Optionnelle n°2 qui sera affermie dans les vingt-quatre mois après la signature de la présente Convention, le Délégataire exécutera les Missions n°1 et n°2 sur le territoire des communes de Bandraboua, M'Tsamboro, Chirongui, Bouéni, Kani-Kéli ainsi que la finalisation à 100% de Koungou (centre et Majicavo Koropa) et Acoua (M'Tsangadoua) et la réalisation de la Mission n°4 sur l'ensemble du territoire. Le périmètre de la Tranche Optionnelle n°2 en cas d'affermeissement partiel devra faire l'objet de discussions entre le Délégant et le Délégataire.

Le Délégataire est tenu au respect, pendant toute la durée de la Convention, des principes suivants :

- ouverture du réseau en toute transparence, dans des conditions neutres et non discriminatoires, aux Opérateurs et aux Utilisateurs de réseaux indépendants,
- respect du principe d'égalité et de libre concurrence en matière de communications électroniques dans l'élaboration du catalogue de Services et de leurs tarifs,
- application de toute réglementation propres aux communications électroniques, notamment celles relatives à la mutualisation de la partie terminale des réseaux de desserte en fibre optique, telle qu'elle résulte notamment de l'article L.34-8-3 du Code des postes et des communications électroniques et des décisions n°2009-1106, n°2010-1312, n°2015-776 et n°2020-1432 et des lignes directrices relatives à la tarification de l'accès aux réseaux d'initiative publique FttH de l'ARCEP, et de tous les autres actes à portée réglementaire à venir se rapportant aux communications électroniques.

Selon l'article 23.1 de la Convention, les services fournis par le Délégataire aux Usagers du Réseau sont les suivants :

- services de mise à disposition de fibre passive mutualisée et dédiée (FON, FttH, FttE) ;
- services de mise à disposition de fibre activée mutualisée et dédiée (FttH, FttE) ;
- services d'hébergement ;
- prestation de réalisation de raccordement ;
- services aux utilisateurs de réseaux indépendants, notamment de Groupements Fermés d'Utilisateurs (GFU).

Le contenu et les principes tarifaires des différentes offres offertes aux Usagers sont prévus aux articles 23 et 24 de la Convention. Le catalogue de services et les tarifs associés sont fixés à son annexe 6.2.

La Convention a une durée de 30 ans, justifiée par la nature et le montant des prestations et des investissements demandés au Concessionnaire, ainsi que cela ressort du plan d'affaires prévisionnel et du plan de financement de ce dernier figurant en annexe 7 de la Convention.

Les biens de retour sont les biens constitutifs du Réseau, nécessaires à la fourniture des Services aux Usagers, réalisés ou acquis par le Déléataire et qui sont amortis au terme de la Délégation.

Il s'agit notamment de (i) l'ensemble des terrains, bâtiments, ouvrages, réseaux et installations immobilières (fourreaux, chambre de tirage, câble de fibre optique et locaux techniques, notamment), (ii) les objets mobiliers, dont les équipements actifs, les archives et toutes données nécessaires à l'exploitation technique et commerciale du Réseau issues du système d'information, notamment celles constituant le système d'information géographique et la base client, mises à jour tout au long de la Convention dans un format informatique communément exploitable au terme de la Convention, les autorisations, droits d'usage et contrats nécessaires à la poursuite de l'exploitation du Réseau délégué, y compris l'entretien et la maintenance dans la mesure de la cessibilité de ces autorisations droits et contrats. Les données, ainsi que leur ordonnancement dans une base de données, sont réputées appartenir au Délégant en tant qu'attachées au service public délégué.

L'inventaire des biens de retour est joint à l'annexe 8.1 de la Convention.

Ainsi, tous les ouvrages réalisés par le titulaire de la Délégation ou mis à sa disposition par le Délégant et nécessaires à l'établissement, à l'exploitation et à l'aménagement du Réseau (notamment les fourreaux du Réseau, les fibres optiques ou fourreaux supplémentaires, les droits d'usage de long terme d'infrastructures souterraine ou aérienne et de fibre optique...), et plus généralement l'intégralité du Réseau jusque et y compris la desserte de l'Utilisateur final sont également des biens de retour.

A l'expiration de la Délégation, quelle qu'en soit la cause, le Délégant entre immédiatement en possession de ces biens, lesquels doivent lui être restitués en parfait état de fonctionnement selon les stipulations de l'Article 45.

L'ensemble des biens de retour revient gratuitement et en parfait état de fonctionnement au Délégant au terme normal du contrat.

Les biens acquis ou mis en place par le Déléataire pour les besoins de l'exécution de la présente Convention, et qui ne sont pas strictement nécessaires à la gestion du service public d'établissement et d'exploitation du Réseau, constituent des biens de reprise et resteront la propriété du Déléataire.

Le Délégant pourra toutefois décider de reprendre ces biens de reprise à l'expiration de la présente Convention, quelle qu'en soit la cause, contre indemnité égale, au maximum, à leur valeur nette comptable majoré le cas échéant de la TVA à reverser au Trésor Public.

5.2 La couverture du territoire

5.2.1 Modalités et objectifs de la Mission n°1

Selon l'article 14 de la Convention, la Mission n°1 implique pour le Déléataire le déploiement des liens de collecte optique permettant de collecter les NRO non opticalisés, sous réserve qu'aucun lien optique ne préexiste pour ce faire. Le périmètre de la Mission n°1 est défini en Annexe 1.1 (Mémoire stratégique Missions 1 et 4).

Le calendrier de la Mission n°1 est défini en annexe 3.1 de la Convention.

5.2.2 Modalités et objectifs de la Mission n°2

Selon l'article 15 de la Convention, la Mission n°2 implique pour le Déléataire le déploiement et les travaux sous sa responsabilité du Réseau THD. Le périmètre de la Mission n°2 est défini en annexe 1.1.

Le calendrier de la Mission n°2 est défini en annexe 3.1 de la Convention.

5.2.3 Modalités et objectifs des Missions n°3

Selon l'article 16 de la Convention, la Mission n°3 implique pour le Déléataire la reprise en affermage des ouvrages établis sous la maîtrise d'ouvrage du Département. Le périmètre de la Mission n°3 est défini en annexe 1.2.

Le calendrier de la Mission n°3 est défini en annexe 3.1 de la Convention.

5.2.4 Modalités et objectifs de la Mission 4

Selon l'article 17 de la Convention, la Mission n°4 implique pour le Déléataire le déploiement et les travaux sous sa responsabilité de la sécurisation du réseau de collecte. Le périmètre de la Mission n°4 est défini en annexe 1.1.

Le calendrier de la Mission n°4 est défini en annexe 3.1 de la Convention.

5.3 La conception, la réalisation et l'exploitation du Réseau

5.3.1 La conception et la construction du Réseau

Le Déléataire réalisera sous sa maîtrise d'ouvrage le déploiement du Réseau des liens de collecte optique permettant de collecter les NRO non opticalisés, sous réserve qu'aucun lien optique ne préexiste pour ce faire.

Les prestations de conception, d'établissement et d'exploitation du réseau seront effectuées conformément aux règles de l'art et aux normes en vigueur applicables aux réseaux de communications électroniques. Au titre de ces règles de l'art et normes, seront pris en compte notamment les travaux du comité d'expert fibre de l'ARCEP, ainsi que les travaux d'harmonisation technique conduits par l'Etat, par le biais de l'Agence du numérique, au titre du cahier des charges du Plan France très haut débit pour les réseaux d'initiative publique, prenant en compte leur évolution.

La Convention s'inscrit dans le cadre du Plan France Très Haut Débit et doit donc respecter les règles posées dans le cahier des charges et dans le régime d'aides notifié, ainsi que leurs éventuelles évolutions.

Enfin, l'ensemble des prestations réalisées par le Délégataire pour mettre en conformité le Réseau aux règles de l'art et aux normes en vigueur constituent des prestations indissociables de la mise en œuvre du service public délégué.

La construction et le financement de l'extension du réseau de collecte, dans le respect, notamment, des différents règlements de voirie. A cet effet, le Délégataire assurera notamment la fourniture des matériaux requis, la réalisation des travaux de génie civil et de l'ensemble des travaux et aménagement nécessaires à la réalisation du Réseau de communications électroniques et de tous les équipements qui le composent.

5.3.2 L'exploitation du Réseau

L'exploitation sera réalisée de manière homogène à la fois pour les éléments de réseau déployés par le Délégataire (volet concessif) mais aussi pour ceux déployés par le Délégant (volet affermé).

Le Délégataire exploitera le Réseau en fournissant les Services aux Usagers sous sa responsabilité et à ses frais et risques.

Le Délégataire a la charge de l'exploitation technique du Réseau et met en œuvre notamment l'organisation et les moyens humains nécessaires, les outils de supervision, les procédures de maintenance préventive et curative, le Raccordement final des Usagers, les méthodes de mesure de la disponibilité du Réseau par type de service et les rapports sur la qualité de service. Il assumera également l'ensemble des charges relatives à l'entretien, la maintenance et la réparation du Réseau.

Le Délégataire a la charge également de la commercialisation des Services fournis par le Réseau, mettant en œuvre les moyens techniques et humains correspondants. Il a notamment pour responsabilité de proposer et de faire valider par le Délégant un catalogue de Services détaillé et consultable par tout Usager potentiel qui en ferait la demande.

Ce catalogue décrit le plus précisément possible les Services proposés aux Usagers, leurs tarifs ainsi que leurs conditions générales et particulières. Le Délégataire devra être en mesure d'offrir des Services aux Opérateurs et Utilisateurs de réseaux indépendants dès la mise en service du Réseau, dans le respect des délais tels que stipulés à l'annexe 3.2 (Engagements de Qualité de Service).

5.4 Les aspects financiers et patrimoniaux de la Convention

5.4.1 Equilibre économique et financier

Rémunération

La rémunération du Délégataire est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du Service et sera constituée des recettes liées à la fourniture des Services aux Opérateurs et Utilisateurs de réseaux indépendants, au sens du premier alinéa du I de l'article L. 1425-1 du CGCT, qui constitueront les Usagers du Réseau et de l'ensemble des Services mentionnés à l'article 23.1 de la Convention.

Les recettes prévisionnelles tirées de l'exploitation du Réseau de communications électroniques sont réputées permettre au Délégataire d'assurer son équilibre économique, sur la base du Plan d'affaires présenté en annexe 7.

Charges d'exploitation

Le Délégataire devra s'acquitter des redevances d'occupation des domaines publics et privés sur lesquels le réseau projeté pourra être implanté, et assumera également les coûts de

Concession de travaux et de services pour le financement, la construction, la maintenance et l'exploitation de boucles locales optiques de dessertes à l'usager final sur le territoire de Mayotte

p. 94/101

location ou droits d'usage auprès des propriétaires ou gestionnaires de ces infrastructures et/ou réseaux (notamment s'agissant du recours aux infrastructures de génie civil d'Orange et d'Electricité de Mayotte). Il supportera plus largement l'ensemble des charges relatives à la gestion du service public délégué (article 29.2 de la Convention).

Lorsque des ouvrages doivent être implantés sur ou sous des propriétés privées, le Délégataire fait son affaire de l'obtention des conventions de servitudes nécessaires. Les indemnités dues au titre des servitudes sont à la charge du Délégataire.

L'ensemble des charges d'entretien, réparations, travaux, gros entretien, grosses réparations, déplacements, mises à niveau et le cas échéant de renouvellement du Réseau existant et de son prolongement sont à la charge du Délégataire.

Par ailleurs, concernant les modalités d'utilisation des fourreaux d'Orange (en application de la décision n° 2014-0733), il est entendu entre les Parties, dans l'hypothèse où le prix maximum d'utilisation des fourreaux d'Orange se ferait dans des conditions économiques plus défavorables que celles détaillées en annexe 7, l'écart sera à la charge du Délégataire.

L'ensemble des recettes et des dépenses relatives à la conception, à la construction, au financement et à l'exploitation du Réseau est retracé dans une comptabilité séparée, laquelle correspond à celle de la société « ad hoc » dédiée à la délégation.

D'autre part, s'agissant des dépenses réelles d'assistance générale (identifiées dans le plan d'affaires prévisionnel figurant en annexe 7 en tant que « prestations avec les sociétés du groupe »), celles-ci devront être précisément justifiées par des prestations rendues et leur évaluation devra être raisonnable.

Les biens de retour tels que définis à l'article 5.1 devront avoir été intégralement amortis au terme normal de la Convention. Le cas échéant, la durée d'amortissement des immobilisations sera ajustée sur la durée résiduelle de la Convention.

Régime appliqué aux produits constatés d'avance

En application de l'article 29.5 de la Convention et selon les modalités qui y sont décrites, la part des recettes des droits d'usage à long terme (IRU) délivrés dans le cadre des services de la Convention et des frais de raccordement terminal correspondant à une période de service excédant le terme normal de la Convention sera reversée au Délégant au terme de la convention à hauteur de 50% de ces montants, y compris celles générées éventuellement par le renouvellement de ces prestations et quel que soit le montant total des Produits Constatés d'Avances (PCA).

5.4.2 La subvention publique au titre du 1^{er} établissement du réseau et pour les raccordements finals

Conformément à l'article 30 de la Convention, pour la réalisation des Missions n°1, 2 et 4 de la Tranche Ferme ainsi qu'au titre des deux tranches optionnelles dont les périmètres géographiques respectifs sont précisés à l'Article 2, et ce compte-tenu des objectifs d'aménagement du territoire et des obligations de service public assignés au Délégataire dans le cadre de la Convention, le Délégant pourra participer, pour partie, au financement des ouvrages et équipements constitutifs du réseau réalisé par le Délégataire, dans le cadre d'investissements concessifs du Délégataire.

L'octroi d'une participation publique sera ainsi subordonné à la justification, au regard des conditions posées par la réglementation tant interne que communautaire, du caractère indispensable de cette participation, qui ne peut compenser que les coûts résultant des

obligations de service public imposées par la Convention. En effet, il s'agit de permettre la disponibilité d'une infrastructure et de services à Très Haut Débit :

- dans l'ensemble du territoire mahorais ;
- en respectant un calendrier convenu entre le Département et le titulaire dans la convention afin de réduire les écarts de niveaux de services sur le territoire de Mayotte ;
- avec des niveaux de services et tarifs équivalents à ceux proposés dans les zones disposant d'une connectivité fixe filaire correspondant aux meilleurs standards du marché.

Pour atteindre les 100% de déploiement sur le territoire, le Déléataire appelle ainsi les montants de participation publique aux investissements de premier établissement suivants :

Subvention de premier établissement : 85,4M€, versés entre l'année 1 et l'année 7 ;

Subvention de raccordement : 5,7M€, versés entre l'année 3 et l'année 9.

TABLEAU EMPLOIS / RESSOURCES (en € HT courants valeur de début du contrat)

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Subvention - 1 ^{er} établissement	13 374 388 €	14 297 267 €	20 037 020 €	18 278 163 €	14 206 752 €	3 838 835 €	1 413 998 €	- €	- €	85 446 423 €
Subvention - raccordement	- €	- €	52 199 €	510 709 €	1 407 572 €	1 749 085 €	1 272 297 €	565 236 €	96 479 €	5 653 577 €
Subvention - autres										- €
Subventions publiques	13 374 388 €	14 297 267 €	20 089 218 €	18 788 872 €	15 614 324 €	5 587 921 €	2 686 295 €	565 236 €	96 479 €	91 100 000 €

5.4.3 Redevances versées par le Déléataire au Département

L'article 29.3 prévoit que le Déléataire verse au Délégant une redevance annuelle pour participer aux dépenses de gestion et de contrôle d'exécution de la Convention engagées par le Délégant conformément à l'Article 38 de la Convention : celle-ci s'élève à cinquante mille (50 000) euros par an.

Celle-ci sera portée à :

- cent mille (100.000) euros par an jusqu'au terme du déploiement des investissements de premier établissement (i.e. les trois premières années) ;
- cent mille (100.000) euros par an pendant les trois dernières années avant l'échéance normale de la Convention ;
- cinquante mille (50.000) euros dans les années quatre à vingt-sept ;

Cette redevance sera révisée annuellement selon les modalités décrites à l'Article 29.3 de la Convention.

Conformément à l'article 31, le Déléataire s'acquitte de redevances au profit du Délégant en contrepartie des ouvrages et équipements que ce dernier lui met à disposition dans le cadre du volet affermé objet de la Convention (Mission n°3), en ce compris les infrastructures de communications électroniques du Délégant constituées notamment d'ouvrages de génie civil. Dans cette dernière hypothèse, les redevances d'affermage prennent en compte leur occupation par le Déléataire au sens de l'article L.45-9 du CPCE.

Au titre de la Mission n°3, ces redevances sont calculées selon les termes suivants :

R2 – Redevance d'affermage au titre de la Mission n°3

1.1 R2.1 - Redevance d'affermage de base (fixe)

La redevance d'affermage de base est fixée à un montant de cinq cent (500) euros par lien de fibre optique noire par an.

1.2 R2.2 - Redevance d'affermage complémentaire (variable)

La redevance d'affermage complémentaire est fixée à un pourcentage de 10% du revenu des liens de fibre optique noire par an.

5.4.4 La clause de retour à meilleure fortune

L'article 32 de la Convention relatif à la clause de retour à meilleure fortune prévoit qu'en cas d'amélioration des performances commerciales de la délégation par rapport aux prévisions économiques initiales, un reversement sera effectué par le Délégataire au bénéfice du Département dans les conditions décrites par cet article.

5.4.5 Clause d'intéressement en cas de renouvellement des IRU à titre onéreux

Le plan d'affaires annexé à la Convention est fondé, par précaution, sur une hypothèse de renouvellement gratuit ou pour une somme modique des IRU. Dans le cas où les IRU seraient renouvelés à titre onéreux, un reversement sera effectué par le Délégataire au bénéfice du Département dans les conditions décrites à l'article 33 de la Convention.

5.5 Le contrôle du Délégataire par le Département

5.5.1 La société Délégataire

Pour faciliter le contrôle des engagements souscrits et permettre au Délégant d'avoir comme interlocuteur unique une seule entité juridique, une société *ad hoc*, domiciliée à Mayotte, dédiée à l'exécution de la Convention sera créée dans les trois (3) mois suivant l'entrée en vigueur de la Convention et à laquelle sera automatiquement transférée la Convention dans son intégralité et sans exception.

Cette société est constituée sous la forme d'une société commerciale ayant le statut de société par actions simplifiée, dont l'organisation est décrite à l'annexe 8.1 de la Convention.

Au vu du périmètre de couverture prévu à la présente Convention, le montant du capital social de la société Délégataire atteindra jusqu'à quatre millions (4.000.000) d'euros pendant le pic de la période de déploiement en considérant l'affermissement des deux tranches optionnelles. Le montant sera calculé en cas d'absence d'affermissement ou d'affermissement partiel (tranche optionnelle n°1). Ce montant du capital social sera maintenu tout au long de l'exécution de la Convention.

Les modalités de modification de l'actionnariat de la société *ad hoc* sont les suivantes :

La société Délégataire ne peut faire entrer à son capital des nouveaux actionnaires qu'après autorisation expresse du Délégant.

Ces nouveaux actionnaires devront, ensemble, rester actionnaires minoritaires, la société REUNICABLE, attributaire de la présente Convention, devant rester actionnaire majoritaire pendant toute sa durée.

Tout changement d'actionnaire ayant pour effet direct ou indirect d'attribuer à une société tierce la majorité du capital du Délégataire est subordonné à l'accord préalable du Délégant.

Le Délégant vérifie si le cessionnaire permet au Délégataire de conserver toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la gestion du service public, ainsi que son aptitude

à assurer la continuité du service public et l'égalité des Usagers devant le service public, conformément aux obligations contractuelles.

Le Délégrant dispose d'un délai de quatre (4) mois pour se prononcer, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui doit être formulée par le Délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception et contenir toutes les justifications nécessaires. Le refus du Délégrant devra être motivé et ne pourra porter que sur l'absence de garanties susvisées. Toute demande justifiée d'informations complémentaires de la part du Délégrant fait courir un nouveau délai de deux (2) mois courant à compter de leur réception.

Par dérogation à ce qui précède, l'Autorité Délégrante accepte qu'un actionnaire puisse céder à tout moment tout ou partie de ses actions à l'un de ses Affiliés, après en avoir informé préalablement l'Autorité Délégrante.

5.5.2 Les relations du Délégataire avec ses actionnaires

Afin de garantir une parfaite indépendance entre la société dédiée qui aura en charge l'établissement et l'exploitation du service public délégué et ses actionnaires, la convention stipule au sein de son article 4.2 intitulé « relations du Délégataire avec son (ses) actionnaire(s) » que le Délégataire ne fera prévaloir en aucun cas les intérêts commerciaux de son/ses actionnaire(s) dans son/leurs activité(s) propre(s) sur ceux dont elle a la charge aux termes de la Convention.

A ce titre, la Convention précise que le Délégataire s'engage en particulier à :

- i. ce que les contrats passés avec les entreprises actionnaires de la société Délégataire, comme avec toute entreprise avec lequel une entreprise actionnaire de ladite société entretient des relations d'affaires habituelles, soient conclus dans les conditions normales de marché ainsi que dans l'intérêt du service public ;
- ii. n'user en aucune façon de sa qualité de Délégataire, ni ne communiquer à son / ses actionnaire(s) ou à toute société du groupe auquel il appartient, aucune information privilégiée aux fins de lui conférer un avantage concurrentiel sur le marché sur lequel il intervient au titre de ses activités commerciales propres.

Ce mécanisme contractuel permettra au Département de faire cesser toute pratique du Délégataire, dans ses relations avec ses actionnaires, qui serait contraire aux principes exposés ci-dessus et dont le Département aurait eu connaissance. A cet égard, il est expressément prévu qu'en cas de manquement délibéré du Délégataire aux obligations énumérées ci-dessus, le Département pourra mettre en demeure le Délégataire de lui apporter toute explication et élément de justification nécessaire, sous peine de l'application de mise en régie du Délégataire conformément à l'article 42.2 de la Convention.

5.5.3 Le respect du planning d'établissement du Réseau et des obligations d'exploitation

En premier lieu, la subvention au titre du 1^{er} établissement du réseau au titre des Missions n°1, 2 et 4 de la Tranche ferme ainsi qu'au titre des deux tranches optionnelles, est versée par le Délégrant au Délégataire selon l'échéancier et les modalités présentés à l'article 30 de la Convention.

En deuxième lieu, en cas de retard, le Délégataire pourra se voir appliquer des pénalités par le Délégrant. Ces pénalités sont prévues à l'article 42 de la Convention.

Les pénalités cumulées dues au titre de la construction du Réseau sont plafonnées à un montant annuel d'un million cent vingt mille (1 120 000) euros et au global, pour toute la durée de la Convention, au montant de cinq millions six cent mille (5 600 000) € soit le montant

maximal de la GAPD Construction.

Les pénalités cumulées dues au titre de l'exploitation du Réseau sont plafonnées à un montant annuel de cent vingt mille (120.000) euros et au global, sur la durée d'exécution de la Convention, au montant de trois millions (3 000 000) €, soit le montant maximal de la GAPD exploitation.

Les pénalités administratives de production de documents cumulées sont plafonnées aux montants des Garanties à Première Demande en vigueur au moment de leur application.

L'atteinte d'un des plafonds globaux de pénalités susvisés ou l'atteinte de deux plafonds annuels consécutifs susvisés est constitutive d'une faute du Déléataire susceptible d'entraîner la résiliation de la Convention dans les conditions de son Article 44.

En troisième lieu, la garantie maison-mère et la garantie à première demande pour l'établissement du réseau, encadrée à l'Article 38 de la Convention, garantissent la bonne exécution des prestations de conception et de construction du réseau au titre des Missions n°1, 2 et 4.

En dernier lieu, les Articles 43 et 44 de la Convention prévoient les modalités de mise en œuvre de mesures coercitives allant au-delà de l'application de sanctions pécuniaires :

- l'exécution d'office ;
- la mise en régie ;
- la résiliation pour faute du Déléataire.

5.5.4 La transmission des informations au Département

En premier lieu, le Déléant dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière de la présente Convention par le Déléataire ainsi que sur la qualité du service rendu aux usagers (Article 39 de la Convention).

A ce titre, le Département peut notamment demander au Déléataire, pour information, communication de tous contrats passés par ce dernier avec des tiers et liés à la réalisation des Missions dévolues au Déléataire par la Convention.

En deuxième lieu, le Déléataire est tenu de remettre au Déléant pour chaque élément du réseau visé à l'Article 21 de la Convention, un dossier des ouvrages exécutés (DOE), ce qui lui permettra de disposer d'une visibilité complète sur le patrimoine constitué au fil de l'exécution de la Convention (Article 21 de la Convention).

En troisième lieu, le Déléataire doit communiquer chaque année avant le 15 juin, les comptes sociaux provisoires de la société dédiée pour l'exercice de l'année précédente (Article 39.6 de la Convention).

En quatrième lieu, le Déléataire produira chaque mois, au plus tard dix (10) jours ouvrés après la fin du mois concerné, au Déléant, un rapport comportant un tableau de bord de l'établissement du réseau, un tableau de bord de l'exploitation du réseau et un tableau de bord de la commercialisation du réseau (Article 39.4 de la Convention).

En cinquième lieu, le Déléataire produira chaque trimestre, au plus tard dix (10) jours ouvrés après la fin du trimestre concerné, au Déléant, un rapport comportant un compte-rendu trimestriel financier (Article 39.5 de la Convention).

En sixième lieu, pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement des conditions

financières et techniques de la Délégation, le Délégué produit chaque année avant le 1^{er} juin qui suit l'exercice considéré, en application des articles L.1411-3 du CGCT et L.3131-5 et R.3131-2 et suivants du code de la commande publique, un rapport intégrant l'ensemble des données comptables, techniques et financières relatives à l'exploitation du Réseau. Ce rapport annuel sera accompagné du rapport général et du rapport spécial du commissaire aux comptes de la société ad hoc de l'exercice considéré (Article 39.7 de la Convention).

En septième lieu, les Comités de pilotage et de suivi de la Convention (Articles 40 et 41 de la Convention), permettront un suivi précis de l'exécution de celle-ci et un échange des informations nécessaires.

En dernier lieu, en vertu de son pouvoir général de contrôle, le Département aura la faculté de solliciter toute information du Délégué (article 39.3 de la Convention), notamment lors des Comités de suivi (article 41 de la Convention) et de pilotage (article 39 de la Convention).

Afin de couvrir les charges qui seront supportées par le Département pour assurer le suivi et le contrôle de la Convention, le Délégué est tenu de lui verser une redevance forfaitaire annuelle pour frais de gestion et de contrôle (Article 29.3 de la Convention).

6. Conclusion

Au vu du présent rapport, il est proposé au Conseil départemental de bien vouloir :

- désigner en qualité de délégataire du service public relatif au financement, à la construction, à la maintenance et à l'exploitation de boucles locales optiques de dessertes à l'usager final sur le territoire de Mayotte, la société Réunicable,
- approuver la convention de concession de travaux et de services correspondante et ses annexes, jointes à la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président à signer la concession de travaux et de services pour le financement, la construction, la maintenance et l'exploitation des boucles locales optiques de dessertes à l'usager final sur le territoire de Mayotte, à accomplir l'ensemble des actes d'exécution de celle-ci, et à effectuer l'ensemble des formalités afférentes, notamment en application des articles L.1410-et suivants, L.1411-1 et suivants et L.1425-1 du code général des collectivités territoriales, du code de la commande publique.
